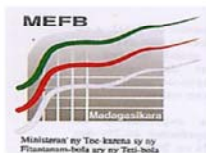


REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosana
Ministère de l'Economie des Finances et du Budget
Secrétariat Général



INSTAT

INSTITUT
NATIONAL DE LA
STATISTIQUE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES

Rapport de l'enquête sur les Entreprises à Madagascar

Année 2005

A
v
r
i
l

2
0
0
5

Sommaire

Liste des tableaux et graphiques.....	i
Liste des sigles et abréviations	v
Liste des sigles et abréviations	v
Résumé exécutif	1
Introduction	4
Chapitre 1 : Caractéristiques des entreprises.....	5
1. Répartition des entreprises à Madagascar	5
1.1. Répartition par province et par forme juridique.....	6
2. Caractéristiques de l'emploi.....	9
3. Chiffre d'Affaires et Valeur Ajoutée	15
4. Capital et investissement.....	19
5. Les indicateurs de performance.....	23
Chapitre 2 : Typologie des régions	27
1. Spécificité économique des différentes régions	27
2. Analyse comparative des régions	59
Chapitre 3 : L'environnement des affaires	65
1. Perspectives d'évolution des entreprises des secteurs industriel et tertiaire	65
1.2. Tendances de croissance du secteur industriel	69
1.3. Tendances de croissance du secteur tertiaire	73
1.4. Perspectives d'extension spatiale et d'activité	77
1.5. Perception de la sécurité des investissements	82
1.6. Climat des affaires.....	84
1.7. Perception de la concurrence.....	86
1.8. Procédures administratives pour la création d'entreprise	89
1.9. Perception sur le code du travail	91
1.10. Perception sur les lois et textes	96
1.11. Perception de la mondialisation et de l'intégration régionale	97
2. L'accès au crédit.....	99
2.1. Besoins et utilités de crédit.....	99
2.2. Estimation des besoins en financement.....	100
2.3. Demande de crédit auprès des banques primaires.....	101
2.4. Demande de crédit auprès des micro- financiers	107
2.5. Demande de crédit auprès d'autres financiers.....	114
3. L'accès à la terre	116
3.1. Statuts d'occupation des terrains	117
3.2. Documents justificatifs des terrains en possession des propriétaires	118
3.3. Difficultés d'accès à la terre pour la création ou l'extension d'activités	119
3.4. Opinions des entreprises sur les difficultés rencontrées.....	119
3.5. Problèmes fonciers et d'acquisition de terrain	120
3.6. Principaux problèmes fonciers rencontrés par les entreprises	121
3.7. Adéquation politiques foncières et investissements.....	122
Annexe 1 : Tableaux	124
Annexe 2 : Méthodologie.....	135
Glossaire.....	149

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1 : Répartition des entreprises par province et par forme juridique	6
Tableau 2 : Répartition des entreprises par province et par type d'entreprises.....	7
Tableau 3 : Répartition des entreprises par branche d'activité et par forme juridique	8
Tableau 4 : Répartition des entreprises par branche d'activité et par type d'entreprise	9
Tableau 5 : Répartition de l'emploi selon la forme juridique des entreprises.....	10
Tableau 6 : Répartition de l'emploi selon le type des entreprises.....	10
Tableau 7 : Répartition de l'emploi selon la branche d'activité des entreprises.....	11
Tableau 8 : La répartition de l'emploi permanent selon les catégories socioprofessionnelles	12
Tableau 9 : Répartition du personnel permanent-femme de quelques branches d'activités selon leurs catégories socioprofessionnelles	13
Tableau 10 : Rémunération brute annuelle moyenne selon le type d'entreprises.....	14
Tableau 11 : Rémunération brute annuelle moyenne par branche d'activité.....	15
Tableau 12: Chiffre d'affaires et valeur ajoutée totaux selon la branche de l'entreprise.....	17
Tableau 13 : Chiffre d'affaires et valeur ajoutée totaux selon la branche de l'entreprise.....	18
Tableau 14 : Structure des coûts des entreprises formelles.....	18
Tableau 15 : Structure du capital des entreprises formelles par branche en 2004	20
Tableau 16 : Structure de l'investissement des entreprises par branche	21
Tableau 17 : Répartition des entreprises selon le coût de l'investissement et le type d'entreprise.....	22
Tableau 18 : Répartition du financement des investissements par type d'entreprise.....	23
Tableau 19 : Quelques indicateurs moyens du niveau d'activité des entreprises	24
Tableau 20 : Quelques indicateurs de performance des entreprises.....	25
Tableau 21 : Typologie des entreprises de la région d'Analamanga	27
Tableau 22 : Typologie des entreprises dans la région de Vakinankaratra	29
Tableau 23 : Typologie des entreprises de la région Itasy	31
Tableau 24 : Typologie des entreprises de la région de Bongolava.....	32
Tableau 25 : Typologie des entreprises de la région de la Haute Matsiatra.....	34
Tableau 26 : Typologie des entreprises dans la région d'Amoron'i Mania	36
Tableau 27 : Typologie des entreprises dans la région de Vatovavy Fitovinany.....	37
Tableau 28 : Typologie des entreprises de la région Ihorombe	39
Tableau 29 : Typologie des entreprises de la région d'Atsimo Antsinanana.....	41
Tableau 30 : Typologie des entreprises dans la région d'Atsinanana	42
Tableau 31 : Typologie des entreprises de la région d'Analanjorofo	44
Tableau 32 : Typologie des entreprises de la région d'Alaotra-Mangoro.....	46
Tableau 33 : Typologie des entreprises de la région de Boeny.....	47
Tableau 34 : Typologie des entreprises de la région de Sofia.....	49
Tableau 35 : Typologie des entreprises de la région Betsiboka.....	50
Tableau 36 : Typologie des entreprises dans la région de Melaky	51
Tableau 37 : Typologie des entreprises de la région Atsimo-Andrefana.....	52
Tableau 38 : Typologie des entreprises de la région d'Androy	53
Tableau 39 : Typologie des entreprises dans la région d'Anosy.....	54
Tableau 40 : Typologie des entreprises de la région de Menabe	55
Tableau 41 : Typologie des entreprises de la région de Diana.....	56
Tableau 42 : Typologie des entreprises de la région SAVA	57
Tableau 43 : Répartition de la Valeur ajoutée selon les régions et les types d'entreprises.....	59
Tableau 44 : Répartition de la productivité apparente selon les régions et les types d'entreprises	60

Tableau 45 : Répartition des investissements selon les régions et les types d'entreprises	61
Tableau 46 : Destination des investissements selon les régions (en %).....	62
Tableau 47 : Financement des investissements par région. (en %).....	64
Tableau 48 : Analyse des perspectives d'évolution par branche d'activités.....	66
Tableau 49 : Analyse des perspectives d'évolution par taille	67
Tableau 50 : Analyse des perspectives d'évolution par forme juridique	68
Tableau 51 : Analyse des perspectives d'évolution par branche et taille (en %).....	68
Tableau 52 : Tendance du secteur industriel.....	70
Tableau 53 : Tendance du secteur industriel par branche	71
Tableau 54 : Tendance du secteur industriel par taille.....	72
Tableau 55 : Tendance du secteur industriel par forme juridique.....	72
Tableau 56 : Tendance du secteur tertiaire.....	73
Tableau 57 : Tendance du secteur tertiaire par branche en %	75
Tableau 58 : Tendance du secteur tertiaire par taille	76
Tableau 59 : Tendance du secteur tertiaire par forme juridique.....	77
Tableau 60 : Perspectives d'extension spatiale et d'activité par secteur économique	77
Tableau 61 : Perspectives d'extension spatiale et d'activité par branche	78
Tableau 62 : Perspectives d'extension spatiale et d'activité par branche et taille	79
Tableau 63 : Cas d'extension d'activité par secteur économique	80
Tableau 64 : Cas d'extension d'activité par branche en %	80
Tableau 65 : Cas d'extension d'activité par branche et par taille (en %).....	82
Tableau 66 : Perception de la sécurité des investissements	83
Tableau 67 : Perception de la sécurité des investissements par secteur économique	83
Tableau 68 : Perception de la sécurité des investissements par taille	83
Tableau 69: Perception de la sécurité des investissements par forme juridique	84
Tableau 70 : Climat économique pour l'épanouissement des investissements par secteur	85
Tableau 71 : Climat économique pour l'épanouissement des entreprises par branche et par taille.....	86
Tableau 72 : Perception de la concurrence par branche (en %)	87
Tableau 73 : Perception de la concurrence par secteur économique (en %).....	87
Tableau 74 : Perception de la concurrence par taille (en %).....	88
Tableau 75 : Perception de la concurrence selon la forme juridique (en %)	88
Tableau 76 : Procédures administratives pour la création d'entreprise par secteur (en %)	89
Tableau 77 : Procédures administratives pour la création d'entreprise par branche (en %)....	90
Tableau 78 : Procédures administratives pour la création d'entreprise par taille (en %).....	91
Tableau 79 : Procédures administratives pour la création d'entreprise par forme juridique (en %)	91
Tableau 80 : Perception sur le code du travail par secteur économique (en %).....	92
Tableau 81 : Perception sur le code du travail par branche en %	93
Tableau 82 : Perception sur le code du travail par taille en %	93
Tableau 83 : Perception sur le code du travail par branche et par taille en %	95
Tableau 84 : Perception sur les lois et textes par secteur économique (en %).....	96
Tableau 85 : Perception sur les lois et textes par branche et taille en (%).....	97
Tableau 86 : Perception de la mondialisation et de l'intégration régionale par secteur (en %).....	97
Tableau 87 : Perception de la mondialisation et de l'intégration régionale par taille (en %) ..	98
Tableau 88 : Besoins et utilités de crédit.....	99
Tableau 89 : Besoins financiers moyens en millier d'Ariary.....	101
Tableau 90 : Opinions des entreprises sur les services des réseaux bancaires.....	102
Tableau 91: Démarches auprès des Banques primaires	105
Tableau 92 : Demandes de crédit satisfaites	106

Tableau 93 : Raisons de rejet des demandes (en pourcentage)	107
Tableau 94 : Opinions des entreprises sur les services des Institutions de micro -crédit	109
Tableau 95 : Démarches auprès des institutions de micro-crédit	112
Tableau 96 : Demandes de crédit non rejetées	113
Tableau 97 : Raisons de rejet des demandes	114
Tableau 98 : Démarches auprès des autres financiers	115
Tableau 99 : Demandes satisfaites	115
Tableau 100 : Raisons de rejet des demandes (en%)	116
Tableau 101 : Statuts d'occupation (en%)	117
Tableau 102 : Documents en possessions des propriétaires (en%)	118
Tableau 103 : Difficultés d'accès à la terre en vue d'extension d'activités (en%)	119
Tableau 104 : Problèmes fonciers et d'acquisition de terrain (en%)	121
Tableau 105 : Adéquation politiques foncières et investissements	123
Tableau 106 : Typologie des principales divisions dans la région d'Analamanga selon l'emploi et l'investissement	124
Tableau 107 : Typologie des principales divisions dans la région de Vakinankaratra selon l'emploi et l'investissement	124
Tableau 108 : Typologie des principales divisions dans la région d'Itasy selon l'emploi et l'investissement	125
Tableau 109 : Typologie des principales divisions dans la région de Bongolava selon l'emploi et l'investissement	125
Tableau 110 : Typologie des principales divisions dans la région de Haute Matsiatra selon l'emploi et l'investissement	126
Tableau 111 : Typologie des principales divisions dans la région d'Amoron'I Mania selon l'emploi et l'investissement	126
Tableau 112 : Typologie des principales divisions dans la région de Vatovavy Fitovinany selon l'emploi et l'investissement	127
Tableau 113 : Typologie des principales divisions dans la région d'Ihorombe selon l'emploi et l'investissement	127
Tableau 114 : Typologie des principales divisions dans la région d'Atsimo Atsinanana selon l'emploi et l'investissement	128
Tableau 115 : Typologie des principales divisions dans la région d'Atsinanana selon l'emploi et l'investissement	128
Tableau 116 : Typologie des principales divisions dans la région d'Analanjorofo selon l'emploi et l'investissement	129
Tableau 117 : Typologie des principales divisions dans la région d'Alaotra-Mangoro selon l'emploi et l'investissement	129
Tableau 118 : Typologie des principales divisions dans la région de Boeny selon l'emploi et l'investissement	130
Tableau 119 : Typologie des principales divisions dans la région de Betsiboka selon l'emploi et l'investissement	130
Tableau 120 : Typologie des principales divisions dans la région de Sofia selon l'emploi et l'investissement	131
Tableau 121 : Typologie des principales divisions dans la région de Melaky selon l'emploi et l'investissement	131
Tableau 122 : Typologie des principales divisions dans la région d'Atsimo Andrefana selon l'emploi et l'investissement	132
Tableau 123 : Typologie des principales divisions dans la région d'Androy selon l'emploi et l'investissement	132

Tableau 124 : Typologie des principales divisions dans la région d'Anosy selon l'emploi et l'investissement.....	133
Tableau 125 : Typologie des principales divisions dans la région de Menabe selon l'emploi et l'investissement.....	133
Tableau 126 : Typologie des principales divisions dans la région de Diana selon l'emploi et l'investissement.....	134
Tableau 127 : Typologie des principales divisions dans la région de Sava selon l'emploi et l'investissement.....	134
Tableau 128 : Valeur ajoutée	158
Tableau 129 : Actif immobilisé.....	158
Tableau 130 : Investissement	158
Graphique 1 : Chiffre d'affaires et valeur ajoutée selon la taille de l'entreprise	16
Graphique 2 : Répartition des stocks de capital par type d'entreprise en 2004	19
Graphique 3 : Répartition des entreprises selon le coût de l'investissement	21

Liste des sigles et abréviations

CA	Chiffre d'Affaires
CF	Capital fixe
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
K	Capital
L	Travail
EURL	Entreprise Unipersonnelle à responsabilité limitée
NTIC	Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
SADC	South African Development Community
COMESA	Common Market Earth South Africa
ZEP	Zone Economique Prioritaire
COI	Commission de l'Océan Indien
INV	Investissement
NSP	Ne Sais pas ou (Ne Se prononce Pas)
RFA	Ratio de financement par Autofinancement
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PMI	Petite et Moyenne Industrie
SA	Société Anonyme
SARL	Société A Responsabilité Limitée
SAU	Société Anonyme Unipersonnelle
VA	Valeur Ajoutée

Résumé exécutif

Ce document présente le rapport de l'enquête sur les entreprises à Madagascar.

L'enquête a été menée avec une grande rigueur méthodologique et statistique. A cet effet, un plan de sondage à deux degrés avec stratification à chaque degré a été adopté. Le rapport, lui-même, est divisé en trois chapitres dont le contenu est inter dépendant en vue de donner à l'ensemble un solide aspect d'unité.

La première partie aborde les caractéristiques des entreprises dans la grande île. Tout au long du rapport, d'ailleurs, trois articulations sont choisies pour décrire cette répartition : la forme juridique, le type de l'affaire et la branche d'activité.

Il est clair, de toute façon, que la province d'Antananarivo, à travers la région Analamanga, concentre la majorité des établissements. Dans presque tous les indicateurs, la grande disparité de cette distribution profite à cette dernière. Excepté le cas de la valeur ajoutée créée par entreprise, pour lequel les entreprises de la région Sava sont plus performantes.

En somme, le type de business malgache serait, ainsi, une micro-entreprise avec une dizaine d'employés permanents, non rémunérés et masculins s'occupant de commerce. L'analyse des chiffres d'affaires et de la valeur ajoutée complète la description des firmes autochtones. Ainsi, le chiffre d'affaires augmente en fonction de la taille de l'entreprise tandis que le taux de valeur ajoutée diminue selon cette indication.

En 2004, en gros, les sociétés formelles du secteur II et III ont eu un CA total de 7 380 milliards d'Ariary et ont créé une valeur ajoutée de 4 336 milliards d'Ariary. Dans ce même ordre d'idée, le montant du capital est estimée à 7 173 milliards d'Ariary. La somme des investissements est évaluée à 1 708 milliards d'Ariary. Evidemment, ces chiffres sont à comparer avec le budget de l'Etat ou le produit intérieur brut pour se faire une idée juste des valeurs et de leur importance.

A la suite de quoi, le présent exposé entre dans une deuxième partie qui analyse les résultats pour chacune des 22 régions de l'île rouge.

Le poids de la région Analamanga apparaît, de nouveau, comme considérable en terme de CA et de VA qui sont respectivement de 80% et de 79% du total de l'ensemble du pays.

La région Sava la suit du point de vue de la création de VA car elle totalise 4,11% du total général. En plus, Analamanga capte 89% des investissements de la totalité. Toutefois, le taux d'investissement le plus élevé se trouve dans les régions Anosy et Menabe : à raison de 269 % pour les grandes entreprises et 123,55% pour les PME / PMI à l'Anosy tandis que ce taux pour le Menabe est évalué à 225,11%. Quoiqu'il en soit, l'utilisation des fonds propres est la plus courante pour soutenir les investissements dans toute l'île.

Il faut noter que 10 régions ne comportent aucune grande entreprise. Par ailleurs, dans certaines régions, les sociétés peuvent ne faire aucun investissement au cours d'une année. Exemple, les grandes entreprises dans la région du Vatovavy Fitovinany, le Melaky et Atsimo

Andrefana et les PME/PMI dans la région de Betsiboka et l'Androy. Bref, le tissu économique paraît fragile et très déséquilibré.

Une fois les éléments intrinsèques des établissements et des régions sus, le rapport attaque les facteurs externes qui conditionnent le développement des entreprises dans ces découpages administratifs.

Le dernier chapitre abordant l'environnement des affaires clôt, donc, le rapport. En gros, il s'agit d'une restitution des perspectives issues d'une enquête de l'opinion des entrepreneurs à propos de la réalité qu'ils vivent et sur leur avenir.

Concrètement, cette réalité se décrypte à travers trois paramètres : les perspectives d'évolution des entreprises, l'accès au crédit et l'accès à la terre.

Il est clair que les opinions des entrepreneurs divergent un peu quant aux perspectives d'évolution du monde des affaires locales.

Il ressort que les entrepreneurs des secteurs III sont plus optimistes sur l'avenir que leurs collègues du secteur II. Toutefois, les deux ne perçoivent pas, vraiment, de sécurité des investissements. Concernant la concurrence, elle est ressentie comme déloyale pour 57,5 % des businessmen. Cependant, plus de la moitié ont constaté une amélioration des procédures administratives. Assurément, les différents programmes et projets pour dynamiser le secteur privé malgache et les outils instaurés afin de simplifier les démarches des businessmen portent déjà leurs fruits.

Alors que les textes et les lois en vigueur sont ignorés par 40% des entreprises, seuls le tiers perçoit la mondialisation comme avantageuse. C'est un résultat qui n'est pas surprenant mais ne veut pas dire pour autant que tous les entrepreneurs voient dans la mondialisation une réelle menace.

Il a été constaté que 53 % des sociétés ont besoin de crédit pour investir et elles puisent plutôt dans les réseaux bancaires. Toutefois, les établissements ont une opinion négative sur les services offerts par ces réseaux. D'ailleurs, seuls 34% des demandes de crédit auprès des institutions de micro finance sont satisfaites (74% pour les institutions financières conventionnelles). La cause en est l'absence d'une garantie suffisante pour 53% des cas en micro finance et 62,6 % pour les institutions normales. C'est une parfaite illustration du discours récurrent sur l'absence de fonds.

Par ailleurs, il convient de noter que 52 % des entreprises sont propriétaires de leur terrain (ce qui est justifié par un titre au moins). Enfin, 43 % des sociétés n'ont aucune opinion sur les politiques foncières et des investissements malgaches. Ce résultat semble démontrer une indifférence face à la politique foncière de l'état. Ce qui laisse un peu dubitatif.

Il résulte de ce qui précède que le résultat de cette enquête s'avère à la fois intéressante et instructive à plus d'un titre. Surtout que ce rapport servira de base pour le futur.

Sans aucun doute, le questionnaire, ayant servi de support à ce document, a été, si bien établi que, presque, tous les pans de l'économie malgache y sont décryptés. L'impact de toute politique économique future pourra être aisément évalué dorénavant.

Une grande part a été réservée à l'aspect qualitatif. Comme vu plus haut, cela a été divisé en trois axes. D'abord, les conditions d'activités, les perspectives et le climat des affaires suivi de la section sur l'accès au crédit pour arriver enfin au positionnement par rapport à l'accès à la terre.

Le questionnaire a été construit non seulement, pour disposer de chiffres précis, mais aussi afin de laisser librement les entrepreneurs s'exprimer franchement sur les soucis ou éventuels obstacles auxquels ils font face. Bien évidemment, le but étant qu'ils formulent eux-mêmes les solutions idoines telles qu'ils les sentent ou souhaitent.

Dans cette optique, cet écrit montre de façon claire et presque exhaustive la réalité vécue par les entreprises à Madagascar.

Il en résulte que tout un chacun peut tirer des conclusions sensées, correctes, terre à terre mais avec de bonnes bases théoriques. Par conséquent, les acteurs socio-politico-économiques disposent d'un outil d'où, ils peuvent puiser bonne inspiration pour toujours mieux assurer le développement du secteur privé en premier lieu. Puis, en deuxième lieu, le rapport permet de dresser des objectifs réalistes pour la croissance du secteur privé malgache.

Introduction

En matière de développement économique, Madagascar inscrit actuellement ses desseins d'avenir suivant une politique d'ouverture et de libéralisation (libéralisation des marchés, renforcement de l'économie régionale, privatisation,...). Le leitmotiv qui harmonise les stratégies adoptées en matières de développement socioéconomique est désormais un essor de l'économie nationale, grâce en particulier, à la motivation et l'appui des initiatives économiques privées. Dorénavant, Madagascar mise sur l'efficacité du secteur privé comme moteur du développement.

Dès lors, analyser la santé économique du Pays équivaut à se pencher sur la santé des entreprises locales. Or, les choix stratégiques pour le développement socioéconomique, en particulier le développement du secteur privé, doivent être fondés sur des informations fiables et à jour. D'où, la nécessité de la mise à disposition des décideurs des statistiques récentes sur les entreprises à Madagascar.

C'est dans cette optique, et afin de disposer d'une base de données fiables sur la situation vécue au quotidien par les entreprises formelles à Madagascar, que l'enquête sur les entreprises 2005 a été lancée par l'Institut National de la Statistique. Les principaux objectifs de l'enquête entreprise 2005 sont, entre autres, de mettre à la disposition des décideurs une vaste gamme d'informations quantitatives et qualitatives fiables et à jour sur les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire malgaches tant au niveau national qu'au niveau régional. La base de données, ainsi élaborée, procure une multitude d'informations quant à la taille des entreprises, et la structure des branches d'activités.

A noter que cette enquête servira également de base pour le suivi des activités réalisées dans le cadre du Millenium Challenge Account (MCA) à Madagascar. Il contribuera au renforcement de l'appareil statistique, de la capacité d'analyse économique nationale et surtout le partenariat public et privé (3P).

Ce rapport restitue les principaux résultats de l'enquête entreprise 2005. Les résultats de l'enquête sont présentés en trois chapitres distincts, mais complémentaires permettant une facilité de lecture et d'analyse, mais surtout une facilité de comparaison des réalités entrepreneuriales des régions ou des secteurs d'activités. La première partie du document est donc consacrée à l'analyse de la situation des entreprises à Madagascar sur le plan national. Ensuite, le rapport entre un peu plus dans le détails en proposant une typologie économique régionale, c'est-à-dire, une décomposition des principales caractéristiques du tissu d'entreprises de chacune des 22 régions de Madagascar. En fin de document, les résultats restitués portent les perspectives et les visions d'avenir des entreprises.

Chapitre 1 : Caractéristiques des entreprises

1. Répartition des entreprises à Madagascar

La forme juridique (1), le type d'entreprise (2) et la branche d'activité (3) sont les trois axes à travers lesquels s'orientera la description de la répartition des entreprises à Madagascar.

(1) La forme juridique définit les droits et obligations de l'entreprise du point de vue juridique relatifs aux droits des affaires. Les entreprises sont ici départagées en trois classes de forme juridique :

- les SA ou Société Anonyme et les SAU ou Société Anonyme Unipersonnelle ;
- les SARL ou Société Anonyme à Responsabilité Limitée et les EURL ou Entreprises Unipersonnelles à Responsabilité Limitée ;
- et les EI ou Entreprises Individuelles.

(2) Le type d'entreprise définit la classification des entreprises en :

- Micro-entreprises ;
- Petites et moyennes entreprises (PME) ;
- Grandes entreprises.

Il est à noter que ce critère de classification varie d'un pays à un autre suivant son économie et sa culture. Néanmoins, le critère retenu communément reste celui de l'effectif des employés dans l'unité de production. Si en Europe, l'effectif des employés dans une PME ne dépasse pas 500 salariés (cas de la France), aux Etats-Unis, l'effectif des employés dans une PME peut atteindre 1500 personnes. En Asie, la petite entreprise emploie jusqu'à 99 personnes, et la moyenne jusqu'à 199 personnes (cas du Singapour, des Philippines et de la Corée). En Afrique, la petite entreprise emploie au maximum 50 personnes comme le cas du Sénégal. En conséquence, il n'y a pas de définition universelle sur les critères de classification des entreprises car ils varient d'un continent à un autre et d'un pays à un autre.

Tout au long de notre analyse, les critères de classification qui suivent, seront retenus¹ :

- Est classée comme **Micro-entreprises**, toute entreprise employant au plus 9 personnes ;
- Est classée comme **Petites et Moyennes Entreprises (PME) / Petites et Moyennes**

¹ A Madagascar, aucun critère de classification n'a été officiellement défini ; celui utilisé dans le présent rapport est à l'issue des recherches bibliographiques, puis adapté au contexte malgache et aux objectifs assignés à cette étude

Industries (PMI), toute entreprise employant 10 à 199 personnes ;

- Est classée comme **Grandes Entreprises**, toute entreprise employant 200 personnes et plus.

(3) La Branche d'activité est définie selon la nomenclature des activités et des produits en vigueur à Madagascar. La Branche d'activité est le critère principal qui limite le champ de l'enquête. Les branches touchées par l'enquête sont :

- Activités extractives ;
- Activités de fabrication ;
- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ;
- Construction ;
- Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques ;
- Hôtels et restaurants ;
- Transports, auxiliaires de transport et communications ;
- Activités financières ;
- Immobilier, location et services aux entreprises ;
- Autres services privés.

1.1. Répartition par province et par forme juridique

Le nombre des entreprises formelles issues du secteur secondaire et tertiaire réparties à travers la Grande Ile est évalué à 211 315. La province d'Antananarivo est le lieu d'implantation de 62,8% de ces entreprises, suivie par la province de Toamasina (11,1%) et celle d'Antsiranana (9,4%).

Tableau 1 : Répartition des entreprises par province et par forme juridique

Province	SA et SAU	SARL et EURL	EI	Ensemble	Structure (en %)
Antananarivo	520	2 307	129 941	132 768	62,8
Antsiranana	15	276	19 544	19 835	9,4
Fianarantsoa	18	96	14 743	14 857	7,0
Mahajanga	35	126	10 890	11 051	5,2
Toamasina	60	232	23 152	23 444	11,1
Toliary	28	153	9 179	9 360	4,4
Madagascar	676	3 190	207 449	211 315	100
Structure (%)	0,3	1,5	98,2	100	

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

En ce qui concerne la forme juridique, 98,2% des entreprises sont inscrites en tant qu'entreprises individuelles (EI). Ces dernières sont réparties principalement à travers trois provinces, celles d'Antananarivo (129 941 entreprises), de Toamasina (23 152 entreprises) et d'Antsiranana (19 543 entreprises).

Concernant les SA et SAU, elles sont installées en majorité dans les provinces d'Antananarivo, de Toamasina et de Mahajanga.

1.2. Répartition par province et par type d'entreprises

L'entreprise-type à Madagascar est une micro-entreprise dont la taille ne dépasse pas 10 employés. Les micro-entreprises représentent plus de 96% des entreprises légalement formées dans le pays et dont la majorité est installée dans la province d'Antananarivo. La proportion des micro-entreprises est la moins élevée dans la province de Toliary puisqu'elle y est 95%.

Tableau 2 : Répartition des entreprises par province et par type d'entreprises

Province	Micro-entreprises	Petites et moyennes entreprises	Grandes entreprises	Ensemble
Antananarivo	127 730	4 698	340	132 768
Antsiranana	19 327	491	17	19 835
Fianarantsoa	14 431	422	4	14 857
Mahajanga	10 466	574	10	11 051
Toamasina	22 726	700	18	23 444
Toliary	8 901	451	8	9 360
Madagascar	203 581	7 337	397	211 315
Structure (%)	96,3	3,5	0,2	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Les petites et moyennes entreprises, représentant 3,5% de l'ensemble des entreprises, se concentrent, à Toamasina, Mahajanga et Antsiranana après Antananarivo. D'ailleurs, mise à part Antananarivo, et quel que soit le type d'entreprises, le nombre des entreprises à travers les cinq autres provinces est relativement faible.

1.3. Répartition par branche et par forme juridique

La structure par branche d'activité de l'ensemble des entreprises formelles à Madagascar est caractérisée par la dominance du « Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques » à hauteur de 75,5% de l'effectif total des entreprises. Les « Activités de fabrication » et les activités de « Transports, auxiliaires de transport et communication » sont les deux autres domaines d'activité qu'exercent les entreprises à Madagascar. En terme de pourcentage, elles englobent respectivement 9,1% et 7,4% de l'ensemble des entreprises.

Tableau 3 : Répartition des entreprises par branche d'activité et par forme juridique

Branche d'activité	Forme juridique			Ensemble	Structure ensemble %
	SA et SAU	SARL et EURL	EI		
Activités extractives	13	35	132	180	0,1
Activités de fabrication	112	400	18 822	19 334	9,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	5	2	0	7	0,0
Construction	10	95	3 450	3 555	1,7
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	303	1 648	157 643	159 594	75,5
Hôtels, restaurants, bars	12	170	8 948	9 130	4,3
Transports, auxiliaires de transport et communication	77	230	15 277	15 584	7,4
Activités financières	39	8	0	47	0,0
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	94	522	1 195	1 811	0,9
Autres	11	80	1 982	2 073	1,0
Ensemble	676	3 190	207 449	211 315	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Les SARL et EURL font toutefois exception à cette image générale des entreprises par rapport à leurs branches d'activité. Les activités de « Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques » restent leur domaine de prédilection, mais viennent ensuite les activités relatives à « l'Immobilier, location et services rendus aux entreprises » (16,4%) et les « Activités de fabrication » (12,5%).

1.4. Répartition par branche et par type d'entreprise

L'analyse de la répartition par branche d'activités des entreprises suivant le type d'entreprise met en relief une différence relative d. Les activités de « Transports, auxiliaires de transport et communication » font partie des trois premiers domaines d'exercices des micro-entreprises. De leur côté, les petites et moyennes entreprises sont plus attirées vers la « Construction ». Cette activité est exercée par 25,7% d'entre elles.

Pour les grandes entreprises, l'activité dominante est celle liée aux « Activités de fabrication » qui regroupent 47,7% d'entre elles.

Tableau 4 : Répartition des entreprises par branche d'activité et par type d'entreprise

Branche d'activité	Micro-entreprises	Petites et moyennes entreprises	Grandes entreprises	Ensemble
Activités extractives	130	30	20	180
Activités de fabrication	18 030	1 114	190	19 334
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1	2	3	7
Construction	1 626	1 887	43	3 555
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles	157 080	2 425	89	159 594
Hôtels, restaurants, bars	8 474	649	7	9 130
Transports, auxiliaires de transport et communication	14 882	679	24	15 584
Activités financières	12	25	10	47
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	1 321	483	8	1 812
Autres	2 026	43	4	2 073
Ensemble	203 581	7 337	397	211 315

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2. Caractéristiques de l'emploi

Les caractéristiques de l'emploi se verront par rapport à la forme juridique des entreprises, puis selon le type des entreprises. Et, enfin, la branche d'activités des entreprises sera considérée avant une vision des catégories socioprofessionnelles. Les derniers paragraphes seront consacrés à l'observation de la rémunération à Madagascar.

2.1. Emploi selon la forme juridique des entreprises

Les entreprises formelles à Madagascar emploient au nombre de 753 353 personnes. Un emploi sur six est de type temporaire. Et si un poste sur trois est occupé par une femme, la proportion des femmes est, toutefois, moins élevée dans l'emploi temporaire et cela, quelle que soit la forme juridique de l'entreprise.

Les entreprises individuelles jouent un rôle important à Madagascar dans la mesure où elles contribuent à un peu moins de 70% de l'emploi total.

Tableau 5 : Répartition de l'emploi selon la forme juridique des entreprises

Forme juridique	Emploi total	Personnel Permanent			Personnel Temporaire		
		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
SA ET SAU	98 506	57 815	26 182	83 997	10 623	3 886	14 509
SARL ET EURL	129 836	66 654	43 006	109 661	11 165	9 010	20 175
EI	525 011	281 164	154 689	435 853	74 559	14 600	89 159
Ensemble	753 353	405 633	223 877	629 510	96 347	27 496	123 843

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2.2. Emploi selon le type des entreprises

La ventilation de l'emploi, selon la taille des entreprises, reflète la place importante qu'occupent les micro-entreprises dans l'économie nationale. Elle montre aussi que la dispersion est plus ou moins grande entre les trois classes d'entreprises : les grandes entreprises regroupent 23,2% de la population active, les petites et moyennes entreprises 22,0% et les micro-entreprises 54,9%.

Tableau 6 : Répartition de l'emploi selon le type des entreprises

Type d'entreprises	Emploi total	Personnel Permanent			Personnel Temporaire		
		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Micro-entreprises	413 446	231 648	139 750	371 398	35 264	6 784	42 048
PME/PMI	165 417	84 089	30 685	114 774	41 539	9 104	50 643
Grandes entreprises	174 490	89 895	53 443	143 338	19 544	11 608	31 152
Ensemble	753 353	405 633	223 877	629 510	96 347	27 496	123 843

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Quant au type de contrat, l'emploi est le plus stable dans les micro-entreprises car un poste sur neuf y est temporaire, contre un poste sur trois dans les PME et un poste sur six dans les grandes entreprises. D'ailleurs, dans ce dernier type d'entreprises, la proportion des femmes est plus élevée dans l'emploi temporaire car il concerne trois personnes sur huit alors qu'il est d'une personne sur six dans les micro-entreprises et dans les petites et moyennes entreprises.

2.3. Emploi selon la branche d'activités des entreprises

Les branches « Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques », « Activités de fabrication » et « Construction » sont les trois premières sources d'activité de la population. Elles représentent respectivement 49,2%, 24,9% et 9% de l'emploi total. La branche « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » est celle qui offre le moindre contrat de type temporaire. Il en est tout à fait l'opposé dans la branche « Construction » si 63,3% des contrats souscrits sont à courte durée.

Selon le genre, les branches « Activités de fabrication », « Hôtels, restaurants, bars » et « Activités financières » sont celles où la disparité entre le nombre d'hommes et de femmes est la moins élevée. Ainsi, on note que la branche « Hôtels, restaurants, bars » est composée de plus de femmes que d'hommes : 53,2% de femmes et 46,8% d'hommes.

Tableau 7 : Répartition de l'emploi selon la branche d'activité des entreprises

Branche d'activité	Emploi total	Personnel Permanent			Personnel Temporaire		
		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Activités extractives	11 222	7 000	495	7 495	3 727	0	3 727
Activités de fabrication	187 509	91 716	64 218	155 934	16 018	15 557	31 575
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	571	428	143	571	0	0	0
Construction	67 648	22 475	2 322	24 797	42 050	801	42 851
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	370 450	213 255	126 730	339 985	23 113	7 352	30 465
Hôtels, restaurants, bars	37 971	16 554	18 098	34 652	1 219	2 100	3 319
Transports, auxiliaires de transport et communication	51 332	39 585	4 376	43 961	7 061	310	7 371
Activités financières	6 955	3 631	1 877	5 508	848	599	1 447
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	14 734	8 936	3 448	12 384	1 803	547	2 350
Autres	4 961	2 053	2 170	4 223	508	230	738
Ensemble	753 353	405 633	223 877	629 510	96 347	27 496	123 843

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2.4. Emploi permanent selon les catégories socioprofessionnelles

L'emploi permanent est caractérisé par une majorité de personnel non rémunéré. Ce groupe totalise 40,3% de l'ensemble du personnel, puis vient le personnel ouvrier (28,6%) et le personnel employé (25,5%).

Tableau 8 : La répartition de l'emploi permanent selon les catégories socioprofessionnelles

Branche d'activité	Catégorie			Personnel étranger	Personnel non rémunéré	Total
	Cadres	Employés	Ouvriers			
Activités extractives	315	850	6 010	65	255	7 495
Activités de fabrication	5 031	30 887	94 592	942	24 482	155 934
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	160	258	141	12	-	571
Construction	3 004	6 257	12 841	39	2 656	24 797
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	10 271	78 626	47 663	3 162	200 263	339 985
Hôtels, restaurants, bars	1 842	14 501	7 193	140	10 976	34 652
Transports, auxiliaires de transport et communication	4 183	19 331	8 260	209	11 978	43 961
Activités financières	1 936	3 145	379	36	12	5 508
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	2 952	5 595	2 506	79	1 252	12 384
Autres	683	1 191	314	64	1 971	4 223
Ensemble	30 377	160 641	179 899	4 748	253 845	629 510
Structure (%)	4,8	25,5	28,6	0,8	40,3	100

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Le personnel non rémunéré se trouve en majorité dans la branche d'activité « Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques » puisque 58,9% des employés le sont. Si les cadres représentent 4,8% de l'ensemble du personnel, leur proportion est plus élevée dans la branche « Activités financières » avec 35,2% du personnel p. De même, c'est dans cette branche « Activités financières » que la proportion des employés est la plus élevée car plus de la moitié du personnel le sont. Du côté du personnel ouvrier, ils sont largement majoritaires dans la branche « Activités extractives » car près de quatre employés sur cinq. Et dans le cas du personnel étranger, leur poids est le plus marquant dans la branche d'activité « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau »

2.5. Catégories socioprofessionnelles du personnel permanent-femme dans les branches « Hôtels, restaurants, bars », « Activités de fabrication », « Activités financières »

Les branches d'activités « Activités de fabrication », « Hôtels, restaurants, bars » et « Activités financières » sont les trois branches où la disparité entre le nombre d'hommes et de femmes est la moins élevée.

Il ressort ainsi que dans le domaine d'activités de fabrication, un peu moins de 70% des femmes ayant un contrat de longue durée sont qualifiées d'ouvriers et seulement 2,2% d'entre elles occupent un poste de cadre. Dans la branche « Hôtels, restaurants, bars », les femmes sont plus engagées en tant que « Employées » car cette catégorie socio-professionnelle comporte 40,4% de l'ensemble du personnel-femme. Il en est de même de la branche « Activités financières » où plus de 57% des femmes qui y travaillent occupent un poste d'employées. Il est toutefois à noter que, dans cette dernière branche d'activité, les catégories « Employées » et « Cadres » représentent ensemble 96,8% des femmes.

Tableau 9 : Répartition du personnel permanent-femme de quelques branches d'activités selon leurs catégories socioprofessionnelles

Catégories socioprofessionnelles	Activités de fabrication	Hôtels, restaurants, bars	Activités financières
Cadres	1 440	756	740
Employées	10 831	7 303	1 077
Ouvriers	44 498	3 376	58
Personnel étranger	329	67	0
Personnel non rémunéré	7 120	6 596	2
Ensemble	64 218	18 098	1 877

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2.6. Rémunération brute moyenne selon le type d'entreprises

La rémunération brute perçue par les salariés varie selon le type d'entreprises dans lequel ils travaillent et selon leurs catégories socioprofessionnelles. Ainsi, un cadre dans une « grande entreprise » peut gagner 2,5 fois plus le salaire d'un cadre d'une « micro-entreprise » en moyenne par an. Cet écart reste, à peu près, le même quelque soit la catégorie socioprofessionnelle car elle est de 2,2 chez les employés et 2,3 chez les ouvriers.

Tableau 10 : Rémunération brute annuelle moyenne selon le type d'entreprises

Catégories socioprofessionnelles	Micro-entreprises	PME/PMI	(En Ariary)
			Grandes entreprises
Cadres	1 301 771	2 713 963	3 252 193
Employés	660 922	1 256 305	1 421 505
Ouvriers	472 580	700 587	1 082 696
Personnel étranger	1 865 199	6 205 755	5 608 512

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2.7. Rémunération brute moyenne par branche d'activité

L'analyse de la rémunération brute moyenne selon les activités des entreprises fait apparaître un niveau plus élevé de cette dernière dans les branches « Activités financières » et « Immobilier, location et services rendus aux entreprises » par rapport aux autres branches. Dans ces deux branches, un salarié moyen peut percevoir respectivement 4,3 millions d'Ariary et 2,3 millions d'Ariary en moyenne par an dans une entreprise de type « Petites et moyennes entreprises » en 2004. La branche d'activité la moins rémunératrice est celle relative aux « Activités extractives », surtout si, l'on se réfère au niveau salariale d'un employé moyen dans une micro-entreprise ou dans une petite et moyenne entreprise. Dans le premier type d'entreprise, la rémunération brute perçue par un employé moyen est en moyenne de 141 808 Ariary par an, et dans le second, 141 000 Ariary par an.

Compte tenu du fait que les entreprises enquêtées proviennent des branches des secteurs secondaire et tertiaire formels, le chiffre d'affaires et/ou la valeur ajoutée créée ont été choisis comme des indicateurs mesurables utilisés pour apprécier leur performance. Ce sera l'objet de notre point suivant.

Tableau 11 : Rémunération brute annuelle moyenne par branche d'activité

(En Ariary)

Branche d'activité	Micro-entreprises	PME/PMI	Grandes entreprises
Activités extractives	141 808	141 000	1 576 646
Activités de fabrication	502 673	683 419	1 342 792
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	-	1 434 803	1 591 614
Construction	568 925	851 137	2 363 048
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	400 551	1 269 199	1 132 142
Hôtels, restaurants, bars	400 698	1 442 108	1 333 825
Transports, auxiliaires de transport et communication	911 391	1 548 514	1 537 427
Activités financières	2 410 858	4 322 733	5 122 201
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	1 159 279	2 331 772	5 614 906
Autres	528 856	1 647 115	1 074 751

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

3. Chiffre d'Affaires et Valeur Ajoutée

En 2004, les entreprises formelles à Madagascar ont eu un chiffre d'affaires total de près de 7 380 milliards d'Ariary et ont créé une valeur ajoutée d'environ 4 336 milliards d'Ariary soit 58,7% de leur production. De plus, une entreprise a eu en moyenne un chiffre d'affaires de 35 millions d'Ariary. Il faudra donc entrer dans le détail de la production et de la valeur ajoutée des entreprises.

3.1. Production et valeur ajoutée par taille d'entreprise

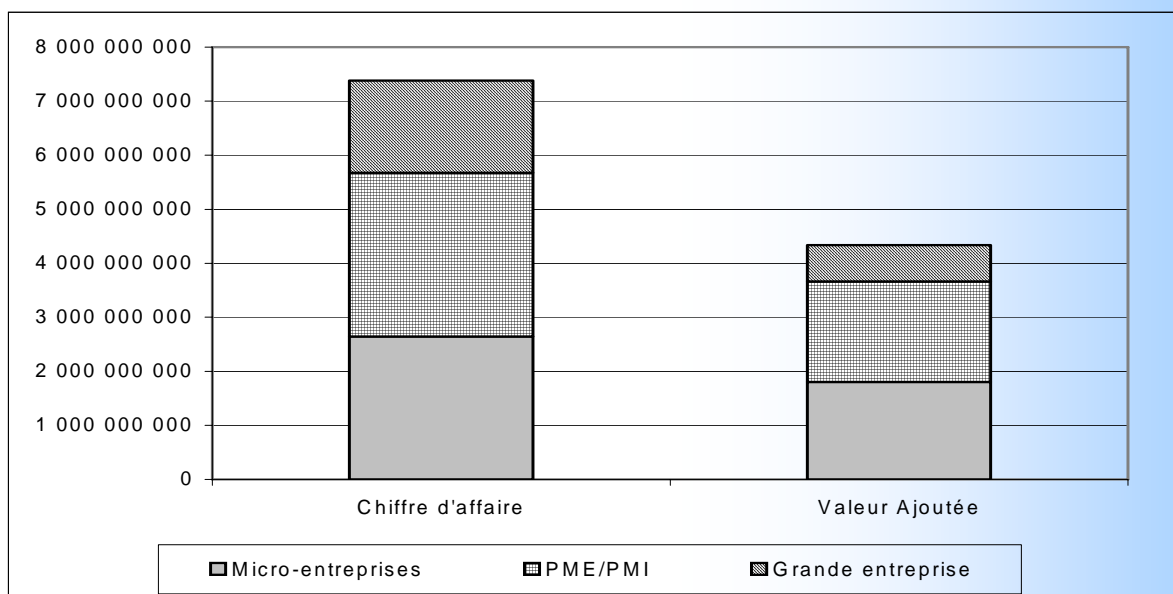
Dans cette partie, on évalue la production et la valeur ajoutée des entreprises selon leur taille. D'une façon générale, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée augmentent en fonction de la taille de l'entreprise, tandis que le taux de valeur ajoutée a diminué selon cette caractéristique.

En 2004, les grandes entreprises, qui ont représenté 0,2% du nombre total des entreprises formelles, ont réalisées 23,1% du chiffre d'affaires total et ont créé 15,5% du valeur ajoutée totale. Ce genre d'entreprise a eu, en moyenne, 4 284 millions d'Ariary de chiffre d'affaires avec près de 40% de valeurs ajoutées.

Concernant les PME/PMI, leur nombre a été évalué à 3,5% du nombre total et elles ont généré 41% de chiffre d'affaires total et 42,9% de la valeur ajoutée totale. En moyenne, une entreprise de ce genre a effectué 413 millions d'Ariary de chiffre d'affaires avec 61,5% ont été de valeurs ajoutées.

Et enfin, les micro-entreprises, malgré leur nombre élevé (96,3%) n'ont généré que 35,8% du chiffre d'affaires total et n'ont créé que 41,6% de la valeur ajoutée totale. Cependant, avec un chiffre d'affaires moyen de 13 millions d'Ariary, elles ont eu le plus importants taux de valeur ajoutée (68,1%).

Graphique 1 : Chiffre d'affaires et valeur ajoutée selon le type de l'entreprise



Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

3.2. Production et valeur ajoutée par branche d'activité

Les entreprises formelles enquêtées ont été recrutées au niveau de deux secteurs, à savoir le secteur secondaire et le secteur tertiaire et elles ont été divisées en dix (10) branches. La majorité des entreprises a été issue de la branche « commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques » (75,5%), suivie de loin par les branches « production des biens » (9,1%) et les activités de « transports, auxiliaires de transports et communications » (7,4%). il faut remarquer que plus le nombre des entreprises dans une branche a été important, plus le chiffre d'affaires moyen et la valeur ajoutée moyenne ont été faibles. Une analyse par secteur et par branche apportera plus de précision sur la performance des entreprises.

Le secteur secondaire regroupe les entreprises effectuant des activités extractives, activités de fabrication, la production et distribution de gaz et d'eau ainsi que la construction ; le nombre d'entreprise formelle a été estimé à 23 077 dont la branche «production des biens» comptait 19 333, soit 83,8%. Au niveau de chiffre d'affaires, ce secteur a généré environ 2 057 millions d'Ariary dont le taux de la valeur ajoutée a été de 41,1%. Notons qu'une unité de ce secteur a généré en moyenne près de 89 millions d'Ariary de chiffre d'affaires. Au niveau de chaque branche, une unité de la branche « production des biens » a fait un chiffre d'affaires moyen de 79 millions d'Ariary, contre près de 3.268 millions d'Ariary pour la branche « production et distribution de gaz et d'eau ». Notons que le taux de valeur ajouté a été la plus faible dans la branche « activités extractives ».

Les entreprises dans les activités de commerce, hôtels et restaurants, transports, les activités financières et l'immobilier constituant le secteur tertiaire ont été au nombre de 188.240. Notons que la branche « commerce et réparation de véhicules et d'articles domestiques » comptait à elle seule 159.594 entreprises, soit 84,8%. Dans ce secteur, le chiffre d'affaires total a été estimé à près de 5.323 millions d'Ariary avec un niveau de valeur ajoutée à 65,6% .

Au niveau des autres branches, la branche « activités financières » a généré le plus élevé des chiffres d'affaires moyens, à raison de 6.680 millions d'Ariary par entreprises, tandis que les activités de commerces n'ont pas réalisé en moyenne que 22 millions d'Ariary. Par contre, la branche « commerce et réparation de véhicules » ont crée le plus de valeur ajoutée avec un taux de 78,9%.

Tableau 12: Chiffre d'affaires et valeur ajoutée totaux selon la branche de l'entreprise

Branche d'activité	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Taux du VA	Nombre
	Millier Ariary	Millier Ariary	%	
Secteur Secondaire				
Activités extractives	93 991 163	22 275 894	23,7	180
Activités de fabrication	1 533 225 813	638 109 149	41,6	19 334
Production et distribution de gaz et d'eau	25 184 220	10 577 264	42,0	8
Construction	404 759 728	174 324 523	43,1	3 555
Secteur Tertiaire				
Commerce et réparation de véhicules	3 494 601 496	2 758 047 710	78,9	159 594
Hôtels et restaurants	248 349 404	93 038 818	37,5	9 130
Transports et communications	877 912 301	370 283 781	42,2	15 584
Activités financières	314 432 960	160 532 976	51,1	47
Immobilier et services aux entreprises	371 880 215	99 900 392	26,9	1 812
Autres	16 307 560	8 661 963	53,1	2 071
Total	7 380 644 860	4 335 752 470	58,7	211 315

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

3.3. Production et valeur ajoutée par forme juridique

La forme juridique de l'entreprise a un impact sur les résultats de l'entreprise. En effet, les chiffres d'affaires moyens des entreprises et le taux de valeur ajoutée ont varié suivant c3 paramètre.

Les Sociétés Anonymes (SA) et les Sociétés Anonymes Unipersonnelles (SAU) ont eu un chiffre d'affaires total de 2.122 millions d'Ariary et un taux de valeur ajoutée de 43,6%. Leur nombre a été estimé à 676. En général, une entreprise de ce groupe a généré en moyenne un peu plus de 3 milliards d'Ariary de chiffre d'affaires.

Concernant les sociétés à responsabilité limitée (SARL), leur nombre a été de 3 180 et leur chiffre d'affaires total a été évalué à plus de 1.728 millions d'Ariary. Le taux de valeur ajoutée a été de 43,9% supérieur à ceux des SA et SAU. En moyenne, une entreprise ayant cette forme juridique a généré environ 543 millions d'Ariary de chiffre d'affaire.

Pour les Entreprises Individuels (EI) et les Entreprises Unipersonnels à Responsabilité Limité (EURL), elles présentent 98,2% des entreprises formelles. Du fait de ce nombre, leur chiffre d'affaires total a été évalué à plus de 3,5 milliards d'Ariary. C'est dans cette classe qu'on a eu le plus important taux de valeur ajoutée (75,1%). Par contre le chiffre d'affaires moyen par entreprise a été le plus faible (17 millions d'Ariary).

Tableau 13 : Chiffre d'affaires et valeur ajoutée totaux selon la branche de l'entreprise

Forme Juridique	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Taux de VA	Nombre
	Millier Ariary	Millier Ariary	%	
SA et SAU	2 122 088 034	925 552 729	43,6	676
SARL	1 728 450 638	758 811 371	43,9	3 180
EI et EURL	3 530 106 189	2 651 388 369	75,1	207 459
Total	7 380 644 860	4 335 752 470	58,7	211 315

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

3.4. La structure de la production et des coûts

La décomposition fonctionnelle de la valeur ajoutée met en évidence la faible part de la masse salariale dans les dépenses des entreprises à Madagascar, en particulier pour la branche « commerce et réparation des véhicules ». La masse salariale représente en moyenne 26% de la valeur ajoutée. Le poids des frais de personnel est un peu plus élevé pour la branche « Activité extractive » (63,3%). Pour les autres, il est largement inférieur au tiers de la valeur ajoutée. Ce résultat constitue l'une des spécificités des entreprises malgaches qui bénéficient d'une main-d'œuvre peu coûteuse.

Tableau 14 : Structure des coûts des entreprises formelles

Branche d'activité	EBE	Impôts et taxes	En %
			Masse salariale
Activités extractives	22,8	13,9	63,3
Activités de fabrication	59,6	14,9	25,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	85,4	2,6	12,0
Construction	70,3	1,9	27,8
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'article	89,4	3,5	7,1
Hôtels, restaurants, bars	67,7	5,6	26,7
Transports, auxiliaires de transport et communications	72,4	4,2	23,4
Activités financières	71,9	3,9	24,2
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	70,2	3,1	26,7
Autres	51,0	2,9	46,0
Micro-entreprises	88,6	4,5	6,8
PME/PMI	82,9	5,4	11,7
Grandes entreprises	53,2	7,0	39,9
Total du groupe	80,7	5,3	14,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Le taux de marge brute d'exploitation (excédent brut d'exploitation/VA) est particulièrement élevé. L'EBE représente 80,7% de la valeur ajoutée. Il avoisine ou dépasse les deux tiers de la valeur ajoutée pour la majorité des branches. Seules les branches « activités extractives » (22,8%) et « activité de fabrication » (59,6%) et « autres » (51%) ont le taux de marge brut d'exploitation inférieur à 2/3. Cette importance de la part de l'EBE dans la valeur ajoutée montre que, du point de vue de la rentabilité économique, les entreprises dans le secteur tertiaire bénéficient d'une marge conséquente pour accroître leur compétitivité.

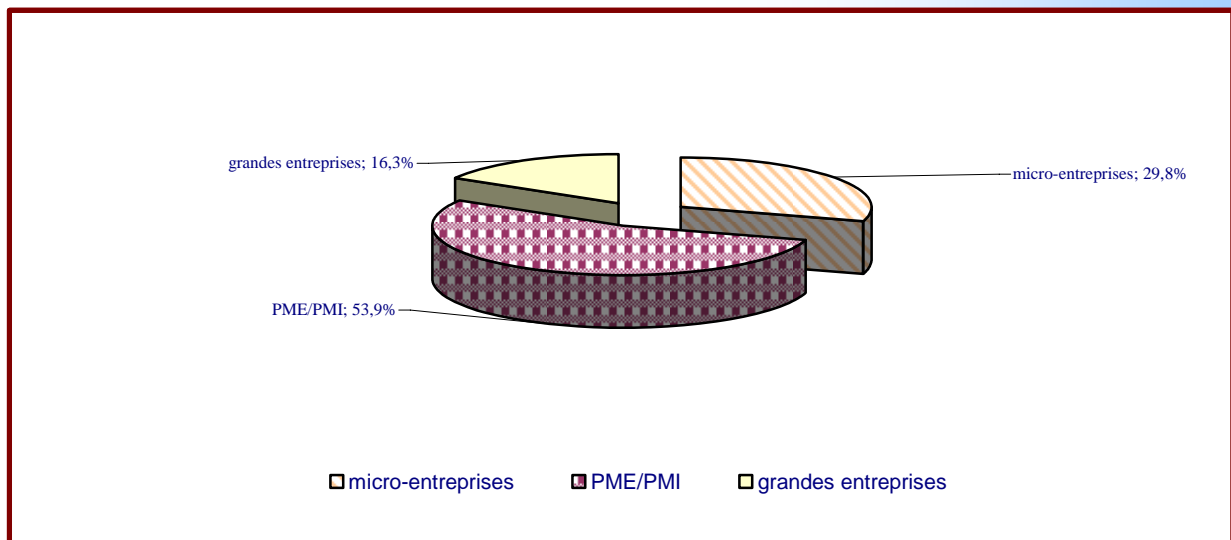
4. Capital et investissement

Comme le titre l'évoque, ce point aborde deux thèmes : le capital des entreprises auquel s'ajoute l'investissement des entreprises formelles.

4.1. Le capital fixe des entreprises

En 2004, le montant total du capital des secteurs secondaire et tertiaire formels est estimé à 7 173 milliards Ariary et ce au coût de remplacement. Le secteur tertiaire détient 84,8% des stocks de capital en 2004. Le poids du capital est beaucoup plus important pour les Grandes entreprises que pour les PME/PMI et les micro-entreprises. Le capital moyen d'une grande entreprise est de 2,94 milliards Ariary contre 0,53 milliards pour les PME/PMI et 10,5 millions Ariary pour les micro-entreprises. Toutefois, il y a lieu de noter que 53,9% de l'ensemble des stocks de capital fixe sont détenus par les PME/PMI.

Graphique 2 : Répartition des stocks de capital par type d'entreprise en 2004



Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Dans les secteurs secondaire et tertiaire, les branches « énergie » et « activités financières » sont celles dont l'intensité capitaliste est de loin la plus élevée. Les secteurs les plus capitalistes sont ensuite « l'industrie extractive » et les « immobilier, location et services ».

rendus aux entreprises », « hôtel et restaurant ». La branche « commerce et répartition de véhicules » est en moyenne relativement peu dotée en capital.

Tableau 15 : Structure du capital des entreprises formelles par branche en 2004

Branche d'activité	Moyenne en Millions Ariary	Montant du capital en milliards Ariary	Structure du capital (En % de sa valeur)				Total
			Terrains chantiers immeubles	Machines, matériel de transport	Matériel informatique	Autres	
Activités extractives	110,44	19,93	21,0	69,0	7,6	2,4	100,0
Activités de fabrication	47,82	924,47	25,5	53,1	1,8	19,6	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	973,07	7,50	41,5	8,5	2,5	47,5	100,0
Construction	39,36	139,92	38,0	57,6	2,2	2,2	100,0
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'article	27,79	4 434,64	21,8	47,1	27,0	4,1	100,0
Hôtels, restaurants, bars	52,17	476,35	79,2	13,0	0,4	7,4	100,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	43,67	680,60	32,5	52,7	2,2	12,6	100,0
Activités financières	2 327,34	109,55	52,5	16,3	12,1	19,1	100,0
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	66,34	120,22	49,7	41,3	6,8	2,2	100,0
Autres	125,10	259,34	2,4	47,0	10,0	40,6	100,0
Total	33,94	7 172,52	27,6	45,8	18,0	8,6	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Les actifs sont, essentiellement, constitués de machines et de matériel de transport. Elle est de 61,2% dans le cas des grandes entreprises, de 41,4% pour les PME/PMI et de 45,3% pour les micro-entreprises. Les matériels informatiques occupent 12,4% du capital des grandes entreprises, 23,5% de celui des PME/PMI et 11% de celui des micro-entreprises.

4.2. Investissement des entreprises formelles

La somme des investissements réalisés par le secteur secondaire est évaluée à 1.708 milliards Ariary en 2004. Ce qui représente environ 23,8% du capital du secteur. L'effort de recapitalisation s'est surtout manifesté dans les branches de « transports, auxiliaires de transport et communication », « commerces et réparation de véhicules » et « les activités de fabrication ».

Il a lieu de noter que le taux d'investissement est très notable pour les grandes sociétés que pour les PME/PMI et les micro-entreprises (respectivement 159% contre 21% et 13,5%). Seulement 27,9% des entreprises ont réalisé un investissement net positif en 2004. Ce chiffre s'élève à 83,5% pour les grandes sociétés, il est de 44,2% pour les PME/PMI et n'est que de 27,2% pour les micro-entreprises. De fait, l'investissement moyen effectué par les EI a été de 1,8 millions Ariary contre un montant moyen de 67,2 millions Ariary pour les PME/PMI et 2,9 milliards Ariary pour les grandes entreprises.

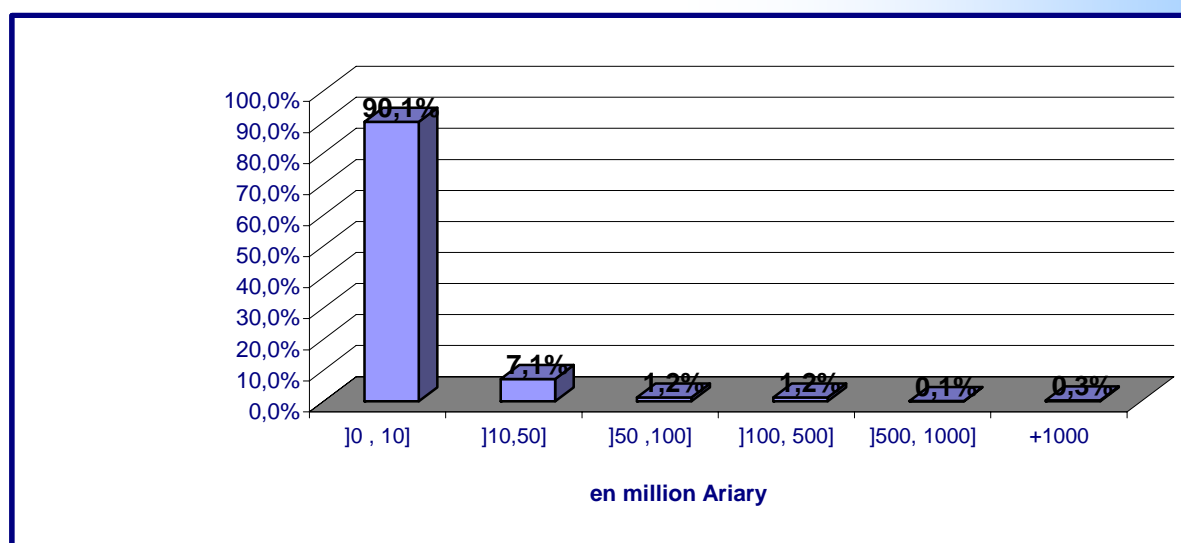
Tableau 16 : Structure de l'investissement des entreprises par branche

Branche d'activités	Montant moyen par entreprise (en millions Ariary)	Montant total (en Milliards Ariary)	Structure de l'investissement (en % des valeurs)				Total
			Construction , Terrain	Equipements, matériels et outillages	Matériel informatique et TIC	Matériels de transport et autres	
Activités extractives	81,90	11,14	39,7	18,6	11,8	29,9	100,0
Activités de fabrication	11,11	151,18	21,2	41,3	14,0	23,5	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	4 252,59	24,26	28,5	11,2	22,8	37,5	100,0
Construction	12,11	29,92	15,6	43,4	3,4	37,6	100,0
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'article	4,04	412,51	28,3	16,1	6,1	49,5	100,0
Hôtels, restaurants, bars	9,08	57,53	85,4	4,0	0,6	10,0	100,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	79,60	955,79	5,8	1,2	0,4	92,4	100,0
Activités financières	1 090,68	29,96	14,8	11,7	32,6	40,9	100,0
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	28,60	34,55	0,8	28,7	9,3	61,2	100,0
Autres	0,66	1,03	21,4	10,5	28,2	39,9	100,0
Total	12,24	1 707,86	16,1	10,2	4,2	69,5	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Près de 70% des investissements sont utilisés pour l'achat de matériels de transport. Les matériels informatiques et TIC ne représentent que 4,2% de l'ensemble des investissements réalisés en 2004.

Graphique 3 : Répartition des entreprises selon le coût de l'investissement



Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Quant à l'importance des investissements réalisés par les entreprises malgaches en 2004, il s'avère que ce sont les petits projets, dont le montant d'investissement se situe à moins de 10 millions Ariary qui prédominent en nombre, puisqu'ils représentent 90% du total. A l'opposé, les projets qui dépassent les 500 millions Ariary, ne représentent que 0,4%.

Tableau 17 : Répartition des entreprises selon le coût de l'investissement et le type d'entreprise

Classe d'investissement	Micro-entreprises		PME/PMI		Grandes Entreprises	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
0<INV<10Millions Ariary	51 658	93,3	1 410	43,4	11	3,2
10 Millions <INV<50Millions Ariary	3 176	5,7	989	30,5	45	13,4
50 Millions <INV<100Millions Ariary	381	0,7	237	7,3	84	25,3
100 Millions <INV<500Millions Ariary	101	0,2	536	16,5	82	24,5
500 Millions <INV<1 Milliard Ariary	2	0,0	9	0,3	38	11,6
Plus de 1 Milliard	28	0,1	65	2,0	73	22,0
Total	55 346	100,0	3 247	100,0	333	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Certes, des différences importantes apparaissent au niveau de chaque entreprise en matière d'investissement. Elles sont révélatrices dans une certaine mesure, de l'étendue de l'assise financière dont disposent les différentes catégories de l'entreprise, y compris en termes de garanties potentielles pour l'obtention d'un crédit auprès d'un organisme bancaire. Les grandes entreprises apparaissent dans cette perspective, comme étant plus capitalistique : 22% ont pu réaliser un montant d'investissement plus de 1 milliard d'Ariary, plus de la moitié ont investi plus de 100 millions d'Ariary.

En ce qui concerne les différenciations au niveau intersectoriel en matière d'investissement. Les activités financières présentent dans cette optique, comme étant grands investisseurs. 41,3% des entreprises dans cette branche investissent plus de 1 Milliard d'Ariary. Vient ensuite la branche extractive avec 17,9% des entreprises débouchant un montant d'investissement plus de 1 milliard d'Ariary. Pour ce qui est des autres secteurs, les petits projets d'investissement prédominent dans les secteurs du « commerce », « transport », « hôtel et restaurant ».

Tableau 18 : Répartition du financement des investissements par type d'entreprise

(% en valeur)

Nature de financement	Structure			ENSEMBLE
	Micro-entreprises	PME/PMI	Grandes entreprises	
Fonds propres/apports personnels	93,2	92,4	58,1	68,7
Crédits bancaires moins d'un an	0,0	4,3	1,4	1,8
Crédits bancaires plus d'un an	1,5	1,3	1,9	1,7
Crédits des autres institutions financières moins d'un an	0,6	0,1	0,3	0,3
Crédits des autres institutions financières plus d'un an	2,5	0,1	38,2	26,9
Usuriers	0,2	1,7	0,0	0,3
Don et subventions, autres	2,0	0,1	0,1	0,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Le financement de l'investissement brut (hors vente de capital) est principalement assuré par les fonds propres (68,7% pour l'ensemble des entreprises, 93,1% pour les micro-entreprises, 92,4% pour les PME/PMI et 58,1% pour les grandes entreprises). **Les crédits bancaires et des autres institutions financières ne participent qu'à hauteur de 30,7% du financement total de l'investissement des entreprises.** Malgré cela, 41,8% du financement total de l'investissement des grandes entreprises sont alimentés par les crédits bancaires et des autres institutions financières. Ces dernières semblent avoir eu plus facilement accès au financement bancaire. L'investissement brut financé par les usuriers, les dons, et les subventions ne représentent respectivement que 0,3% du total. Il est à remarquer que 1,7% des investissements des PME/PMI ont été financés par l'intermédiaire des usuriers contre 0,2% de ceux des micro-entreprises. Il y a lieu de noter également que les crédits accordés par usuriers se situent en moyenne à 85 000 Ariary mais peuvent s'élever jusqu'à 1 milliard d'Ariary.

D'importantes ventes de capital ont été effectuées par les PME/PMI (41 milliards d'Ariary). Un phénomène semblable est observé mais de moindre importance, pour les grandes entreprises (37 milliards d'Ariary) et les micro-entreprises (16,5 milliards d'Ariary). Globalement, les ventes de capitaux vont de pair avec une baisse de la valeur nominale de leur production entre 2003 et 2004 (hors nouvelles créations d'entreprises), ce qui témoigne de difficultés majeures auxquelles les entreprises ont dû faire face.

5. Les indicateurs de performance

L'analyse du niveau moyen d'activité par entreprise révèle une nette différence entre les micro-entreprises, les PME/PMI et les grandes sociétés. Les valeurs ajoutées moyennes sont respectivement de 8,8 millions Ariary et 253,8 millions Ariary pour les deux premières, et elle est de 1,7 milliards pour la dernière, soit 192 fois plus élevées que pour les micro-entreprises.

Tableau 19 : Quelques indicateurs moyens du niveau d'activité des entreprises

Branche d'activité	Valeur moyenne en Millions Ariary		Productivités apparentes du travail du capital		Rendement du capital
	EBE	CAF	VA/L	VA/K	EBE/K (%)
Activités extractives	30,3	3,1	2 131	1,2	27,4
Activités de fabrication	20,2	17,1	3 494	0,7	42,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1 173,0	984,7	15 460	1,4	120,5
Construction	34,5	28,1	2 577	1,2	87,6
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'article	15,5	14,8	7 449	0,6	55,6
Hôtels, restaurants, bars	6,9	6,4	2 453	0,2	13,2
Transports, auxiliaires de transport et communications	17,2	15,7	7 214	0,5	39,4
Activités financières	2 451,0	3 020,5	23 085	1,5	105,3
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	38,7	31,6	6 780	0,8	58,4
Autres	2,1	1,9	1 746	0,0	1,7
Ensemble	16,6	15,7	5 782	0,6	49,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

En rapportant la valeur ajoutée au nombre de travailleurs, la productivité apparente du travail est 2,6 fois supérieure dans les PME/PMI comparée à celle des micro-entreprises (11,3 millions d'Ariary/personne contre 4,4 millions d'Ariary). Pour l'ensemble des entreprises, la main-d'œuvre la plus productive est celle des "activités financières", de l'"énergie", et de l'"immobilier, location et service rendu aux entreprises". Chez les PME/PMI, on note une nette démarcation des branches "commerce et réparation" et « transports, auxiliaires de transport », respectivement 26,4 millions et 14,8 millions Ariary, soient 9,2 et 5,2 fois plus élevées que celle des hôtels et restaurants. En revanche, pour les grandes sociétés, les "activités financières" et l'"énergie" se distinguent en matière de productivité du travail, ce qui découle de la faiblesse de l'intensité en main-d'œuvre. En ce qui concerne les micro-entreprises, l'on remarque que la main-d'œuvre plus productive se trouve dans les branches « immobilier, location et service rendu aux entreprises », « commerce » et « activités de fabrication ».

Tableau 20 : Quelques indicateurs de performance des entreprises

Branche d'activité	Taux d'investissements (INV/VA) %	Effort d'investissement INV/CA %	RFA² (CAF/INV)	REMB dettes/capitaux propres	Autonomie interne Dettes/capitaux propres	Capacité de remboursement REMB Dettes/CAF
Activités	46,6	11,86	0,03	1,6	1,6	224,8
Activités de Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	23,1	9,75	0,36	6,4	6,4	4,4
Construction	229,3	96,32	1,01	4,9	4,9	19,3
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'article	17,2	7,39	0,71	2,0	2,0	2,0
Hôtels, restaurants, bars	14,9	11,80	0,53	3,3	3,3	2,4
Transports, auxiliaires de transport et communications	61,8	23,15	0,12	- 3,2	- 3,2	5,1
Activités financières	258,1	108,87	0,36	1,5	1,5	3,1
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	18,7	9,53	1,30	7,7	7,7	20,2
Autres	34,6	9,29	0,48	3,2	3,2	4,3
Ensemble	39,2	23,08	0,46	3,9	3,9	3,5
<i>Micro-entreprises</i>	<i>13,3</i>	<i>9,11</i>	<i>0,73</i>	<i>3,7</i>	<i>3,7</i>	<i>2,3</i>
<i>PME/PMI</i>	<i>21,0</i>	<i>12,88</i>	<i>0,37</i>	<i>3,2</i>	<i>3,2</i>	<i>3,1</i>
<i>Grandes</i>	<i>159,4</i>	<i>63,01</i>	<i>0,27</i>	<i>6,0</i>	<i>6,0</i>	<i>11,8</i>

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Concernant le niveau du rendement apparent des immobilisations, il est de 49% pour l'ensemble des entreprises. Ceci s'explique notamment par un accroissement de la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée.

² RFA : Ratio de Financement par Autofinancement : CAF/investissement

L'évaluation de l'investissement, telle qu'elle est pratiquée dans l'entreprise, permet également d'appréhender la perception des performances et les moyens que se donne l'entreprise pour les réaliser. La performance peut être appréhendée à travers différents indicateurs décrivant l'influence possible de l'investissement sur les composantes du système de gestion de l'entreprise. L'effort de l'investissement des entreprises est pratiquement peu élevé pour l'ensemble des entreprises (23,08%). Cependant, cet indicateur se différencie selon le type des entreprises (3% pour les grandes entreprises, 23% pour les PME/PMI et 13,3% pour les micro-entreprises).

En rapportant la dette sur la capacité d'autofinancement, on trouve que cet indicateur semble être très faible pour l'ensemble de l'entreprise (3,54). Il est important de noter que la capacité de remboursement est très élevée dans la branche « activité extractive ».

Chapitre 2 : Typologie des régions

La méthodologie choisie est une approche par régions. Il est nécessaire de bien connaître ces régions pour mieux asseoir les analyses socio-économiques qui vont suivre. Dans cette optique, une description de la spécificité économique des 22 régions précédera une comparaison inter régionale.

1. Spécificité économique des différentes régions

Il s'agit présentement de passer en revue les vingt-deux régions de Madagascar afin d'y dresser les typologies des entreprises composant leur tissu économique.

1.1. La région d'Analamanga :

Du fait de l'appartenance de la capitale à la région d'Analamanga, cette région est celle où se concentre la plus grande partie du secteur privé formel de la grande île pour l'année 2004. En effet, cette région renferme en elle seule 119 744 entreprises privées formelles, soit près de 57% des entreprises de toute l'île. En terme de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée, pour la région d'Analamanga, le niveau atteint respectivement la somme de 5 908 milliards d'Ariary et de 3 426 milliards d'Ariary, soit respectivement, 80% et 79% du total de l'ensemble du pays.

Tableau 21 : Typologie des entreprises de la région d'Analamanga

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	115 027	4 386	331	119 744
Emplois	Nombre	229 996	102 027	155 956	487 979
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	1 775 127 879	2 569 478 169	1 563 715 696	5 908 321 744
Valeur ajoutée	Millier Ariary	1 167 493 597	1 629 180 194	629 673 274	3 426 347 065
Capital fixe	Millier Ariary	891 284 044	1 993 097 686	868 826 096	3 753 207 826
Investissement	Millier Ariary	119 286 061	333 070 891	1 059 213 553	1 511 570 505
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	5 076	15 968	4 038	7 022
Productivité apparente du capital		1,31	0,82	0,72	0,91

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Dans la région d'Analamanga, pour 2004, le type d'entreprise le plus pourvoyeur d'emploi reste les micro-entreprises avec 229 997 d'emplois au total. Mais, en terme de création de richesse, ce sont plutôt les PME/PMI qui se distinguent avec 1 629 milliards d'Ariary de valeur ajoutée créée en 2004. Toutefois, en terme d'investissement, les grandes entreprises se sont démarquées largement avec un investissement total de 1 059 milliards d'Ariary en 2004. Enfin, en se penchant sur les ratios de rendement, deux tendances semblent se dessiner ; les micro-entreprises se sont caractérisées par une productivité apparente du capital assez élevée

tandis que les PME/PMI ont affiché une productivité apparente de travail largement remarquable.

En se focalisant sur les comportements d'investissement, quelques tendances peuvent être mises en relief pour les entreprises de la région d'Analamanga. Les micro-entreprises se sont tournées vers les investissements en construction, en matériel de transport et en équipement qui, en moyenne, représentent respectivement 27,8%, 20,7% et 31,3% de leur investissement total en 2004. Ces investissements sont surtout destinés au renouvellement (58,6% des investissements) des moyens de production et à la modernisation (14,1% des investissements) du processus de production. Les PME/PMI, mis à part la construction (28,3% des investissements) et les matériels de transport (17,6% des investissements), s'intéressent plutôt aux matériels informatiques (12,2% des investissements). Mais, ces investissements ont servi pour leur grande partie au renouvellement des moyens de production. D'ailleurs, il convient de noter que, pour l'ensemble, la grande partie des investissements des entreprises de la région d'Analamanga est destinée au renouvellement des moyens de production (74,9% des investissements). La modernisation du processus de production ne représente que 8,8% des investissements. Et de manière flagrante, l'extension du processus de production n'accapare que 4,2% des investissements. Sans aucun doute, ces constats constituent l'une des contraintes qui entravent la croissance économique et le développement du tissu industriel de la région.

Pour ce qui concerne les activités, les activités dominantes en terme d'emploi restent les activités liées au commerce (commerces de détail et de gros). Toujours en terme d'emploi, les activités liées au textile ne s'affiche qu'en troisième position. Enfin, en terme d'investissement, on observe plutôt l'importance des activités liées au transport terrestre.

1.2. La région de Vakinakaratra

Les entreprises de la région de Vakinakaratra ont généré une valeur ajoutée de 69,1 milliards d'Ariary, soit 1,6% de la valeur ajoutée totale créée par les entreprises en 2004. Et en terme de nombre d'entreprise, l'effectif des entreprises de la région de Vakinakaratra est estimé à 8 711 entreprises représentant les 4,1% des entreprises à Madagascar. Ces entreprises emploient 25 071 personnes (soit à peu près les 3,1% des salariés).

Tableau 22 : Typologie des entreprises dans la région de Vakinakaratra

Indicateurs	Unité	Micro- entreprises	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	8 422	281	9	8 711
Emploi total	Nombre	19 262	4 599	1 212	25 073
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	78 055 013	64 102 834	23 509 103	165 666 951
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	39 565 328	25 128 973	4 333 490	69 027 792
Actif Immobilisé	Millier Ariary	46 816 611	17 190 839	6 657 502	70 664 952
Investissement	Millier Ariary	1 988 252	493 847	1 940 224	4 422 323
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	2 054	5 464	3 576	2 753
Productivité apparente du capital		0,8	1,5	0,7	1

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Dans l'ensemble, les entreprises de la région sont fortement dominées par les micro-entreprises. En effet, leur nombre, estimé à 8 422 micro-entreprises, représente les 76% des entreprises totales de la région. Elles ont employé plus de 77% des salariés totaux. Elles sont suivies par les PME/PMI tant au niveau de leur nombre (281 entreprises), que de l'effectif du personnel de 4.600 personnes, (soit 18,4% des employés totaux). La valeur ajoutée créée par ces dernières a atteint les 25 milliards d'Ariary (36,4% de la valeur ajoutée totale de la région). L'une des particularités de cette région est l'existence dans son sein de grandes entreprises où 43,9% des investissements, réalisés au niveau de la région, sont réalisés par ces entreprises (en tout, d'une valeur de 1,9 milliards d'Ariary). Si le taux d'investissement³ de la région n'est que de 6%, ce taux atteint les 45% au niveau de ces grandes entreprises. Et du point de vue de la productivité apparente⁴ du facteur travail, la main d'œuvre dans les PME/PMI est plus productive que dans les autres types d'entreprises. Elle est de trois (3) fois supérieures à celle des micro-entreprises et de deux (2) fois supérieures à celle des grandes entreprises.

La destination des investissements est différente d'un type d'entreprise à un autre. Pour les micro-entreprises, les investissements faits sont destinés en majorité à faire des renouvellements, où en moyenne 71% de ces investissements y sont consacrés, vu que la majeure partie de leur investissement a été orientée vers l'achat d'équipement et de matériel. Pour les PME/PMI, leurs investissements sont plus destinés à la modernisation de leurs activités (53,5% de leurs investissements). Quant aux grandes entreprises, leur investissement

³ Rapport entre les investissements et la valeur ajoutée

⁴ Rapport entre la valeur ajoutée et l'effectif du personnel

est plus dirigé au renouvellement de leurs équipements (environ 47% de leurs investissements) et l'amélioration des conditions de travail (environ 33,3% de leurs investissements).

En terme de création d'emplois, la division la plus porteuse a été les commerces de détail. Ces deux divisions ont employé plus de la moitié des effectifs totaux (13 416 emplois) et elles ont généré plus de 34 milliards de la valeur ajoutée (51% de la valeur ajoutée totale de la région). Or, le taux d'investissement réalisé par ces divisions a été infime (1%).

L'analyse suivant le montant des investissements réalisés révèle que trois divisions d'activités se sont placés en première position à savoir : la fabrication de produits alimentaires et de boisson, la fabrication d'articles d'habillement et les hôtels et restaurants. Plus de 80% des investissements sont réalisés par ces divisions. Notamment par la division « fabrication de produits alimentaires et de boisson » avec 1,9 milliards d'Ariary d'investissement. Le taux d'investissement réalisé par cette division a atteint les 92%.

1.3. La région d'Itasy

Les entreprises de la région Itasy ont dégagé une valeur ajoutée totale de 14 milliards d'Ariary, soit 0,33% de la création de richesse de toutes les entreprises sur le plan national. La région est peu dotée en entreprises (pas de grande entreprise du tout) car elle ne compte que 2.875 unités employant 5.921 salariés. Cependant, les indicateurs permettent de prévoir une évolution probable de l'économie régionale car les investissements effectués, d'une valeur globale de 14 milliards d'Ariary soit près de 43% du capital fixe, ont servi à 70% de l'extension des activités et à 19% au renouvellement des équipements utilisés.

Tableau 23 : Typologie des entreprises de la région Itasy

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Ensemble
Effectif	Nombre	2 847	28	2 875
Emploi total	Nombre	5 566	355	5 921
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	18 724 768	1 597 143	20 321 911
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	12 820 504	1 354 135	14 174 639
Actif Immobilisé	Millier Ariary	32 295 096	1 004 507	33 299 603
Investissement	Millier Ariary	13 957 038	446 593	14 403 631
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	2 303	3 819	2 394
Productivité apparente du capital		0,4	1,4	0,4

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Les micro-entreprises, qui représentent 99% des entreprises locales, constituent la force de la région en créant 94% des emplois des entreprises, en dégageant 90% de la valeur ajoutée et en initiant 97% des investissements. De plus, ces investissements, à part les 19% utilisés pour le renouvellement des équipements usagés, servent à 72% à l'extension des activités. Toutefois, les PME/PMI existantes ne sont pas en reste puisque la productivité apparente moyenne du travail de chacun de leurs employés est de 3,8 millions d'Ariary. Le montant total des investissements des PME/PMI représente 44% de leurs capitaux. Leur investissement est destiné principalement à l'amélioration de certains domaines tels que la sécurité, les conditions de travail et l'environnement (85%).

Il y a lieu de noter que la branche l'activité des entreprises dominante est le commerce. La plupart des entreprises de la division « Fabrication de produits alimentaires » sont des décortiqueries dont la productivité apparente du travail est de 5.507.000 Ariary.

1.4. La région de Bongolava

La région de Bongolava compte 1.382 entreprises qui emploient 1.997 personnes (elle n'assurent que 0,05% de la valeur ajoutée nationale). En moyenne, le travail de chaque employé a permis de dégager une valeur ajoutée régionale de 1,7 millions d'Ariary.

Tableau 24 : Typologie des entreprises de la région de Bongolava

Indicateurs	Unité	Micro-entreprise	PME/PMI	Ensemble
Effectif	Nombre	1 378	4	1 382
Emploi total	Nombre	1 753	244	1 997
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	11 938 040	240 000	12 178 040
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	301 828	113 980	3 415 808
Actif Immobilisé	Millier Ariary	1 460 633	39 200	1 499 833
Investissement	Millier Ariary	915 306	39 200	954 506
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 884	467	1 710
Productivité apparente du capital		2,3	2,9	2,3

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

La région est caractérisée par la dominance des micro-entreprises. En effet, 99,7% des entreprises exercent ces activités et représentent 89% de l'emploi, 98% du chiffre d'affaires et 95% de la valeur ajoutée totale de la région. La productivité apparente de l'emploi des micro-unités est plus importante dans la région.

L'effectif des entreprises PME/PMI n'est que de 4 entreprises représentant 0,3 % de la région. Elles emploient 244 personnes (2% de l'emploi de la région). Ces entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires d'une valeur de 240 millions d'Ariary (soit 2% du montant de la région), une valeur ajoutée de 113 millions d'Ariary (5% de la valeur ajoutée total de la région). En fait, leur productivité du travail est assez faible.

Le montant investi par les opérateurs économiques dans cette région est évalué à 954 millions d'Ariary. Plus de 60% des investissements sont destinés pour le renouvellement d'équipements usagés, entretien et la maintenance et plus 10% a été consacré à l'extension des capacités de production. En effet, 60% des investissements des micro-entreprises, 70% de ceux de PME/PMI y sont consacrés.

En terme de création d'emplois, les activités sont dominées par les divisions de « commerce de détail et réparation d'articles domestiques », « Construction », et « commerce de gros ». Ces trois principales divisions représentent 80% d'emplois de la région. Parmi ces trois divisions, le commerce de gros génère une valeur ajoutée non négligeable de 10,7 millions d'Ariary.

En terme d'investissement, les divisions les plus marquantes sont « Hôtels et Restaurants », « la fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux », et « le commerce de détail et réparation d'articles domestiques ». Le montant total des investissements de ces trois premières divisions est de 640 millions d'Ariary, représentant 67% du total des investissements réalisés dans la région.

1.5. La région de Haute Matsiatra

La région de Haute Matsiatra compte 6.880 entreprises qui emploient 24.000 personnes. Elles représentent 3% de l'emploi national. Les entreprises de la région génèrent 36 milliards Ariary de valeur ajoutée, soit 0,8% de la valeur ajoutée nationale. En moyenne, chaque entreprise dégage une valeur ajoutée de 1.500.000 Ariary.

Tableau 25 : Typologie des entreprises de la région de la Haute Matsiatra

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Ensemble
Effectif	Nombre	6 652	228	6 880
Emploi total	Nombre	16 590	7 417	24 007
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	33 186 675	23 705 946	56 892 621
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	25 172 775	10 986 488	36 159 263
Actif Immobilisé	Millier Ariary	19 538 191	15 656 193	35 194 383
Investissement	Millier Ariary	12 085 326	4 254 624	16 339 950
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 517	1 481	1 506
Productivité apparente du capital		1,3	0,7	1

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

La région est caractérisée par la prédominance des micro-entreprises (97% de l'ensemble). Ces entreprises occupent 69% d'emplois, produisent 58% de chiffre d'affaires et génèrent 70% de la valeur ajoutée total de la région. Les productivités apparentes du travail et du capital des micro-entreprises unités sont assez élevées par rapport à la moyenne nationale.

Concernant les entreprises PME/PMI, leur place n'est pas négligeable. Si leur effectif n'est que 228 entreprises représentant les 3,3% de l'effectif total de la région, elles emploient près de 7.417 personnes. Ces entreprises réalisent 42% de chiffre d'affaires, 31% de valeur ajoutée de la région. La productivité apparente du travail est similaire à celle de l'ensemble de la région. Par contre, la productivité apparente du capital est faible par rapport aux micro-entreprises.

Le montant d'investissement dans cette région est évalué à 16 milliards d'Ariary. 42% des investissements sont opérés pour les autres investissements tels que sécurité, condition de travail, environnement et autres. Tandis que 21% ont été consacrés au renouvellement.

Pour les différents types d'entreprises, les activités sont dominées par les divisions de « commerce de détail et réparation d'articles domestiques », « Hôtels et restaurants » et « Construction ». Ces trois principales divisions représentent 75% de l'emploi de la région. Parmi ces trois principales divisions, le « commerce de détail et réparation d'articles domestiques » est le plus compétitif en terme des productivités apparentes. A signaler que le commerce de gros tient une place non négligeable en terme de productivité du travail (avec 1.781.000 Ariary en moyenne).

En terme d'investissement, les divisions les plus importantes sont « commerce de gros », « commerce de détail et réparation d'articles domestiques » et « Hôtels et Restaurants ». Ces trois divisions ont réalisé 10,6 milliards d'Ariary, soit 65% d'investissement total de la région.

1.6. La région d'Amoron'i Mania

Les entreprises de la région d'Amoron'i Mania ont généré 8,8 milliards d'Ariary représentant 0,2% de la valeur ajoutée totale de la nation. La région compte 1.330 entreprises qui occupent 4.617 salariés. Les investissements réalisés de ces entreprises sont évalués à 441 millions d'Ariary, ne représentant que 0,03% des investissements totaux.

Tableau 26 : Typologie des entreprises dans la région d'Amoron'i Mania

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	1 307	22	1	1 330
Emploi total	Nombre	3 672	530	415	4 617
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	5 575 001	5 614 086	9 354 799	20 543 886
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	3 786 611	1 696 084	3 330 278	8 812 973
Actif Immobilisé	Millier Ariary	9 365 151	341 924	-	9 707 775
Investissement	Millier Ariary	297 546	-	143 492	441 038
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 031	3 200	8 024	1 908
Productivité apparente du capital		0,4	5		0,9

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

La majorité des entreprises implantées dans cette région sont des micros unités. Leur effectif est évalué à 1 307 entreprises, représentant 98,2% des entreprises existantes de la région. Elles occupent 3.672 personnes, soit 80% de l'effectif total. Malgré leur nombre assez faible par rapport aux autres types d'entreprises, la productivité apparente du travail dans les grandes entreprises est huit fois supérieures de celle des micro-entreprises et près de 3 fois de celle des PME/PMI. Cet indicateur montre le rôle important joué par les grandes entreprises dans cette région. Il est à noter seulement la faiblesse de la valeur ajoutée créée par les PME/PMI (1,7 milliards d'Ariary, soit 19,2% de la valeur ajoutée totale).

En terme de créations d'emplois, trois divisions « commerce de détails », « fabrication de bougie et d'allumette », et « construction » occupent plus de 90% de l'ensemble. La division « fabrication de bougie et d'allumettes » a une productivité apparente de 7.137.200 Ariary, soit 8,4 fois supérieure par rapport aux autres types d'entreprise. Enfin, la division « commerce de détails » fait travailler en moyenne 2.7 personnes par entreprise.

En terme d'investissement, ces deux premières divisions détiennent la totalité des investissements où le premier a investi plus de 297 millions d'Ariary et le second 143 millions d'Ariary. Les investissements réalisés sont essentiellement destinés à faire des renouvellements (plus de 90% des investissements réalisés par les micro-entreprises et 44% de ceux des grandes entreprises de la région).

1.7. La Région de Vatovavy- Fitovinany

Les entreprises formelles de la région ont créé une valeur ajoutée de l'ordre de 44 milliards d'Ariary, en employant 14.779 individus (permanents et temporaires confondus) en 2004. En terme de poids, la région représente 1% de la valeur ajoutée nationale, et emploie 2,0% des salariés de Madagascar. La valeur des actifs immobiliers des entreprises pèse 0,3% du patrimoine national des entreprises. De plus, les entreprises de la région sont moins performantes que la moyenne nationale. Cette situation peut s'expliquer par le fait qu'une entreprise dans cette région ne génère en moyenne que 8 millions d'Ariary de valeur ajoutée contre 20,5 millions Ariary pour l'ensemble.

Tableau 27 : Typologie des entreprises dans la région de Vatovavy Fitovinany

Indicateur	Unité	Micro- entreprises	PME/PMI	Grandes Entreprises	Ensemble
Effectif des entreprises	Nombre	4 839	571	3	5 413
Emploi total	Nombre	7 816	6 390	573	14 779
Chiffre d'Affaires	Millier Ariary	21 443 117	58 132 104	861 165	80 436 386
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	16 563 954	27 476 363	337 880	44 378 197
Actif Immobilisé	Millier Ariary	11 407 967	12 396 259	609 082	24 413 307
Investissement	Millier Ariary	324 356	1 210 836		1 535 191
<i>Dont la Construction</i>	Millier Ariary	285 204	445 717		730 920
<i>Matériels de transport</i>	Millier Ariary		348 753		348 753
Productivité apparente de l'emploi	Millier Ariary	2 119	4 300	590	3 003
Productivité apparente du capital		1,452	2,217	0,555	1,818

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

L'environnement économique de la région est formé principalement des entreprises dites « micro ». Ces dernières représentent les 89% des entreprises fonctionnelles, en terme d'effectif. Par contre, en terme de valeur ajoutée, les PME/PMI ont contribué beaucoup plus à la création de richesse avec 62% de l'ensemble de la région. En effet, une PME/PMI arrive à générer en moyenne 14 fois plus de valeur ajoutée comparativement à celle d'une micro-entreprise. Cette différence trouve sa raison dans la structure de gestion des entreprises. Une micro-entreprise est beaucoup plus une entreprise familiale dont l'activité est classée surtout dans le secteur d'activité tertiaire et l'emploi essentiellement concentré dans le commerce. Les PME, quant à elles, se diversifient un peu plus. Une présence non négligeable d'entreprises dans le secteur secondaire regroupant les 22% des PME/PMI est remarquée. Elles ont travaillé essentiellement dans le BTP (17%), le « travail du bois » (3%) et la « fabrication de meuble » (3%). L'emploi est surtout concentré dans le BTP (40%) pour les PME et le commerce de détail (22%). De plus, le rendement d'un travailleur est meilleur pour les PME/PMI. Si un travailleur des micro-entreprises génère 2 millions Ariary de Valeur ajoutée, celui des PME/PMI en crée 4 millions.

En terme d'investissement, les entreprises formelles de la région ont apporté 1,5 milliards d'Ariary lors de l'exercice 2004. Le niveau d'investissement de la région représente seulement 3% de la Valeur ajoutée. Ce niveau est très faible par rapport au niveau national qui est de l'ordre de 36% de la valeur ajoutée. 49% de ces investissements ont été destinés à l'extension des activités.

Une différence de comportement est constatée entre les micro-entreprises et les PME/PMI. En effet, si pour les micros l'investissement a servi pour un renouvellement (23%), pour les PME/PMI, il est essentiellement utilisé pour l'extension (pour 64% des cas).

1.8. La région d'Ihorombe

La région Ihorombe a créé 2 milliards d'Ariary de valeur ajoutée, soit 0,05% de la valeur ajoutée nationale. Parmi les 22 régions de Madagascar, Ihorombe est la moins performante en terme de création de valeur ajoutée. Cette situation s'explique du fait que la région ne dispose que de 606 entreprises employant 1.358 personnes. La productivité apparente du travail est de 1.552.000 Ariary pour l'ensemble. Cependant, les chiffres indiquent que la situation pourra apporter un changement dans la mesure où, sur les 231 millions d'Ariary d'investissement réalisés au cours de l'année 2004, seuls 18% ont été consacrés au renouvellement, l'entretien et la maintenance des équipements usagés, tandis que 44% est alloué à la modernisation des entreprises, 27% entrent dans une stratégie d'extension des activités et 11% des investissements sont destinés à dans des domaines tels que la sécurité, les conditions de travail et l'environnement.

Tableau 28 : Typologie des entreprises de la région Ihorombe

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Ensemble
Effectif	Nombre	579	27	606
Emploi total	Nombre	1 085	274	1 358
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	1 472 179	1 701 625	3 173 803
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	972 955	1 134 723	2 107 678
Actif Immobilisé	Millier Ariary	688 413	142 313	830 726
Investissement	Millier Ariary	56 705	174 500	231 205
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	897	4 146	1 552
Productivité apparente du capital		1,41	7,97	2,54

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Ce sont les quelques PME/PMI existantes, 4% de la population des entreprises locales, qui constituent la première force de la région en assurant 54% du chiffre d'affaires, 54% de la valeur ajoutée et 75% des investissements. La productivité apparente du travail des PME/PMI se situe à 4 millions d'Ariary par employé. Les 174 millions d'investissements des PME/PMI ont servi à 54% à la modernisation des entreprises, 36% à l'extension des activités et 10% à l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail. Les micro-entreprises, qui représentent 96% des entreprises locales, emploient 80% de la main-d'œuvre des entreprises et créent 46% de la valeur ajoutée régionale.

En terme de création d'emplois, les divisions porteuses sont « Commerce de détail », « Construction » et « Commerce de gros ». Il s'agit essentiellement de micro-entreprises telles que des épiceries, des entreprises de construction et des grossistes. Ces trois principales divisions mobilisent 90% des emplois créés par les entreprises locales. Force est de constater que la division « Construction » composée majoritairement d'entreprises de construction générale, a une productivité apparente du travail élevée de 4 662 000 Ariary par employé.

En terme d'investissement, les divisions les plus importantes sont « construction », « Hôtel et restaurant » et « Commerce de gros ». Les investissements de ces trois principales divisions s'élèvent à 228 millions d'Ariary et représentent 99% des investissements de la région.

1.9. La région d'Atsimo Antsinanana

Les entreprises de la région d'Atsimo Antsinanana ont généré 4 milliards d'Ariary de valeur ajoutée, ce qui représente 0,1% de la valeur ajoutée nationale. Elles ont employé 2.206 personnes, soit 0,3% de l'emploi national. Dans l'ensemble, le travail de chaque employé permet de dégager une valeur ajoutée régionale de 1,9 millions d'Ariary.

Tableau 29 : Typologie des entreprises de la région d'Atsimo Antsinanana

Indicateurs	Unité	Micro-entreprise	PME/PMI	Ensemble
Effectif	Nombre	673	15	688
Emploi total	Nombre	1 968	238	2 206
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	5 935 520	548 536	6 484 056
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	3 942 879	340 128	4 283 007
Actif Immobilisé	Millier Ariary	3 534 833	928 342	4 463 175
Investissement	Millier Ariary	300 127	106 000	406 127
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	2 003	1 429	1 942
Productivité apparente du capital		1,1	0,4	1

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

La région est caractérisée par la dominance des micro-entreprises. En effet, 98% des entreprises exercent ces activités et représentent 89% d'emplois, 92% de chiffre d'affaires et 92% de la valeur ajoutée totale de la région. La productivité apparente du travail et du capital des micro-entreprises sont toutes deux élevées.

En revanche, la place des entreprises PME/PMI reste modeste. Leur effectif n'est que 15 entreprises représentant les 11% de l'effectif total de la région, elles ont employé près de 238 personnes. Ces entreprises n'ont réalisé que 8% de chiffre d'affaires, 8% de valeur ajoutée de la région. La productivité apparente du travail est la moitié de celles micro-entreprises. La productivité apparente du capital est assez faible.

Les entreprises dans cette région réalisent 406 millions d'Ariary d'investissements. 44% des investissements sont destinés pour l'extension des capacités de production. De plus, 29% a été consacré au renouvellement et 27% pour la modernisation.

En terme de création d'emplois et d'investissement, les divisions porteuses sont « commerce de détail et réparation d'articles domestiques », « commerce de gros » et « Hôtels et restaurants ». Ces trois principales divisions représentent 84% de l'emploi et 73% d'investissement de la région. Parmi ces trois principales divisions, le « commerce de gros » détient les valeurs plus importantes des productivités apparentes.

Il s'agit, essentiellement, de micro-entreprises telles que des épiceries, des collecteurs, des commerçants d'articles d'habillement et de tissus et des gargotes.

1.10. La région d'Atsinanana

Les entreprises de la région d'Atsinanana ont créé durant l'année 2004, une valeur ajoutée d'un montant de 122 milliards d'Ariary. Cette valeur ajoutée a représenté près de 3% de la valeur ajoutée totale des entreprises. Le nombre d'entreprises identifiées dans cette région est estimé à 11.278 entreprises, occupant 39.884 salariés.

Tableau 30 : Typologie des entreprises dans la région d'Atsinanana

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	10 690	571	17	11 278
Emploi total	Nombre	21 424	12 215	6 245	39 884
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	101 451 015	58 212 918	65 690 353	225 354 285
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	78 379 705	23 497 556	20 369 117	122 246 378
Actif Immobilisé	Millier Ariary	561 845 885	1 634 828 260	272 458 811	2 469 132 956
Investissement	Millier Ariary	13 831 709	9 686 137	3 026 930	26 544 776
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	3 659	1 924	3 262	3 065
Productivité apparente du capital		0,1	0	0,1	0,05

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Cette région est aussi dominée par les micro-entreprises où 10 690 micro-entreprises ont été identifiées (soit plus de 90% des entreprises existantes). Elles ont employé plus de la moitié des salariés (21 424 des employés). Ces micro-entreprises ont généré une valeur ajoutée d'un montant de 78,4 milliards d'Ariary. Et l'analyse des patrimoines immobilisés indique que les PME/PMI ont détenu les plus d'actifs avec 1.634 milliards d'Ariary, représentant les 66,2% des actifs totaux des entreprises. Pour la productivité apparente du travail, les grandes entreprises et les micro-entreprises ont plus créé de productivité autour de 3 millions d'Ariary.

En terme d'investissement, les micro-entreprises ont réalisé plus de la moitié des investissements d'une valeur de 26,5 milliards d'Ariary. Mais ce sont les PME/PMI qui ont un taux d'investissement le plus important avec un taux de 41%. Et, la majeure partie des investissements faits par les entreprises dans cette région a été des constructions d'un montant de 18 millions d'Ariary. L'ensemble des investissements est destiné au renouvellement (55% des investissements pour les micro-entreprises, 40% pour les PME/PMI et 42% de ceux des grandes entreprises). Cependant, il faut noter que, pour les PME/PMI, plus de la moitié de leur investissement sont faites à des fins de modernisation, et pour les grandes entreprises, 35% de leur investissements sont réalisés dans le but de protéger l'environnement.

En terme de création d'emplois, la division commerces a fait travailler plus de 60% des employés totaux de la région avec 22 830 personnes. Et l'analyse de la productivité apparente montre l'importance de cette division dans la création de richesse. Cette productivité apparente a été nettement supérieure à 3 millions d'Ariary.

L'analyse sur l'investissement fait ressortir trois divisions d'activité les plus importantes telles que les hôtels et restaurant, la fabrication d'articles en bois et la fabrication de verres et poterie et matériaux de constructions. Le montant de leurs investissements est de 19 milliards Ariary en 2004, soit 71% des investissements totaux. A noter également, l'importance de la productivité apparente de la division « fabrication de verres et de poterie et matériaux de constructions » (3 192 700 Ariary) par rapport aux autres.

1.11. La région d'Analanjorofo

La région d'Analanjorofo a compté 5 360 entreprises qui emploient 16 218 personnes et assurent 0,7% de la valeur ajoutée nationale. Dans l'ensemble, le travail de chaque employé permet de dégager une valeur ajoutée régionale de 1,8 millions d'Ariary.

Tableau 31 : Typologie des entreprises de la région d'Analanjorofo

Indicateurs	Unité	Micro-entreprise	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	5 293	66	1	5 360
Emploi total	Nombre	13 673	1 751	794	16 218
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	63 811 771	5 645 547	1 679 217	71 136 535
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	25 575 159	2 087 335	1 679 217	29 341 712
Actif Immobilisé	Millier Ariary	83 736 766	5 285 407	6 989 841	96 012 013
Investissement	Millier Ariary	2 707 077	481 350	3 087 094	6 275 520
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 870	1 192	2 115	1 809
Productivité apparente du capital		0,3	0,4	0,2	0,3

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

La région est caractérisée par la dominance des micro-entreprises. En effet, 98,7% des entreprises exercent ces activités et représentent 84% de l'emploi, 90% de chiffre d'affaires et 87% de la valeur ajoutée total de la région.

L'effectif des entreprises PME/PMI est de 66 entreprises représentant 1,2% de l'effectif total de la région. Elles emploient 1.751 personnes (11% des emplois de la région). Ces entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires d'une valeur de 5,6 milliards d'Ariary (soit 7,9% du montant de la région), une valeur ajoutée de 2,08 milliards d'Ariary (87% de la valeur ajoutée total de la région). Leur productivité du travail est assez faible par rapport aux autres types d'entreprises.

Il est recensé une seule grande entreprise employant 794 personnes. Sa place n'est pas moindre. Elle a généré une valeur ajoutée d'une valeur de 1,7 milliards d'Ariary. Elle permet de dégager une valeur 2 millions d'Ariary sur la valeur ajoutée des entreprises locales. Elle a fait un investissement d'un montant de 3,1 milliards d'Ariary (soit 49,2% d'investissement de la région).

Le montant investi par les opérateurs économiques dans cette région est évalué à 6,3 milliards d'Ariary dont 60% des investissements sont destinés au renouvellement d'équipements usagés, entretien et la maintenance. Plus de 10% a été consacré à la modernisation. La même proportion de 10% l'extension à été réservé à des capacités de production. Pour les micro-entreprises et la grande entreprise, les investissements faits sont destinés en majorité à faire des renouvellements en moyenne 60% de ces investissements. Pour les PME/PMI, leurs investissements sont plus consacrés à la modernisation de leurs activités, ce qui représente en moyenne 45% de leurs investissements.

En terme de création d'emplois, les activités dominantes sont les divisions de « commerce de détail et réparation d'articles domestiques », « Commerce de gros», et « construction ». Ces trois principales divisions représentent 84% de l'emploi de la région.

En terme d'investissement, les divisions les plus importantes sont « intermédiation financière », « commerce de détail et réparation d'articles domestiques », « Commerce de gros». D'un montant total de 5,8 milliards d'Ariary, les investissements de ces trois premières divisions ont représenté 92,5 % du total des investissements réalisés dans la région. Dans l'ensemble, l'analyse de la productivité apparente du facteur travail montre que la main d'œuvre dans la grande entreprise est plus productive que dans les autres types d'entreprises.

1.12. La région d'Alaoatra-Mangoro

Les entreprises de la région Alaoatra-Mangoro ont généré 52,7 milliards d'Ariary de valeur ajoutée, ce qui représente 1,21% de la valeur ajoutée nationale. Dans l'ensemble, la région compte 6.806 entreprises employant 14.808 personnes. En moyenne, le travail de chaque employé permet de créer une valeur ajoutée régionale de 3 559 000 Ariary. Les investissements s'élèvent à 1,9 milliards d'Ariary. 70% de la totalité de ces investissements a servi au renouvellement, à l'entretien et à la maintenance des équipements usagés, tandis que 9% ont été consacrés à la modernisation des entreprises.

Tableau 32 : Typologie des entreprises de la région d'Alaoatra-Mangoro

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Ensemble
Effectif	Nombre	6 743	63	6 806
Emploi total	Nombre	13 790	1 018	14 808
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	58 295 103	48 628 045	106 923 148
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	41 650 337	11 054 875	52 705 212
Actif Immobilisé	Millier Ariary	122 902 668	12 266 712	135 169 380
Investissement	Millier Ariary	1 772 325	164 254	1 936 579
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	3 020	10 859	3 559
Productivité apparente du capital		0,34	0,9	0,39

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

La région est caractérisée par des entreprises constituées à 99% par des micro-unités. Ce chiffre montre que l'économie régionale repose sur des initiatives individuelles et familiales. Cependant, les PME/PMI, bien qu'en nombre infime, jouent un rôle économique important pour la région en créant 7% des emplois des entreprises, en détenant 45% du chiffre d'affaires régional et en générant 21% de la valeur ajoutée. De plus, les productivités apparentes du travail et du capital des PME/PMI sont toutes deux élevées. Si pour les micro-entreprises, seul 7% des investissements sont destinés à la modernisation des équipements, ce taux est de 30% pour les PME/PMI.

En terme de création d'emplois, les divisions porteuses sont « Commerce de détail », « Hôtel et restaurant » et « Commerce et réparation de voitures ». Il s'agit essentiellement de micro-entreprises telles que des épiceries, des commerçants d'articles d'habillement et de tissus, des gargotes et des ateliers de mécanique générale. Ces trois principales divisions mobilisent 84% des emplois créés par les entreprises locales. Toutefois, force est de constater la faible productivité apparente du travail dans ces trois premières divisions. En terme d'investissement, les divisions les plus importantes sont « Transport terrestre », « Commerce de détail » et « Fabrication de produits alimentaires et boissons ». Ces divisions ont pour piliers les taxis-brousse, les transporteurs de marchandises, les épiceries et commerçant, et les décortiqueries. D'un montant total de 1,7 milliards d'Ariary, les investissements de ces trois premières divisions représentent 91% du total des investissements réalisés dans la région.

1.13. La région de Boeny

La région de Boeny a compté 5.974 entreprises qui emploient 29.194 personnes et assurent 0,7% de la valeur ajoutée nationale. Elles ont représenté 2,8% de l'emploi national. Dans l'ensemble, le travail de chaque employé a permis de dégager une valeur ajoutée de 1,8 millions d'Ariary.

Tableau 33 : Typologie des entreprises de la région de Boeny

Indicateurs	Unité	Micro-entreprise	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	5 555	414	5	5 974
Emploi total	Nombre	13 457	11 745	3 992	29 194
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	39 119 557	73 596 113	26 790 912	139 506 582
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	25 435 509	36 273 653	5 404 665	67 113 827
Actif Immobilisé	Millier Ariary	32 200 276	84 109 620	1 438 537	117 748 433
Investissement	Millier Ariary	3 795 417	949 926	978 887	5 724 230
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 890	3 088	1 354	2 299
Productivité apparente du capital		0,8	0,4	3,8	0,6

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

De ces 5.974 d'entreprises, 99% ont exercé des activités de micro-entreprises tandis que les PME/PMI représentent 86,3% de l'emploi total de la région. Les PME/PMI ont donc un poids nettement plus important que celles de micro-entreprise. Elles ont détenu 40,2% de l'emploi, 52,7% de chiffre d'affaires et de 54% de la valeur ajoutée total de la région. De plus, elles ont créé la valeur la plus importante que les autres entreprises dans la productivité du travail (3,1 millions d'Ariary).

Il est recensé 5 grandes entreprises qui emploient 3.992 personnes. Leur place n'est pas moindre. Elles ont généré une valeur ajoutée d'une valeur de 1,4 milliards d'Ariary. Elle permet de dégager une valeur 1,3 millions d'Ariary sur la valeur ajoutée des entreprises locales. Par contre, leur investissement est assez faible d'un montant de 978 millions d'Ariary (17,1% de l'investissement total de la région).

Le montant investi par les entreprises dans cette région s'élève 5,7 milliards d'Ariary. La moitié des investissements sont destinés pour l'amélioration de l'environnement de travail. Pour les micro-entreprises, les investissements faits sont destinés en majorité à faire de l'amélioration de l'environnement de travail. Pour les PME/PMI, leurs investissements sont plus consacrés à la modernisation de leurs activités en moyenne 46% de leurs investissements. 70% des investissements des grandes entreprises sont destinés pour le renouvellement d'équipements usagés.

En terme de création d'emplois, les activités dominantes sont les divisions de « commerce de détail et réparation d'articles domestiques », « construction » et « fabrication d'articles d'habillement ». Ces trois principales divisions représentent 72,1% de l'emploi de la région.

En terme d'investissement, les divisions les plus importantes sont « hôtels et restaurants », « fabrication de produits à base de tabac ». D'un montant total de 3,8 milliards d'Ariary, les investissements de ces trois premières divisions représentent 67% du total des investissements réalisés dans la région.

En analysant les ratios, la division « fabrication de produits à base de tabac » sont plus productive qu'en travail et capital dont les valeurs correspondantes sont 5,3 millions d'Ariary.

1.14. La région de Sofia

La région de Sofia fait partie des régions où l'activité des entreprises formelles reste précaire. La valeur ajoutée dégagée dans la région lors de l'exercice comptable 2004 a été de l'ordre de 10,4 milliards d'Ariary, soit à 1% du niveau national. Elles ont employé 8 302 individus, soit 1% de l'ensemble des salariés de Madagascar. La valeur du patrimoine de la région est de 13 milliards, soit 0,18% du niveau national. De plus, les entreprises de la région sont moins performantes par rapport à la moyenne nationale. La valeur ajoutée par entreprise est estimée en moyenne à 3 millions d'Ariary, loin du niveau national qui est à 20,5 millions d'Ariary.

Tableau 34 : Typologie des entreprises de la région de Sofia

Indicateur	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Ensemble
Effectif	Nombre	3 112	314	3 426
Emploi total	Nombre	5 008	3 294	8 302
Chiffres d'Affaires	Millier Ariary	9 382 714	6 004 916	15 387 630
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	6 828 793	3 635 222	10 464 016
Actif Immobilisé	Millier Ariary	10 936 913	2 092 829	13 029 742
Investissement	Millier Ariary	3 746 173	581 629	4 327 802
<i>Dont Construction</i>	Millier Ariary	1 563 188	66 667	1 629 854
<i>Matériels de transport</i>	Millier Ariary	555 597	448 909	1 004 506
Productivité apparente	Millier Ariary	1 364	1 103	1 260
Productivité apparente		0,624	1,737	0,803

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Les micro-entreprises dominent l'environnement économique de la région. 91% des entreprises ont une structure de micro-entreprise et les restes sont des PME/PMI. La Valeur ajoutée créée dans la région est essentiellement tirée des activités des micro-entreprises avec 65% de l'ensemble. Le secteur du service domine dans la région avec 94% des entreprises formelles. En terme d'emploi, le commerce occupe le plus de salariés, 66% y travaillent. Il y a également le BTP qui est la seconde activité dominante de la région avec 24% des salariés. Le commerce est surtout composé de micro-entreprises, avec en majorité des épiceries de quartier. En revanche, le BTP constitue surtout les PME/PMI. En terme de productivité, il n'y a pas une grande différence entre les micro-entreprises et les PME/PMI. La productivité de l'emploi tourne en moyenne autour de 1,2 millions d'Ariary.

En terme d'investissement, les entreprises formelles de la région ont apporté 4,3 milliards lors de l'exercice 2004. Le niveau de l'investissement se situe aux alentours de 41% de la Valeur ajoutée. Ce taux est meilleur par rapport à la moyenne nationale. Les micro-entreprises ont été les plus actives avec un niveau d'investissement se situant à 55% de la valeur ajoutée. Dans l'ensemble, l'investissement réalisé a été fait pour un renouvellement, 54% y est destiné. Le renouvellement a été surtout l'œuvre des micro-entreprises. Quant aux PME/PMI, leur investissement a été surtout utilisé dans le cadre d'une modernisation (80% du montant des investissements des PME/PMI y sont destinés).

1.15. La région de Betsiboka

La région Betsiboka crée 2,4 milliards d'Ariary de valeur ajoutée, soit 0,06% de la valeur ajoutée nationale. Ce qui indique tout de même le poids minime de la région. Cette situation s'explique du fait que la région ne dispose que d'une petite flotte d'entreprises comprenant 863 unités et employant 2 759 personnes. La productivité apparente du travail est dans l'ensemble de 872 000 Ariary. Les investissements locaux, qui s'élèvent à 425 millions d'Ariary, et réalisés en totalité par les micro-entreprises, ont servi à 84% au renouvellement, l'entretien et la maintenance des équipements usagés. Tandis que seul 7% a été consacré à la modernisation.

Tableau 35 : Typologie des entreprises de la région Betsiboka

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Ensemble
Effectif	Nombre	827	36	863
Emploi total	Nombre	2 171	588	2 759
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	2 834 762	1 834 800	4 669 562
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	1 582 218	824 880	2 407 098
Actif Immobilisé	Millier Ariary	5 393 649	267 588	5 661 237
Investissement	Millier Ariary	425 033	0	425 033
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	729	1 403	872
Productivité apparente du capital		0,09	3,08	0,23

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

En terme de taille, les entreprises de la région sont constituées à 96% de micro-entreprises. Le paysage économique régional demeure pour le moment dominé par des unités individuelles et familiales occupant 77% de la main-d'œuvre des entreprises et créant que 1,6 milliards d'Ariary de valeur ajoutée. Ce qui fait que la productivité apparente du travail des micro-entreprises est de l'ordre de 729.000 Ariary. Quant aux PME/PMI (4% des entreprises locales), elles tiennent tout de même une place importante dans la région car elles emploient 21% de la main-d'œuvre et assurent 39% du chiffre d'affaires et 34% de la valeur ajoutée.

En terme de création d'emplois, les divisions porteuses sont « Commerce de détail », « Construction » et « Hôtel et restaurant ». Il s'agit essentiellement de micro-entreprises telles que des épiceries, des entreprises de construction, des hôtels et des restaurants. Ces trois principales divisions mobilisent 95% des emplois créés par les entreprises locales. Force est de constater que la division « commerce de détail » composée majoritairement d'épiceries et de magasins de vente de marchandise générale, a une productivité apparente du travail très faible avec 41.000 Ariary par employé.

En terme d'investissement, les divisions les plus importantes sont « Commerce de détail », « Commerce et réparation de voitures » et « Hôtel et restaurant ». Ces trois divisions qui regroupent 100% des investissements régionaux ont pour piliers les épiceries, les ateliers de mécanique simple et les hôtels et restaurants.

1.16. La région de Melaky

Les entreprises de la région de Melaky ont généré 2,5 milliards d'Ariary de valeur ajoutée représentant 0,1% de la valeur ajoutée totale. Avec un effectif total de 728, ces entreprises ont employé plus de 2.776 personnes. Ces entreprises ont détenu un patrimoine immobilisé s'évaluant à 12,3 milliards d'Ariary. L'investissement réalisé par ces entreprises s'est élevé à 453 millions d'Ariary.

Tableau 36 : Typologie des entreprises dans la région de Melaky

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	708	15	5	728
Emploi total	Nombre	1 659	192	925	2 776
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	3 030 667	268 462	1 297 800	4 596 928
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	1 750 626	217 242	598 990	2 566 858
Actif Immobilisé	Millier Ariary	12 284 014	195 925	54 000	12 533 939
Investissement	Millier Ariary	351 444	102 439	-	453 883
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 056	1 129	648	9245
Productivité apparente du capital		0,1	1,1	11,1	0,2

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Les micro-entreprises ont occupé un poids important au niveau des entreprises existantes dans cette région. Plus de 90% des entreprises sont des micro-entreprises, elles ont fait travailler plus de 60% des salariés de la région. Et elles ont produit à elles seules 68% de la valeur ajoutée totale avec 1,8 milliards d'Ariary. Pour les PME/PMI, malgré le fait que leur poids est inférieur à celui de ces micro-entreprises, leur productivité apparente se trouve supérieure à ces dernières, (1.128.900 Ariary contre 1.055.500 Ariary).

Tout d'abord, les grandes entreprises n'ont pas investi durant l'année. Pour les micro-entreprises, 67,6% de leur investissement sont destinés à la modernisation et le reste au renouvellement tandis que pour les PME/PMI, leurs investissements se sont orientés plus vers le renouvellement (75% des investissements).

Trois divisions d'activité ont émergé comme les activités porteuses d'emploi et d'investissement dans la région de Melaky telles que le commerce de détail, construction et hôtel et restaurant. Le commerce de détail se retrouve en première position en terme d'emploi, de valeur ajoutée, et d'investissement. Avec 1.413 employés, cette division a généré une valeur ajoutée de 1,5 milliards d'Ariary et elle a investi 174 millions d'Ariary. La productivité apparente du travail créée par les divisions « commerce de détail et hôtel et restaurant » est plus élevée que celle de la branche de construction. Par contre, la situation inverse est constatée au niveau de la productivité apparente du facteur capital.

1.17. La région d'Atsimo-Andrefana

La région Atsimo-Andrefana dégage une valeur ajoutée de 122 milliards d'Ariary, ce qui représente 2,8% de la valeur ajoutée nationale. Cette performance a pour origine les 5.210 entreprises locales qui mobilisent 14.691 personnes. La productivité apparente du travail est de l'ordre de 8.290.000 Ariary par employé. Des investissements importants s'élevant à 34 milliards d'Ariary ont servi à 85% au renouvellement des équipements usagés.

Tableau 37 : Typologie des entreprises de la région Atsimo-Andrefana

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	4 924	285	1	5 210
Emploi total	Nombre	10 340	4 096	255	14 691
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	112 115 985	30 618 683	239 933	142 974 601
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	102 838 181	18 797 303	144 666	121 780 150
Actif Immobilisé	Millier Ariary	108 461 880	9 533 504	4 293 440	122 288 825
Investissement	Millier Ariary	31 908 252	2 377 907	0	34 286 158
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	9 945	4 590	568	8 290
Productivité apparente du capital		0,95	1,97	0,03	1

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

L'économie locale se base sur ses 4.924 micro-entreprises qui emploient 70% de la main-d'œuvre des entreprises. Elles assurent 78% du chiffre d'affaires et englobent 93% des investissements dont 87% a servi au renouvellement des équipements usagés et 10% à améliorer certaines facettes des activités telles que la sécurité, les conditions de travail et l'environnement. Quant aux PME/PMI, malgré le fait qu'elles ne représentent que 5% de la population des entreprises locales, elles ont un poids économique intéressant pour la région puisqu'elles utilisent un peu plus du quart de la main-d'œuvre d'entreprise et créent 15% de la valeur ajoutée régionale. Toutefois, les chiffres indiquent que les PME/PMI sont sur la voie du développement. Sur les 2,3 milliards d'Ariary d'investissement réalisés, si un peu moins de la moitié sert au renouvellement des équipements usagés, 17% est, toutefois, destiné à la modernisation des entreprises et 31% entre dans une politique d'extension des activités.

En terme de création d'emplois, les divisions porteuses sont « Commerce de détail », « Construction » et « Commerce de gros ». Il s'agit essentiellement de micro-entreprises telles que des épiceries, des grossistes, et des entreprises spécialisées dans le BTP. Ces trois principales divisions occupent 10 992 personnes soit 75% des emplois des entreprises locales. En terme d'investissement, les divisions « Locations », « Commerce de détail » et « Commerce de gros » sont aux trois premières places. D'un montant total de 31 milliards d'Ariary, les investissements de ces trois premières divisions représentent 92% du total des investissements réalisés dans la région. Dans la division « Locations » composée d'entreprises de location de matériels de transport terrestre, les investissements sont d'un montant total de 25 milliards d'Ariary.

1.18. La région d'Androy

Les entreprises de la région d'Androy ont créé une valeur ajoutée de 3 milliards d'Ariary représentant 0,07% de la valeur ajoutée totale de Madagascar. Les entreprises identifiées dans cette région ont été au nombre de 484 entreprises employant plus de 1.085 individus.

Tableau 38 : Typologie des entreprises de la région d'Androy

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Ensemble
Effectif	Nombre	456	28	484
Emploi total	Nombre	765	320	1085
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	3 455 233	788 198	4 243 431
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	2 609 806	297 863	2 907 668
Actif Immobilisé	Millier Ariary	2 131 796	355 419	2 487 215
Investissement	Millier Ariary	100 795	-	100 795
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	3 410	932	2 680
Productivité apparente du capital		1,2	0,8	1,2

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Selon les indicateurs, les micro-entreprises produisent la quasi-totalité de la valeur ajoutée, et les investissements de la région. Leur nombre a été de 457 entreprises, soit 94% des entreprises totales. Elles ont généré une valeur ajoutée de 2,7 milliards d'Ariary, soit 81% de la valeur ajoutée totale. Le reste des valeurs ajoutées est créé par les PME/PMI. Vu leur importance et leur nombre, la valeur de la productivité apparente générée par les micro-entreprises est d'une valeur de 3.410.000 Ariary.

En terme d'investissement, seules les micro-entreprises ont réalisé des investissements. Ces investissements sont essentiellement destinés au renouvellement des équipements usagés (72%) et à la protection de l'environnement 18%

Les divisions « commerce de détail, hôtel et restaurant, construction » ont totalisé les 94% des emplois totaux de la région (1.016 individus). En terme d'investissement, le commerce de détail, l'hôtel et restaurant » ont été les principales divisions ayant les plus investis dans la région. Pour le premier, le montant de leur investissement s'est élevé à 95 millions d'Ariary et le second a investi à hauteur de 5,2 millions d'Ariary.

1.19. La région d'Anosy

En somme, les entreprises de la région d'Anosy ont généré une valeur ajoutée de 18,4 milliards d'Ariary, soit 0,42% de la valeur ajoutée totale. Au total, ces entreprises ont employé 7.832 personnes. Et cette valeur ajoutée est créée par 1.655 entreprises. Ces entreprises ont réalisé un investissement de 7 milliards d'Ariary.

Tableau 39 : Typologie des entreprises dans la région d'Anosy

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	1 518	130	7	1 655
Emploi total	Nombre	3 384	2 465	1 983	7 832
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	15 763 891	11 475 720	3 240 786	30 480 398
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	10 269 976	6 920 241	1 218 494	18 408 711
Actif Immobilisé	Millier Ariary	9 125 290	5 262 636	3 990 228	18 378 154
Investissement	Millier Ariary	2 013 224	1 635 922	3 278 513	6 927 659
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	3 035	2 808	615	2 351
Productivité apparente du capital		1,1	1,3	0,3	1

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

La région est caractérisée par l'importance des micro-entreprises tant au niveau de leur nombre, de l'effectif du personnel que de la valeur ajoutée créée. Toutefois, en terme d'investissement, les grandes entreprises ont les plus investi avec 3,3 milliards d'Ariary représentant les 47% des investissements réalisés dans la région. La productivité apparente du travail est importante au niveau des micro-entreprises et des PME/PMI (respectivement de 3.035.000 Ariary et 2.808.000 Ariary).

Pour les investissements, les micro-entreprises ont investi plus pour renouveler leurs équipements car 42,3% de leurs investissements y sont consacrés. Pour les PME/PMI, leurs destinations sont réparties entre le renouvellement (28,6% des investissements), la modernisation (25%) et l'extension de la capacité (29%). Pour les grandes entreprises, leurs investissements sont plus destinés à étendre leur capacité de production.

En terme d'emplois, deux divisions d'activités se distinguent à savoir : le commerce de détail, l'auxiliaire de transport. Ces deux branches emploient 42,4% des emplois de la région. Particulièrement, le commerce de détail a une productivité apparente élevée par rapport au auxiliaire de transport, d'autant plus qu'un emploi génère 2.641.000 Ariary de valeur ajoutée.

En analysant les investissements, le commerce occupe toujours la première place tandis que l'Hôtel et restaurant possède une productivité apparente deux fois plus élevée que celle du commerce (respectivement 5.864.800 Ariary contre 2.641.000 Ariary).

1.20. La région de Menabe

La région de Menabe renferme en 2004 quelques 2.012 entreprises privées formelles qui pourvoient quelques 4.899 emplois pour la population de la région. Ces entreprises, faisant pour l'ensemble un montant de 41.194 millions d'Ariary de chiffres d'affaires, ont généré une valeur ajoutée de 30.542 millions d'Ariary.

Tableau 40 : Typologie des entreprises de la région de Menabe

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Ensemble
Effectif	Nombre	2 002	10	2 012
Emploi total	Nombre	4 592	307	4 899
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	14 811 947	26 382 559	41 194 506
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	11 558 455	18 984 039	30 542 494
Actif Immobilisé	Millier Ariary	23 855 969	6 703 728	24 214 800
Investissement	Millier Ariary	23 855 969	358 830	24 214 800
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	2 517	61 888	6 235
Productivité apparente du capital		1,1	2,83	1,77

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Pour la région de Menabe, l'investissement total s'élève à 24 214 millions d'Ariary dont plus de 98% est dû aux micro-entreprises qui, d'ailleurs, représentent plus de 99% des entreprises formelles de la région. Les PMI/PME pourtant de faible effectif (10 au total) affichent une performance exceptionnelle en terme de rendement si l'on s'en tient aux chiffres liés à leur productivité apparente du travail et du capital. D'autre part, force est de remarquer qu'une assez meilleure tendance se dessine au niveau de ces PME/PMI en terme d'utilisation des investissements. En effet, 24,8% de leurs investissements sont destinés à la modernisation de leur processus de production et surtout 63,8% de leurs investissements sont réalisés pour étendre leur processus de production. Même de faible envergure, ces observations, toutefois, montrent toutes les potentialités de la région en terme de développement du tissu industriel.

Du point de vue activité, l'on note surtout l'importance notable en terme d'investissement de certaines activités comme celles liées à la construction et aux industries alimentaires dans la région de Menabe. Ceci, une fois de plus, montre les potentialités affichées par cette région en terme de croissance et développement industriel.

1.21. La région de Diana

La région de Diana a compté 14.852 entreprises qui emploient 30.319 personnes. Ces entreprises ont assuré les 2,1% de la valeur ajoutée nationale. Elles ont formé 7% de l'emploi national. Elles ont fourni 3 millions d'Ariary pour la productivité de travail dans la région.

Tableau 41 : Typologie des entreprises de la région de Diana

Indicateurs	Unité	Micro-entreprise	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	14 486	353	13	14 852
Emploi total	Nombre	22 556	6 120	1 643	30 319
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	93 278 296	42 401 270	4 373 309	140 052 875
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	66 365 059	21 900 964	3 148 888	91 414 910
Actif Immobilisé	Millier Ariary	80 888 980	62 170 010	4 443 360	147 502 350
Investissement	Millier Ariary	4 226 848	32 657 141	3 314 532	40 198 521
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	2 942	3 579	1 917	3 015
Productivité apparente du capital		0,8	0,4	0,7	0,6

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Parmi ces 14.852 d'entreprises, 97,5% exercent des activités micro-entreprises et représentent 74,4% de l'emploi, 66,6% de chiffre d'affaires et 73,5% de la valeur total de la région. Les PME/PMI peuvent jouer un rôle économique important pour la localité. Elle ont détenu 20,2% de l'emploi, 30% de chiffre d'affaires et de 24% de la valeur ajoutée total de la région. De plus, elles affichent une valeur plus importante que les autres entreprises dans la productivité du travail (3,6 millions d'Ariary). Il est recensé 13 grandes entreprises qui emploient 1 643 personnes. Elles ont généré une valeur ajoutée d'environ 4,4 milliards d'Ariary. Elle permet de créer une valeur 1,9 millions d'Ariary sur la valeur ajoutée des entreprises locales. Par contre, leur investissement est faible d'un montant de 3,3 milliards d'Ariary (8,3% de l'investissement total de la région).

Le montant investi par les entreprises dans cette région s'élève 40 milliards d'Ariary. 81% de ces investissements faits sont détenus pour les PME/PMI. Dans l'ensemble, 67% des investissements sont destinés pour le renouvellement d'équipements usagés, 16% pour la modernisation, 3% pour l'extension des capacités de production. Pour les grandes entreprises, presque tous les investissements faits sont destinés pour le renouvellement d'équipements usagés.

En terme de création d'emplois et d'investissement, les divisions porteuses sont « commerce de détail et réparation d'articles domestiques », « commerce de gros » et « Hôtels et restaurants ». Ces trois principales divisions représentent 96% de l'emploi et 97% des investissements de la région. Parmi ces trois principales divisions, les « hôtels et restaurants » détiennent la valeur des investissements la plus importante s'élevant à 31 milliards d'Ariary. Les commerces de gros contribuent largement pour la création de la valeur ajoutée de la région.

1.22. La région de SAVA

La région SAVA dégage une valeur ajoutée de 179 milliards d'Ariary sur les 200 milliards d'Ariary de chiffre d'affaires réalisé, ce qui représente 4,11% de la valeur ajoutée nationale. Ce chiffre place la région au second rang national en terme de création de valeur ajoutée, juste derrière la région Analamanga. Dans la localité, il est recensé 4 983 entreprises employant 12 597 personnes. La productivité apparente du travail est élevée, de l'ordre de 14 212 000 Ariary par employé. Les investissements s'élèvent à 6,1 milliards d'Ariary, dont 41% a servi au renouvellement des équipements usagés, 9% à la modernisation des entreprises et 10% à l'extension des activités.

Tableau 42 : Typologie des entreprises de la région SAVA

Indicateurs	Unité	Micro-entreprises	PME/PMI	Grandes entreprises	Ensemble
Effectif	Nombre	4 841	138	4	4 983
Emploi total	Nombre	8 877	3 223	497	12 597
Chiffre d'affaires	Millier Ariary	144 971 056	49 848 956	5 495 889	200 315 901
Valeur Ajoutée	Millier Ariary	132 968 381	41 722 856	4 343 193	179 034 429
Actif Immobilisé	Millier Ariary	72 984 981	7 235 552	1 110 464	81 330 997
Investissement	Millier Ariary	3 559 602	2 399 685	183 604	6 142 892
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	14 979	12 943	8 739	14 212
Productivité apparente du capital		1,82	5,77	3,91	2,2

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

L'économie locale se base sur ses 4.983 micro-entreprises qui emploient 70% de la main-d'œuvre des entreprises et assurent 72% du chiffre d'affaires. La région compte aussi à son actif 4 grandes entreprises qui cumulent un chiffre d'affaires de 5,5 milliards d'Ariary et créent une valeur ajoutée de 4,3 milliards d'Ariary. De même, les 138 PME/PMI sont tout aussi performantes avec la productivité apparente du capital la plus élevée de la région et des investissements de 2,4 milliards d'Ariary dont 34% utilisé dans le renouvellement des équipements, 19% à la modernisation et 24% à l'extension des activités. Il est à noter que dans la région SAVA, la productivité apparente du travail est une fonction négative de la taille de l'entreprise.

En terme de création d'emplois, les divisions porteuses sont « Commerce de détail », « Construction » et « Commerce de gros ». Il s'agit essentiellement de micro-entreprises telles que des épiceries, des commerçants d'articles d'habillement et de tissus, des grossistes, et des entreprises spécialisées dans le BTP. Ces trois principales divisions occupent 82% des emplois des entreprises locales. Les productivités apparentes du travail des divisions « Commerce de gros » et « Commerce de détail » sont élevées, respectivement de 19 millions et de 35 millions d'Ariary. Inversement, la productivité des travailleurs de la division « Construction » est très en dessous de la moyenne régionale.

En terme d'investissement, les divisions « Commerce de détail », « Commerce de gros » et « Construction » gardent aussi les trois premières places. D'un montant total de 5,4 milliards d'Ariary, les investissements de ces trois premières divisions représentent 88% du total des investissements réalisés dans la région.

Après cette vision des régions une à une, il est évident que l'étude ne saurait être complète qu'en examinant une analyse comparative des régions.

2. Analyse comparative des régions

Trois paramètres vont servir à cette comparaison : la valeur ajoutée, la productivité apparente et l'investissement.

2.1. Selon la valeur Ajoutée

L'activité des entreprises formelles de Madagascar se concentre dans la région d'Analamanga qui abrite 57% des unités existantes. La Valeur Ajoutée dégagée par les entreprises de la région représente 79% de l'ensemble. Et la région occupe les 65% des salariés. La lecture de ces chiffres nous indique un déséquilibre flagrant entre Analamanga et les autres régions. Ce déséquilibre est le corollaire immédiat de la taille de la région d'Analamanga. Cet effet de taille peut toutefois cacher une disparité intéressante. En terme de moyenne, les entreprises d'Analamanga sont supplantées par celles de Sava au vu de la valeur ajoutée. Une entreprise de Sava arrive à créer en moyenne 35 millions d'Ariary de VA. Ce niveau est le fait de la performance remarquable des micro-entreprises de la région qui ont dégagé la plus grande Valeur ajoutée (en moyenne avec 27 millions d'Ariary). Sans parler de la bonne tenue des PME/PMI avec 140 millions d'Ariary de Valeur ajoutée en moyenne.

Tableau 43 : Répartition de la Valeur ajoutée selon les régions et les types d'entreprises

Région	VA (millier d'Ariary)	Tx_VA (%)	VA MOYENNE (Unité : milliers d'Ariary)			
			Ensemble	Grande entreprise	PME/PMI	Micro- entreprise
Analamanga	3 426 347 065	58	28 614	1 902 021	141 553	9 573
Vakinankaratra	69 027 792	42	7 924	495 256	25 728	4 210
Itasy	14 174 639	70	4 930		26 661	3 554
Bongolava	2 279 429	20	1 584		11 837	1 040
Haute matsiatra	36 159 263	64	5 256		17 945	3 277
Amoron'i mania	8 812 974	43	6 625	3 330 278	11 433	2 622
Vatovavy- fitovinany	44 378 197	55	8 198	102 600	48 099	3 423
Ihorombe	2 107 678	66	3 480		20 945	1 531
Atsimo atsinanana	4 283 007	66	6 227		12 941	5 344
Atsinanana	122 246 378	54	10 839	1 213 236	29 792	6 484
Analanjorofo	29 341 712	41	5 474	1 679 217	6 088	5 024
Alaotra mangoro	52 705 212	49	7 744		52 024	5 061
Boeny	67 113 827	48	11 233	1 057 434	43 131	3 030
Sofia	10 464 016	68	3 055		11 576	2 195
Betsiboka	1 298 298	28	1 504		4 024	997
Melaky	2 566 858	56	3 525	119 798	4 911	2 611
Atsimo andrefana	121 780 150	85	23 372	116 938	46 538	19 891
Androy	2 907 668	69	6 005		15 408	4 845
Anosy	18 408 711	60	11 126	174 071	59 250	1 599
Menabe	30 542 494	74	15 183		152 950	5 606
Diana	91 414 910	65	6 155	242 183	35 829	3 534
Sava	179 034 429	89	35 931	1 085 798	140 223	27 888

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

L'analyse du tableau montre une situation alarmante dans les régions de Bongolava et de Betsiboka. En effet, ces régions se distinguent par la faible VA dégagée par entreprise et le faible taux de VA. L'explication de la situation diffère d'une région à l'autre. En effet, dans la région de Bongolava, la consommation intermédiaire pèse lourde aux entreprises. La consommation intermédiaire se situe à 78% du CA dans l'ensemble. Par contre, ce taux est viable dans la région de Betsiboka avec 48% mais c'est le niveau de production des entreprises formelles de la région qui est faible.

Les entreprises de la Sava et de l'Atsimo Andrefana sont les plus performantes en terme de création de Valeur ajoutée. On enregistre au niveau de ces deux régions une valeur ajoutée dégagée par entreprise parmi les plus élevées et un taux de valeur ajoutée le plus fort se situant à plus de 80%.

2.2. Selon la productivité apparente

L'étude de la performance de l'entreprise passe également par l'examen du rendement de la main d'œuvre utilisé par chaque entreprise. Ce phénomène est analysé soit selon la productivité apparente du travail soit d'après la valeur ajoutée créée par un travailleur.

Tableau 44 : Répartition de la productivité apparente selon les régions et les types d'entreprises

Région	Productivité apparente du travail (millier d'Ariary)			
	Ensemble	Grande entreprise	PME/PMI	Micro-entreprise
Analamanga	7 022	4 038	11 449	5 776
Vakinankaratra	2 753	3 575	2 928	2 511
Itasy	2 394		3 861	2 028
Bongolava	1 025		1 369	890
Haute matsiatra	1 506		1 420	1 589
Amoron'i mania	1 909	8 025	1 372	1 250
Vatovavy- fitovinany	3 003	590	4 300	2 119
Ihorombe	1 552		2 742	933
Atsimo atsinanana	1 942		1 549	2 112
Atsinanana	3 065	3 262	2 230	3 801
Analanjorofo	1 809	2 115	735	2 422
Alaotra mangoro	3 559		6 619	2 764
Boeny	2 299	1 354	3 005	1 543
Sofia	1 260		1 103	1 364
Betsiboka	471		459	481
Melaky	925	648	588	1 151
Atsimo andrefana	8 290	568	4 824	11 396
Androy	2 680		1 657	3 538
Anosy	2 351	614	4 590	862
Menabe	6 235	1	21 148	2 745
Diana	3 015	1 916	3 877	2 633
Sava	14 212	8 739	9 842	17 202

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

L'analyse comparative des régions montre le fort rendement des travailleurs de Sava. En effet, ces travailleurs sont les seuls sur tout Madagascar à générer une VA par travailleur supérieur à 10 millions d'Ariary. Il y a, également, la forte capacité des régions de Atsimo Andrefana, d'Analamanga et de Menabe qui ont un rendement par travailleur se situant entre 5 à 10 millions d'Ariary. A côté de ces régions, on remarque la faible performance des salariés des régions de Betsiboka et de Melaky qui présentent une création de VA moins de 1 million d'Ariary par travailleur. L'explication de ce bas niveau de rendement des employés se trouve au niveau des PME pour la région de Melaky et pour tout l'ensemble des entreprises pour Betsiboka.

2.3. Selon l'investissement

Concernant les investissements effectués en 2004, la région d'Analamanga est ressortie encore une fois du lot. La région a attiré les 89% des investissements de l'ensemble des entreprises formelles, soit une valeur de 1 511 milliards d'Ariary. En fait, la région dispose en son sein des grandes entreprises qui sont très actives en matière d'investissement. Ces dernières ont apporté les 70% des investissements et ont présenté un taux d'investissement de l'ordre de 168%.

Tableau 45 : Répartition des investissements selon les régions et les types d'entreprises

Région	Investissement	Répartition (%)			Taux d'investissement (%)			
		Grande	PME/PMI	Micro	Ensemble	Grande	PME/PMI	Micro
Analamanga	1 511 570 505	70,07	22,62	7,30	44,12	168,22	33,42	10,79
Vakinankaratra	4 422 323	43,87	13,45	42,68	6,41	44,77	1,91	6,06
Itasy	14 403 631		7,04	92,96	101,62		10,55	139,36
Bongolava	954 506		4,84	95,16	41,87		3,25	63,92
Haute matsiatra	16 339 950		70,96	29,04	45,19		59,46	24,33
Amoron'i mania	441 039	32,54	15,72	51,74	5,00	4,31	2,40	7,89
Vatovavy- fitovinany	1 535 191		78,87	21,13	3,46		7,31	1,96
Ihorombe	231 205		98,63	1,37	10,97		27,34	0,38
Atsimo atsinanana	406 127		47,25	52,75	9,48		5,91	6,60
Atsinanana	26 544 776	11,40	38,55	50,05	21,71	14,86	15,74	20,44
Analanjorofo	6 275 520	49,19	25,42	25,39	21,39	183,84	6,81	6,80
Alaotra mangoro	1 936 579		26,10	73,90	3,67		1,56	4,41
Boeny	5 724 230	17,10	56,60	26,30	8,53	18,11	21,91	10,18
Sofia	4 327 802		13,44	86,56	41,36		8,52	54,86
Betsiboka	425 033		74,40	25,60	32,74		44,17	15,19
Melaky	453 883		22,57	77,43	17,68		5,70	19,55
Atsimo andrefana	34 286 158		9,20	90,80	28,15		3,50	34,53
Androy	100 795		3,88	96,12	3,47		0,19	4,64
Anosy	6 927 659	47,32	39,79	12,88	37,63	269,06	123,55	40,01
Menabe	24 214 800		2,03	97,97	79,28		4,66	225,11
Diana	40 198 521	8,25	82,78	8,97	43,97	105,26	68,58	7,43
Sava	6 142 892	2,99	45,22	51,79	3,43	4,23	2,14	2,45

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

La situation dans les régions de Menabe et de Itasy mérite d'être soulignée. En effet, la performance des entreprises en terme d'investissement y est remarquable. Le taux d'investissement est très élevé dans ces régions. En fait, il s'agit surtout des apports des micro-entreprises. Le taux d'investissement des micro-entreprises de Menabe est de 225% et celui de Itasy de 139%. De plus, il y a des régions où la propension des entreprises à investir est moindre. Les entreprises de ces régions ont enregistré un taux d'investissement inférieur à 10%. Il s'agit des régions de Sava, de Vatovavy Fitovinany, d'Androy, d'Alaotra Mangoro, de Vakinankaratra, d'Amoron'i Mania, de Boeny et d'Atsimo Atsinanana.

L'analyse des investissements de PME/PMI de Madagascar fait ressortir quelques constats. On peut classer les régions suivant 4 classes. Il y a tout d'abord la région de Anosy qui a enregistré en 2004 un taux d'investissement des PME plus de 100%. Ensuite, il y a les régions de Diana et de Haute Matsiatra qui ont eu un taux d'investissement des PME se situant entre 50% et 100%. Ensuite, il y a un groupe de région composé de Analamanga, Ihorombe, Atsinanana, Boeny, Betsiboka et Itasy dont le taux d'investissement des PME s'est située entre 10% et 50%. Enfin, il y a un groupe de régions où le taux d'investissement des PME est très faible, se situant au -dessous de 10%.

Tableau 46 : Destination des investissements selon les régions (en %)

Région	1	2	3	4	5	6	7
Analamanga	65,86	8,51	5,70	2,20	3,99	4,13	9,62
Vakinankaratra	62,99	12,75	2,05	1,27	7,15	2,93	10,85
Itasy	20,52	1,57	66,49	0,07	4,48	4,19	2,68
Bongolava	49,85	18,97	12,33	3,69	6,66	2,41	6,10
Haute matsiatra	31,59	9,59	8,79	20,08	29,06	0,03	0,87
Amoron'i mania	95,66	1,52	2,76				0,06
Vatovavy- fitovinany	78,22	2,21	7,88	0,94	1,51	2,18	7,06
Ihorombe	51,45	23,19	16,49	0,73	3,71	4,41	
Atsimo atsinanana	42,49	14,09	43,09			0,01	0,33
Atsinanana	53,89	14,94	18,70	1,31	2,72	0,13	8,30
Analanjorofo	80,72	3,79	4,17	1,08	4,86	0,21	5,17
Alaotra mangoro	44,98	17,70	20,08	1,58	9,35	1,79	4,52
Boeny	41,66	23,69	3,67	4,20	16,17	0,86	9,74
Sofia	45,05	18,58	5,91	1,81	1,68	0,34	26,62
Betsiboka	62,03	6,59		29,79		1,60	
Melaky	35,53	64,47					
Atsimo andrefana	47,61	17,26	3,45	5,42	14,86	4,74	6,66
Androy	72,18			5,23	3,78	18,81	
Anosy	39,77	11,42	12,76	4,52	2,50	0,73	28,30
Menabe	13,41	41,96	19,50	0,10	0,23	0,15	24,65
Diana	39,86	15,25	10,30	8,06	10,21	0,38	15,94
Sava	37,85	4,12	3,67	2,70	34,30	0,18	17,17

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

1 : Renouvellement ; 2 : Modernisation ; 3 : Extension ; 4 : Sécurité ; 5 : Condition de travail ; 6 : Environnement ; 7 : Autres.

L'investissement effectué durant l'année 2004 par les entreprises a été destiné surtout au renouvellement d'équipements usagés, de l'entretien et de la maintenance. Toutefois, deux groupes de régions sortent du lot. Le premier groupe renferme Menabe et Melaky où l'opération d'investissement a été utilisée pour une modernisation des procédés de fabrication, soit en améliorant les procédés existants, soit en introduisant des techniques nouvelles de production, soit en introduisant les NTIC. Le deuxième est composé de l'Itasy et d'Atsimo Atsinanana avec l'importance considérable de la part des investissements orientée vers l'extension des capacités de production.

Les régions de Sava et de Haute Matsiatra se distinguent également par le fait de l'importance des investissements effectués pour l'amélioration des conditions de travail. L'analyse des sources de financement fait ressortir des différences intéressantes entre les régions. En effet, il y a une différence de comportement des entreprises formelles. Une opposition est remarquée entre les entreprises qui ont recours aux usuriers et, ceux utilisant plutôt leurs fonds propres et ceux qui s'adressent aux autres institutions financières pour le financement de leur investissement. Les régions de Diana et de Sofia se caractérisent par le recours des entreprises formelles aux usuriers. Les régions de Sofia et d'Atsimo Andrefana font, par contre, recours aux institutions financières autres que les banques. Le recours à la banque pour des opérations d'investissement est important dans les régions d'Amoron'i Mania (32%), de Melaky (17%), de Vakinankaratra (13%) et de Sava (11%). L'utilisation du fonds propre est la plus courante dans tout Madagascar. Des régions comme Androy, Betsiboka, Bongolava et Ihorombe se distinguent par le fait que 100% des investissements réalisés proviennent des fonds propres des entreprises formelles.

Tableau 47 : Financement des investissements par région. (en %)

région	Fonds propres	Banque	Autres institutions	Usuriers	Subvention
Analamanga	88,16	6,90	4,43	0,03	0,47
Vakinankaratra	85,87	13,32	0,00	0,00	0,80
Itasy	89,99	0,96	0,08	0,02	8,95
Bongolava	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Haute matsiatra	87,28	0,76	7,51	1,94	2,51
Amoron'i mania	64,83	32,54	0,00	0,00	2,63
Vatovavy- fitovinany	91,11	8,59	0,00	0,00	0,29
Ihorombe	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Atsimo atsinanana	41,71	0,00	0,00	57,97	0,32
Atsinanana	78,55	0,09	2,54	0,03	18,79
Analanjorofo	91,02	6,25	0,03	2,01	0,68
Alaotra mangoro	91,34	0,17	6,24	0,00	2,24
Boeny	91,42	5,97	1,67	0,26	0,67
Sofia	42,14	0,19	30,53	9,75	17,40
Betsiboka	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Melaky	62,09	17,36	0,00	8,10	12,45
Atsimo andrefana	46,17	2,51	50,99	0,07	0,25
Androy	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Anosy	68,84	6,07	25,07	0,00	0,01
Menabe	92,82	2,76	4,42	0,00	0,00
Diana	20,09	1,75	0,18	76,90	1,08
Sava	78,77	11,08	3,26	3,67	3,21

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

C'est ce qui clôt la partie de ce document qui a étudié les caractéristiques des entreprises. Il est temps de passer à l'observation de l'environnement dans lequel évoluent ces sociétés.

Chapitre 3 : L'environnement des affaires

L'environnement des affaires est traité, dans ce chapitre, sur la base des trois axes d'analyse suivants :

- D'abord, les perspectives d'évolution des entreprises des secteurs industriel et tertiaire,
- Ensuite, l'accès au crédit,
- En dernier lieu, l'accès à la terre.

1. Perspectives d'évolution des entreprises des secteurs industriel et tertiaire

Globalement, les opinions des entrepreneurs divergent quant aux perspectives d'évolution des entreprises des deux secteurs confondus. Certains pensent que l'environnement actuel est favorable au développement de leurs activités. Par contre, d'autres sont pessimistes et trouvent qu'il y a lieu d'améliorer ou de réviser les règles du jeu dans l'administration des affaires, ainsi que les pratiques et les comportements des différents acteurs au service des entreprises.

L'analyse des perspectives portera ici sur :

- Primo, l'évolution des différents indicateurs du développement des activités des entreprises,
- Secundo, les stratégies de croissance envisagées par elles, et enfin ;
- Tertio, leur perception de l'influence des différentes réformes dictant les conduites et la gestion des affaires tant sur le plan national qu'international.

1.1. Perspectives d'évolution de la production, des ventes et des prix

Les perspectives d'évolution de la production, des ventes et des prix seront examinées selon les quatre critères d'analyses suivants : la branche d'activités, la taille forme juridique, la branche et la taille.

Concernant les perspectives d'évolution de la production, l'hypothèse retenue est que les facteurs de production actuels ne subissent aucun changement en termes d'investissement et de recrutement. Il s'agit tout simplement de savoir quel est le taux d'évolution de production possible pour l'entreprise en exploitant au maximum ses facteurs de production actuels.

1.1.1. Analyse des perspectives d'évolution par branche d'activités

Sur une moyenne de 18,6% de croissance de production envisagée par l'ensemble du groupe, la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » occupe la première place avec un pourcentage de 46,6%. Elle est suivie de celle des « activités extractives » avec 44,3% de croissance. Et, en troisième lieu, ex-aequo, arrivent les branches « constructions » et « activités financières » avec 33,1% respectivement.

Concernant les perspectives d'accroissement des ventes, sur un taux moyen de 14,2% pour l'ensemble du groupe, la branche « activités extractives » arrive en premier lieu avec un pic de 50,7%. Elle est suivie de loin des branches « constructions et activités financières » avec respectivement 30,8% et 23,5% de croissance des ventes envisagée.

Quant au prix, sur 13,7% d'augmentation moyenne, envisagée par toutes les branches confondues, la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » arrive en premier lieu, avec 34,0%. Sans nul doute que la JIRAMA tire ses résultats vers le haut. La branche activités financières vient en deuxième lieu avec 22,7%. Les taux d'évolution des prix envisagés par les entreprises des autres branches varient autour de 12,2% à 17,9%.

Pour ces trois variables : production, ventes et prix prises dans son ensemble, c'est la branche « transport, auxiliaires de transport et communication » qui vient en dernière position, avec des taux d'évolution de 8,7%, 10,4% et 13,2% respectivement. Ce qui signifie que les entreprises de cette branche n'envisagent pas une croissance intensive en termes de production et de vente. . Bref, cela est un peu paradoxal étant donné la priorité donnée à la construction de routes et l'installation du backbone national en fibre optique à Madagascar.

Tableau 48 : Analyse des perspectives d'évolution par branche d'activités

Branche d'activité	Evolution en %		
	production	vente	prix
Activités extractives	44,3	50,7	12,2
Activités de fabrication	26,4	16,6	14,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	46,6	19,4	34,0
Construction	33,1	30,8	17,9
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	14,0	13,7	13,4
Hôtels et restaurants	21,3	14,6	16,4
Transports, auxiliaires de transport et communications	8,7	10,4	13,2
Activités financières	39,1	23,5	22,7
Immobilier, location et services aux entreprises	23,3	21,9	15,3
Autres	14,7	14,1	14,7
Total	18,6	14,2	13,7

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.1.2. Analyse des perspectives d'évolution selon la taille de l'entreprise

L'analyse selon la taille d'entreprise montre que sur les 18,6% de croissance de production moyenne souhaitée par l'ensemble des entreprises enquêtées, les PME/PMI arrivent en premier lieu, avec un taux de croissance de 29,3%. Elles sont suivies des grandes entreprises avec 22,1%. Les micro-entreprises, en dernière position, n'envisagent qu'un taux d'évolution de production de 16,2% avec leurs facteurs de productions actuels.

Concernant le taux d'accroissement des ventes envisagé, sur une moyenne de 14,2% pour l'ensemble du groupe, c'est encore les PME/PMI qui sont en tête avec 25,6%. Elles sont suivies des grandes entreprises avec une possibilité de 19,8% de croissance des ventes. Les micro-entreprises restent encore en dernière position avec 12,8%.

Pour ce qui est de taux d'accroissement des prix, c'est toujours les PME/PMI qui envisagent un accroissement élevé (de l'ordre de 16,8%). Elles sont talonnées par les grandes entreprises avec 15,7% et les micro- entreprises, à la dernière place, avec 13,4% d'augmentation des prix envisagés.

Tableau 49 : Analyse des perspectives d'évolution par taille

Type d'entreprise	Evolution en %		
	Production	vente	prix
Micro-entreprise	16,2	12,8	13,4
PME/PMI	29,3	25,6	16,8
Grandes entreprises	22,1	19,8	15,7
Total	18,6	14,2	13,7

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.1.3. Analyse des perspectives d'évolution par forme juridique

Sur une moyenne de 18,6% d'augmentation de la production estimée par l'ensemble du groupe, les SARL/EURL se trouvent en premier lieu avec 30,6%. Les SA et SAU viennent en deuxième lieu avec 24,7%. Les EI sont en troisième lieu, et envisagent un taux d'augmentation de production de l'ordre de 18,3%.

En ce qui concerne le taux d'accroissement des ventes, ce sont encore les SARL et EURL qui arrivent en tête, avec une moyenne de 24,4%. Elles sont suivies par les SA et SAU avec 20%, et les EI, en dernier lieu, avec une moyenne envisagée de 14,0% d'augmentation des ventes.

Quant aux prix, les SARL et EURL occupent la première place, avec une estimation de la volonté d'accroissement des prix moyenne de 18,0%. Les EI viennent en deuxième place avec 13,7%, et les SA/SAU, en dernière place, avec 12,9% d'accroissement envisagé.

Tableau 50 : Analyse des perspectives d'évolution par forme juridique

Forme juridique	Evolution en %		
	Production	vente	prix
SA et SAU	24,7	20,0	12,9
SARL et EURL	30,6	24,4	18,0
EI	18,3	14,0	13,7
Total	18,6	14,2	13,7

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Ces conclusions sont certes intéressantes mais il reste à voir comment se présentent les résultats si les critères sont combinés.

1.1.4. Analyse des perspectives d'évolution par branche d'activités et par taille

Les entreprises, prises par branche d'activités et taille d'une façon combinée, qui arrivent, en premier lieu, avec un taux moyen de 80,0% d'augmentation de production, sont des PME/PMI de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ». Elles sont suivies en deuxième lieu par les grandes entreprises de la branche « hôtels et restaurants » avec 57,9%. Et en troisième lieu se trouvent les micro-entreprises de la branche « activités extractives » avec 45,5% d'augmentation de production envisagée.

Tableau 51 : Analyse des perspectives d'évolution par branche et taille (en %)

Branche d'activité	Micro_entreprise			PME/PMI			Grandes entreprises		
	Production	Vente	Prix	Production°	vente	prix	Production	Vente	Prix
Activités extractives	45,4	53,3	9,2	50,0	50,0	35,0	19,7	19,3	4,8
Activités de fabrication	24,4	14,2	13,4	34,4	25,8	20,0	17,5	14,5	8,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,	50,0	60,0	80,0	8,0	10,0	2,0	4,0	40,0
Construction	22,3	14,5	18,1	35,4	35,4	16,9	25,4	25,3	25,5
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	13,4	12,8	13,2	20,1	25,9	16,4	37,1	19,9	18,9
Hôtels et restaurants	17,1	13,5	16,4	29,1	18,2	16,5	57,9	19,0	10,3
Transports, auxiliaires de transport et communications	8,4	9,8	13,5	13,6	15,2	10,0	16,9	25,2	9,6
Activités financières	0	15,0	20,0	43,9	31,5	24,4	19,0	21,0	21,5
Immobilier, location et services aux entreprises	21,6	23,1	12,2	24,5	20,0	19,1	,	31,5	12,5
Autres	16,5	12,1	14,5	8,8	46,6	17,0	17,5	8,3	8,4
Moyenne	16,2	12,8	13,4	29,3	25,6	16,8	22,1	19,8	15,7

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Celles qui désirent accroître leurs ventes et qui occupent la première place avec un taux moyen de croissance de 53,3% sont des micro-entreprises de la branche « activités

extractives ». En deuxième place, se trouvent les PME/PMI, encore de la branche « activités extractives » avec 50,0%. Et enfin, les grandes entreprises de la branche « immobilier, location et services aux entreprises » avec 31,5% de taux de croissance des ventes envisagé pour l'année prochaine.

Parmi celles qui souhaitent faire monter leurs prix et qui arrivent en première place, avec 60,0% de taux de croissance, sont les micro-entreprises de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ». Puis, les grandes entreprises de la même branche avec 40,0%, et les PME/PMI de la branche « activités extractives » avec 35,0%.

Enfin, il paraît important de signaler les observations suivantes sur l'opinion de certaines entreprises :

- les micro-entreprises de la branche « transport, auxiliaires de transport et communications » n'envisagent qu'une possibilité de 8,4% d'augmentation de leur production ;
- les entreprises qui occupent la dernière place, en terme de taux de croissance des ventes, sont des grandes entreprises de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » avec tout juste 4,0% ;
- les entreprises de la branche « activités extractives » se placent en dernière position si l'on se réfère au taux d'accroissement des prix envisagé avec 4,8%, et ceci concerne généralement les grandes entreprises.

1.2. Tendances de croissance du secteur industriel

Il s'agit ici d'analyser les tendances de croissance des entreprises dans le secteur industriel. Pour cela, cinq alternatives sont possibles. A savoir : une possibilité de croissance, de relance, de dégradation, de stagnation sans relance et une possibilité de stagnation avec relance dans les prochaines années. L'analyse sera menée de façon générale avant d'aborder le sujet selon les branches d'activités, la taille et la forme juridique.

1.2.1. Tendances selon les secteurs économiques

La tendance de croissance constatée par les secteurs économiques tend à se dégrader selon 36,6% des entreprises du secteur industriel et 28,8% du tertiaire. Par contre, une certaine volonté de croissance de 27,7% est constatée dans le secteur industriel et de 29,2% dans celui du tertiaire et aussi une certaine volonté de relance de 13,3% pour le secteur industriel et de 18,0% pour celui du secteur tertiaire.

D'un côté, les deux secteurs industriels et tertiaires sont en situation de stagnation sans relance selon une proportion minimale d'entreprises, 6,7% et 6,9% respectivement.

De l'autre côté, ces deux secteurs industriels et tertiaires se trouvent en situation de stagnation avec relance d'après 16,4% et 17,1% des entreprises des deux secteurs respectifs.

Tableau 52 : Tendance du secteur industriel

SECTEUR	Selon le secteur économique (en%)					Total
	Croissance	Relance	Dégradation	Stagnation sans relance	Stagnation avec relance	
Secteur industriel	27,0	13,3	36,6	6,7	16,4	100
Secteur tertiaire	29,2	18,0	28,8	6,9	17,1	100

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Autrement dit, le pessimisme est un sentiment largement majoritaire.

1.2.2. Tendance du secteur industriel par branche d'activités

Sur un ensemble de 29,0% des entreprises qui pensent qu'il y a une croissance dans le secteur industriel, 43,3% sont, en premier lieu, issues de la branche d'activités « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau », suivies, en deuxième lieu, par les entreprises de la branche d'activités « hôtels et restaurants » avec un pourcentage de 34,5%.

Concernant la possibilité de relance, d'après un ensemble de 17,5% des entreprises, 29,3% sont de la branche « activités extractives ». Elles sont suivies, en deuxième lieu, par celles de la branche d'activités « hôtels restaurants » avec un pourcentage de 18,7%.

Une tendance de dégradation du secteur est observée par un ensemble de 29,6% des entreprises. Parmi celles-ci, 38,6% et 38,0% appartiennent, respectivement aux branches d'activités « activités de fabrication » et « activités extractives ».

En ce qui concerne la tendance de stagnation sans relance envisagée par un ensemble de 6,9% des entreprises, celles de la branche « activités financières » se trouvent, en premier lieu, avec un pourcentage de 40,1%.

Enfin, sur un ensemble de 17,0% des entreprises envisageant une situation de stagnation avec relance du secteur industriel, se trouvent, en première place, celles de la branche « activité immobilière, location et services aux entreprises » avec un pourcentage de 42,9%. Elles sont suivies, en deuxième place, par celles de la branche d'activités « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » avec un pourcentage de 30,8%.

Tableau 53 : Tendance du secteur industriel par branche

Branche d'activité	Tendance en %					Total
	Croissance	Relance	Dégradation	Stagnation sans relance	Stagnation avec relance	
Activités extractives	26,3	29,3	38,0		6,4	100,0
Activités de fabrication	27,3	12,3	38,6	7,3	14,5	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	43,3	13,0		13,0	30,8	100,0
Construction	25,5	18,1	26,1	3,7	26,7	100,0
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	30,4	18,1	28,4	6,5	16,6	100,0
Hôtels et restaurants	34,5	18,7	29,4	6,7	10,8	100,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	17,7	17,0	33,7	9,0	22,6	100,0
Activités financières	22,4	5,0	6,1	40,1	26,3	100,0
Immobilier, location et services aux entreprises	14,0	18,4	22,2	2,5	42,9	100,0
Autres	15,3	15,5	27,1	23,4	18,6	100,0
Ensemble	29,0	17,5	29,6	6,9	17,0	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.2.3. Tendance du secteur industriel par taille

Pour un ensemble de 29,0% des entreprises enquêtées qui pensent à la possibilité de croissance du secteur industriel, 29,6%, en première place, sont des micro- entreprises. Celles des PME/PMI viennent en deuxième place avec un pourcentage de 24,7%.

Concernant la possibilité de relance selon un ensemble de 17,5% des entreprises, les entreprises des PME/PMI se trouvent en premier lieu, avec un pourcentage de 19,6%. En deuxième lieu, arrivent celles des micro-entreprises avec un pourcentage de 17,3%.

Par contre, 46,0% des grandes entreprises voient une dégradation du secteur industriel dans les prochaines années, et ce, sur un ensemble de 29,6% des entreprises enquêtées. Les micro-entreprises, avec un pourcentage de 30,2%, partagent les mêmes opinions.

La situation de stagnation sans relance du secteur industriel vue par un ensemble de 6,9% des entreprises, est constatée principalement par les entreprises des PME/PMI, des micro-entreprises et des grandes entreprises avec des taux respectifs de 7,2%, 6,8% à 4,3%.

Enfin, la situation de stagnation avec relance du secteur industriel, d'après un ensemble de 17,0% des entreprises qui le pensent, est prévue par 31,9%, des grandes entreprises (ce qui les met en première place). Elles sont suivies par les entreprises des PME/PMI avec un pourcentage de 23,6%.

Tableau 54 : Tendence du secteur industriel par taille

Type d'entreprise	Tendance en %					Total
	Croissance	Relance	Dégradation	Stagnation sans relance	Stagnation avec relance	
Micro_entreprise	29,6	17,3	30,2	6,8	16,2	100,0
PME/PMI	24,7	19,6	24,9	7,2	23,6	100,0
Grandes entreprises	10,3	7,4	46,0	4,3	31,9	100,0
Ensemble	29,0	17,5	29,6	6,9	17,0	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

En résumé, si pour les grandes entreprises, la situation est sans équivoque, c'est-à-dire globalement mauvaise, pour les micro-entreprises et les PME/PMI, les avis sont plus partagés.

1.2.4. Tendence du secteur industriel selon la forme juridique

Parmi les entreprises qui croient à une croissance du secteur industriel, la première place est occupée par celles des EI avec un pourcentage de 29,2%. En deuxième place, se trouvent les entreprises des SA/SAU avec un pourcentage de 16,3%.

Concernant celles qui prévoient une possibilité de relance du secteur industriel, les entreprises des SARL/EURL avec un pourcentage de 18,6% se situent en premier lieu. Les EI occupent la deuxième place avec un pourcentage de 17,5%.

Au nombre de celles qui envisagent une dégradation du secteur industriel, la première place, ex-aequo, est occupée par les entreprises des SARL/EURL et EI, avec un pourcentage de 29,6% chacune. Et en troisième place, se positionnent les entreprises des SA/SAU avec un pourcentage de 29,1%.

La situation de stagnation sans relance du secteur industriel est observée, en première place, par les entreprises des SARL/EURL. Elles sont suivies par les entreprises des SA/SAU avec un pourcentage de 7,2%, en troisième place, par celles des EI avec un pourcentage de 6,8%.

Enfin, les entreprises qui pensent à une tendance de stagnation avec relance du secteur industriel sont, en majorité, celles des SA/SAU avec un pourcentage de 34,1%. Elles sont suivies par les entreprises des SARL/EURL avec un pourcentage de 27,6%.

Tableau 55 : Tendence du secteur industriel par forme juridique

Forme juridique	Tendance en %					Total
	Croissance	Relance	Dégradation	Stagnation sans relance	Stagnation avec relance	
SA et SAU	16,3	13,4	29,1	7,2	34,1	100,0
SARL et EURL	16,0	18,6	29,6	8,2	27,6	100,0
EI	29,2	17,5	29,6	6,8	16,8	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Globalement, quel que soit leur forme juridique, les entreprises malgaches ne pensent vraiment pas devoir faire face à une stagnation sans relance.

1.3. Tendances de croissance du secteur tertiaire

Comme auparavant avec le secteur industriel, l'analyse des tendances du secteur tertiaire portera sur les cinq possibilités suivantes : croissance, relance, dégradation, stagnation sans relance et stagnation avec relance dans les prochaines années. Pour garder une uniformité dans le fil d'idée, le développement de la stratégie du secteur tertiaire se déroulera, de façon générale, avant de passer aux détails qui sont : les branches d'activités, la taille et la forme juridique.

1.3.1. Tendances par secteur économique

Une possibilité de croissance du secteur tertiaire est envisageable selon les entreprises des deux secteurs : observé par 33,8% du secteur industriel et par 34,7% du secteur tertiaire.

En ce qui concerne la possibilité de relance du secteur tertiaire, 19,7% des entreprises du secteur industriel et 17,3% du secteur tertiaire le pensent.

Par contre, les deux secteurs industriel et tertiaire imaginent une possibilité de dégradation du secteur tertiaire avec des taux respectifs de 25,6% et de 24,5%.

De même, une possibilité de stagnation sans relance est prévisible selon les entreprises des deux secteurs avec 6,3% et de 7,7% respectivement.

Enfin, certaines entreprises des deux secteurs industriel et tertiaire voient également une possibilité de stagnation avec relance du secteur tertiaire avec 14,6% et 15,8% respectivement.

Tableau 56 : Tendances du secteur tertiaire

SECTEUR	Selon le secteur économique (en%)					Total
	Croissance	Relance	Dégradation	Stagnation sans relance	Stagnation avec relance	
secteur industriel	33,8	19,7	25,6	6,3	14,6	100,0
secteur tertiaire	34,7	17,3	24,5	7,7	15,8	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Il apparaît donc que le secteur tertiaire et le secteur industriel sont en phase. C'est-à-dire que leurs appréciations sont pareilles pour la tendance de l'économie malgache.

1.3.2. Tendance du secteur tertiaire par branche d'activités

Sur un ensemble de 34,7% les entreprises qui pensent à une croissance possible du secteur tertiaire, 40,6%, ce qui en font la première position, sont issues de la branche d'activités « construction ». Elles sont suivies, en deuxième position, par celles de la branche « activités financières » avec un pourcentage de 40,1%.

Concernant les entreprises qui croient à une possibilité de relance du secteur tertiaire dans les prochaines années, sur un ensemble de 17,5%, celles de la branche d'activités « autres » arrivent en premier lieu avec un pourcentage de 32,5%. Les entreprises de la branche « activités extractives » arrivent, en deuxième lieu, avec un pourcentage de 27,7%.

Une possibilité de dégradation du secteur tertiaire, sur un ensemble de 24,6% des entreprises qui le pensent, les entreprises de la branche d'activités « construction » tiennent la première place avec un pourcentage de 32,0%. En deuxième place, se trouvent les entreprises de la branche d'activités « transports, auxiliaires de transports et communication » avec un pourcentage de 27,7%.

En ce qui concerne la possibilité de stagnation sans relance du secteur tertiaire, vue par un ensemble de 7,6% des entreprises, celles de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » se trouvent, en premier lieu, avec un pourcentage de 30,3%. Elles sont suivies, en deuxième lieu, par celles de la branche « activités financières » avec un pourcentage de 24,8%.

Enfin, les entreprises qui pensent à une stagnation avec relance du secteur tertiaire, sur un ensemble de 15,7%, les entreprises de la branche d'activités « autres » se situent en première place avec un pourcentage de 31,5% entre elles. Elles sont suivies, en ex-aequo, par les entreprises des branches « activités extractives » et « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » avec un pourcentage de 30,8% chacune.

Tableau 57 : Tendance du secteur tertiaire par branche en %

Branche d'activité	Croissance	Relance	Dégradation	Stagnation sans relance	Stagnation avec relance	Total
Activités extractives	19,8	27,7	21,7		30,8	100,0
Activités de fabrication	32,5	20,7	24,3	7,2	15,3	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	26,0	13,0		30,3	30,8	100,0
Construction	40,6	14,7	32,0	2,2	10,6	100,0
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	35,8	17,1	24,5	7,4	15,1	100,0
Hôtels et restaurants	37,7	16,1	25,5	7,9	12,7	100,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	24,3	17,1	27,7	10,5	20,5	100,0
Activités financières	40,1	11,7		24,8	23,5	100,0
Immobilier, location et services aux entreprises	32,9	19,2	10,1	7,5	30,2	100,0
Autres	23,9	32,5	4,2	7,8	31,5	100,0
Ensemble	34,7	17,5	24,6	7,6	15,7	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Il faut remarquer en tous cas l'existence de deux branches qui ne constatent aucune dégradation dans la tendance de l'économie. Pour les branches 'Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau' et 'Activités financières', la situation ne se dégrade en aucune manière.

1.3.3. Tendance du secteur tertiaire par taille

Sur un ensemble de 34,7% des entreprises qui prévoient une croissance du secteur tertiaire, les micro- entreprises se placent en tête avec un pourcentage de 35,2%, puis, les grandes entreprises avec un pourcentage de 30,0%.

17,5% de l'ensemble des entreprises pensent à une possibilité de relance du secteur tertiaire. Pour cela, les PME/PMI sont en majorité avec un pourcentage de 19,2%. Elles sont suivies par celles des micro- entreprises avec un pourcentage de 17,3%.

En ce qui concerne les entreprises envisageant une dégradation du secteur tertiaire, sur un ensemble de 24,6%, les micro- entreprises se trouvent en premier lieu, avec un pourcentage de 25,2%. En deuxième lieu, arrivent les entreprises des PME/PMI, avec un pourcentage de 19,6%.

Une possibilité de stagnation sans relance du secteur tertiaire est prévisible selon un ensemble de 7,6% des entreprises. Les micro- entreprises et les PME/PMI partagent cette idée avec le même pourcentage de 7,6%.

Enfin, parmi les entreprises qui envisagent une possibilité de stagnation avec relance du secteur tertiaire, sur un ensemble de 15,7%, les grandes entreprises se trouvent en tête avec un

pourcentage de 40,9%. Elles sont suivies en deuxième place par les entreprises des PME/PMI avec 23,7%/.

Tableau 58 : Tendances du secteur tertiaire par taille

Type d'entreprise	Tendance en %					Total
	Croissance	Relance	Dégradation	Stagnation sans relance	Stagnation avec relance	
Micro-entreprise	35,2	17,3	25,2	7,6	14,7	100,0
PME/PMI	29,9	19,2	19,6	7,6	23,7	100,0
Grandes entreprises	30,0	14,5	13,8	0,9	40,9	100,0
Ensemble	34,7	17,5	24,6	7,6	15,7	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Incontestablement, les grandes entreprises du secteur tertiaire espèrent une relance dans le futur (raisonnement de 65,4% d'entre eux). Et sont globalement optimistes puisque 30 autres pourcents espèrent une croissance

1.3.4. Tendances du secteur tertiaire selon la forme juridique

Parmi les entreprises envisageant une possibilité de croissance du secteur tertiaire, se trouvent en première place les SA/SAU avec 36,7%, puis, en deuxième place, les entreprises des SARL/EURL avec 36,1%.

Concernant celles qui pensent réaliser une possibilité de relance du secteur tertiaire, les entreprises des SARL/EURL se trouvent à la tête avec un pourcentage de 22,6%, puis les entreprises des EI avec 17,5%.

Une dégradation du secteur tertiaire est possible selon 24,8% des EI et 12,6% des entreprises des SA/SAU.

A propos d'une prévision de stagnation sans relance de la situation du secteur tertiaire, les EI tiennent la première place avec un pourcentage de 7,6%. Elles sont suivies par les SARL/EURL avec 6,5%.

Enfin, pour celles qui pensent à une stagnation avec relance possible du secteur tertiaire, la première place revient aux entreprises des SA/SAU avec un pourcentage de 28,4%. Elles sont suivies en deuxième place par les entreprises des SARL/EURL avec 23,5%.

Tableau 59 : Tendances du secteur tertiaire par forme juridique

Forme juridique	Tendance en %					Total
	Croissance	Relance	Dégradation	Stagnation sans relance	Stagnation sans relance	
SA et SAU	36,7	17,3	12,6	4,9	28,4	100,0
SARL et EURL	36,1	22,6	11,2	6,5	23,5	100,0
EI	34,6	17,5	24,8	7,6	15,5	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Il est temps à présent de voir d'autres aspects des tendances en abordant l'extension spatiale et d'activités des secteurs économiques.

1.4. Perspectives d'extension spatiale et d'activité

Il y a lieu de comprendre ici les perspectives d'extension envisagée par les entreprises dans les trois années à venir, s'agissant de perspectives d'extension spatiale ou d'extension d'activité. Voir l'extension spatiale et d'activité est importante. L'étude portera, d'abord, sur les extensions spatiales et d'activité par secteur économique et par branche et taille. Puis, les cas d'extension d'activité par secteur économique, par branche et par branche et taille d'entreprise seront examinés.

1.4.1. Extensions spatiale et d'activité par secteur économique

D'une façon générale, 56,3% et 58,2% des entreprises des deux secteurs industriel et tertiaire envisagent une extension d'activité. Par contre, seulement 38,1% et 28,0% des entreprises des deux secteurs veulent réaliser une extension spatiale.

Tableau 60 : Perspectives d'extension spatiale et d'activité par secteur économique

SECTEUR	Spatiale	Activité
Secteur industriel	38,1	56,3
Secteur tertiaire	28,0	58,2

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.4.2. Extensions spatiale et d'activité par branche

En ce qui concerne les perspectives d'extension spatiale par branche, les entreprises de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » occupent la première place avec 56,7% pour réaliser cette extension. Elles sont suivies en deuxième place, par celles de la branche « autres » avec 43,3%.

Pour les perspectives d'extension d'activités par branche, les entreprises de la branche « autre » y pensent en majorité avec 66,8%, puis celles de la branche « construction avec 66,2%.

Tableau 61 : Perspectives d'extension spatiale et d'activité par branche

Branche d'activité	Spatiale	Activité
Activités extractives	29,3	53,4
Activités de fabrication	39,9	54,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	56,7	43,3
Construction	28,0	66,2
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	27,9	52,9
Hôtels et restaurants	36,5	57,5
Transports, auxiliaires de transport et communications	20,2	51,4
Activités financières	30,3	39,4
Immobilier, location et services aux entreprises	32,2	53,2
Autres	43,3	66,8

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Apparemment, les constructions de routes n'enthousiasment pas les transporteurs à aller dans tout madagascar. En effet, seuls 20,2% d'entre eux prévoient une extension spatiale. En revanche, la croissance actuelle profiterait à la construction. Il est à remarquer que 66,2% des entreprises du tertiaire de cette branche sont surs d'une augmentation de leur activité.

1.4.3. Extensions spatiale et d'activité par branche et taille

- Concernant les perspectives d'extension spatiale

Sur un ensemble de 27,4%, 100% des entreprises des micro-entreprises de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » envisagent une extension spatiale. Elles sont suivies, de loin, par 40,2% des entreprises de la branche « autres ».

Sur un ensemble de 42,6%, 73,8% des entreprises des PME/PMI de la branche « autre » prévoient une extension spatiale, puis 56,3% de celles de la branche « hôtels et restaurants ».

Sur un ensemble de 29,1%, 100% des grandes entreprises de la branche « autres » projettent une extension spatiale. Après elles, se trouvent 82,3% de celles de la branche « activités financières »

En somme, les plus bas pourcentages, en terme d'extension spatiale, se rencontrent dans les branches d'activités suivantes : la construction pour les micro entreprises à hauteur seulement de 8,8% mais aussi 'transport, auxiliaires de transports et communication' pour les PME/PMI : 10,3% et 'Hôtels et Restaurants' pour les grandes entreprises avec un pourcentage de 22,5%.

- Concernant les perspectives d'extension d'activités

Sur un ensemble de 52,5%, 100% des micro-entreprises de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » envisagent ce genre d'extension, viennent après elles 65,1% de celles de la branche « autres »

Sur un ensemble de 61,7%, 100% des entreprises des PME/PMI de la branche « activités extractives » souhaitent réaliser cette extension, suivies par 84,8% de celles de la branche « autres ».

Sur un ensemble de 49,5%, 100% des grandes entreprises de la branche d'activités « activités financières » pensent effectuer cette extension d'activités. Et viennent après elles 83,0% de celles de la branche d'activités « Hôtels et Restaurants ».

En ce qui concerne l'extension d'activité, les plus bas pourcentages se rencontrent dans les branches d'activités : 'activités extractives' pour les micro entreprises (40,3%), 'activités financières' pour les PME/PMI (26,6%) et 'autres' pour les grandes entreprises (0%).

Après les perspectives, il serait intéressant d'observer maintenant des cas spécifiques d'extension, d'abord en globalité puis en détails par branche.

Tableau 62 : Perspectives d'extension spatiale et d'activité par branche et taille

branche d'activité	Spatiale			Activité		
	Micro-entreprise	PME/PMI	Grande entreprise	Micro-entreprise	PME/PMI	Grande entreprise
Activités extractives	33,2	21,1	22,9	40,3	100,0	25,6
Activités de fabrication	37,9	46,6	39,6	53,6	59,9	20,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	100,0		77,1	100,0	57,1	22,9
Construction	8,8	30,6	75,7	54,5	73,0	39,4
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	26,7	44,1	44,6	52,2	61,8	66,8
Hôtels et restaurants	32,7	50,3	22,5	58,5	53,1	83,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	20,9	10,3	46,6	49,9	69,6	68,3
Activités financières	-	18,6	82,3	-	26,6	100,0
Immobilier, location et services aux entreprises	26,3	38,9	67,1	52,5	54,3	51,0
Autres	40,2	73,8	100,0	65,1	84,8	0,0
Ensemble	27,4	42,6	29,1	52,5	61,7	49,5

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.4.4. Cas d'extension d'activité par secteur économique

En cas d'extension d'activités, la question est de savoir si l'extension envisagée concerne la même activité ou s'agit-il d'une extension dans une autre branche.

Globalement, selon les entreprises enquêtées, la tendance enregistre de forts pourcentages en terme de cas d'extension d'activité dans d'autres branches pour les deux secteurs industriel et tertiaire avec : 57,6% et 68,5% respectivement.

Tableau 63 : Cas d'extension d'activité par secteur économique

Secteur	Même Activité	Autre Branche
secteur industriel	42,4	57,6
secteur tertiaire	31,5	68,5

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

En ce qui concerne le cas d'extension d'activité dans la même activité, les deux secteurs industriel et tertiaire le pensent avec des taux respectifs de 42,1% et 31,5%.

1.4.5. Cas d'extension d'activité par branche

L'analyse par branche d'activités montre des forts pourcentages d'extension d'activités dans la même activité avec un maximum de 90,9% pour la branche d'activités « constructions ».

Pour le cas d'extension d'activités dans une autre branche, les pourcentages varient d'un maximum de 51,3% pour la branche d'activités « construction » à un minimum de 9,1% pour la branche « activités financières ».

Tableau 64 : Cas d'extension d'activité par branche en %

Branche d'activité	Même Activité	Autre Branche	Total
Activités extractives	69,1	30,9	100,0
Activités de fabrication	71,7	28,3	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	85,1	14,9	100,0
Construction	48,7	51,3	100,0
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	70,0	30,0	100,0
Hôtels et restaurants	69,0	31,0	100,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	62,5	37,5	100,0
Activités financières	90,9	9,1	100,0
Immobilier, location et services aux entreprises	70,4	29,6	100,0
Autres	77,1	22,9	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Autrement dit, les activités financières sont les plus florissantes et bien entendu, aucun besoin de s'étendre vers d'autres activités. Tout le contraire de la branche construction qui admet le plus faible cas d'extension et est alors obligé de chercher ailleurs.

1.4.6. Cas d'extension d'activité par branche et taille d'entreprise

- Concernant le cas d'extension dans la même activité :
 - ✓ Sur un ensemble de 69,5%, les entreprises des micro-entreprises des branches d'activités « activités extractives » et « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » ont opté chacune à 100% pour une extension dans la même activité. Elles sont suivies par les micro-entreprises de la branche « activités financières » avec un pourcentage de 90,9%.
 - ✓ Concernant les entreprises des PME/PMI, sur un ensemble de 67,8%, la première place est occupée par celles de la branche d'activités « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » avec 100%. Elles sont suivies en deuxième place par celles de la branche « activités financières » avec 81,2%.
 - ✓ Pour les grandes entreprises, sur un ensemble de 61,1%, la première place, ex-aequo 100%, revient aux entreprises des trois branches d'activités suivantes : Activités financières, Immobilier, location et services aux entreprises, et Autres.
 - ✓ Les proportions moins importantes, en terme d'extension d'activité, dans la même activité se rencontrent dans les branches d'activités suivantes :
 - Transports, auxiliaire de transports et communication pour les micro-entreprises : 61,9% ;
 - Construction pour les PME/PMI : 36,4% ;
 - Activités extractives pour les grandes entreprises : 61,8%.

- Concernant le cas d'extension dans une autre branche :
 - ✓ Sur un ensemble de 30,5%, les entreprises des micro- entreprises de la branche d'activités « transports, auxiliaires de transports et communication » arrivent en tête avec un pourcentage de 38,1%. Elles sont suivies par celles de la branche d'activités « Hôtels et Restaurants » avec 33,8%.
 - ✓ En ce qui concerne les entreprises des PME/PMI sur un ensemble de 32,2%, la première place est occupée par celles de la branche d'activités « construction » avec un pourcentage de 63,6%. La deuxième place revient à celles de la branche d'activités « activités extractives avec 60,5%.
 - ✓ Pour les grandes entreprises, sur un ensemble de 38,9%, arrivent en première place celles de la branche d'activités « activités extractives » avec un pourcentage de 38,2%, puis celles de la branche d'activités « transports, auxiliaires de transports et communication » avec 33,4%.

- ✓ En ce qui concerne l'extension d'activité dans une autre branche d'activité les plus bas pourcentage se rencontrent dans les branches d'activités suivantes :

- Immobilier, location et services aux entreprises pour les micro-entreprises : 15,3%.
- Activités financières pour les PME/PMI : 18,8%.
- Construction pour les grandes entreprises : 5,1%.

Tableau 65 : Cas d'extension d'activité par branche et par taille (en %)

Branche d'activité	Même Activité			Autre Branche		
	Micro-entreprise	PME/PMI	Grande Entreprise	Micro-entreprise	PME/PMI	Grande Entreprise
Activités extractives	100,0	39,5	61,8	-	60,5	38,2
Activités de fabrication	69,6	77,9	89,0	30,4	22,7	11,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	100,0	100,0	77,1	-	0,0	22,9
Construction	72,7	36,4	94,9	27,3	63,6	5,1
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	70,0	70,1	78,1	30,0	29,9	21,9
Hôtels et restaurants	66,2	77,5	92,9	33,8	22,5	7,1
Transports, auxiliaires de transport et communications	61,9	68,3	66,6	38,1	31,7	33,4
Activités financières	90,9	81,2	100,0	-	18,8	
Immobilier, location et services aux entreprises	84,7	50,7	100,0	15,3	49,3	
Autres	79,7	52,7	100,0	20,3	47,3	-
Ensemble	69,5	67,8	61,1	30,5	32,2	38,9

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Il est difficile de faire l'impasse sur la sécurité des investissements. Comment elle se perçoit dans les entreprises ? Tel est le thème du point suivant.

1.5. Perception de la sécurité des investissements

La question est de connaître l'opinion des entreprises sur la sécurité des investissements, existe-t-il de sécurité ou non, et pourquoi ? L'analyse ressortira essentiellement les perceptions des différentes entreprises selon leur catégorie d'appartenance respective.

1.5.1. Perception de la sécurité des investissements par branche d'activités

La sécurité des investissements par branche d'activités n'est pas très rassurante selon les entreprises enquêtées, car les pourcentages varient d'un maximum de 43,5% pour la branche d'activités « construction » à un minimum de 18,6% pour la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ».

Tableau 66 : Perception de la sécurité des investissements

Branche d'activité	Sécurité
Activités extractives	28,0
Activités de fabrication	38,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	18,6
Construction	43,5
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	37,7
Hôtels et restaurants	42,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	30,2
Activités financières	38,8
Immobilier, location et services aux entreprises	40,9
Autres	37,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.5.2. Perception de la sécurité des investissements par secteur économique

En terme de secteur économique la sécurité des investissements s'avère, aussi, peu rassurante car les deux secteurs industriel et tertiaire s'affichent que des faibles pourcentages de 39,7% à 37,6% respectivement.

Tableau 67 : Perception de la sécurité des investissements par secteur économique

Secteur	Sécurité
secteur industriel	39,7
secteur tertiaire	37,4

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.5.3. Perception de la sécurité des investissements par taille

Selon la taille d'entreprise, les PME/PMI arrivent en tête à 42.7% pour croire en la sécurité des investissements. Elles sont suivies à 37,6% par les grandes entreprises. Bref, quelle que soit la taille des entreprises, la sécurité des investissements est, vraiment encore, mal perçue.

Tableau 68 : Perception de la sécurité des investissements par taille

Type d'entreprise	Securite
Micro-entreprise	35,5
PME/PMI	42,7
Grande entreprise	37,6

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.5.4. Perception de la sécurité des investissements par forme juridique

Par formes juridiques confondues, les entreprises SA et SAU se trouvent en tête avec 45,6% pour manifester leur croyance en la sécurité des investissements, et puis 38,3% de celles des SARL et EURL.

Tableau 69: Perception de la sécurité des investissements par forme juridique

Forme juridique	sécurité
SA	45,6
SARL	38,3
Entreprise individuelle	37,6

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.5.5. Opinions des entreprises sur la sécurité des investissements :

Compte tenu de cette analyse sur la sécurité des investissements par secteur économique, branche d'activités, taille et forme juridique confondus, les opinions des entreprises en la matière divergent et sont contradictoires.

Certaines entreprises affirment qu'il existe une certaine sécurité sur les investissements pour les raisons suivantes : La bonne gouvernance, l'existence de BIANCO, l'existence d'opportunités au niveau des marchés locaux, l'ouverture avec l'extérieur, etc.

Par contre, d'autres entreprises estiment flagrante l'insuffisance de la sécurité sur les investissements et avancent d'autres argumentations. Comme l'existence d'instabilité politique, l'existence d'instabilité économique, les problèmes de débouchés extérieurs, les soucis d'infrastructures locales, ...

L'ouverture avec l'extérieur et le problème de débouchés extérieurs sont perçus par les entreprises à la fois comme une sécurité et une insécurité pour les investissements au vu des conséquences que pourraient avoir l'intégration régionale avec entre autres la COI, le SADC, la ZEP, le COMESA.

1.6. Climat des affaires

Il est, présentement, question de savoir si tout est mis en œuvre pour favoriser un épanouissement optimal des investissements pour les secteurs économiques malgaches.

1.6.1. Climat économique pour l'épanouissement des investissements par secteur

Le climat économique pour l'épanouissement des investissements s'avère aussi peu rassurant selon les entreprises des deux secteurs, car seulement 35,6% des entreprises du secteur industriel pensent que ce climat favorise l'épanouissement des investissements. Il en est de même des 34,6% du secteur tertiaire.

Tableau 70 : Climat économique pour l'épanouissement des investissements par secteur

Secteur	épanouissement
Secteur industriel	35,6
Secteur tertiaire	34,6

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.6.2. Climat économique pour l'épanouissement des investissements par branche et par taille

Le tableau ci-après montre que, globalement, le climat économique actuel est peu favorable à l'épanouissement des investissements, car les réponses affirmatives affichées par les entreprises de différentes branches ne dépassent pas les 43,3%, et cela est enregistré par les entreprises de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ».

Par contre, en ce qui concerne la taille d'entreprise, sur un ensemble de 33,8%, les entreprises des micro-entreprises de la branche d'activités « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » arrivent en première place, avec un pourcentage de 100% en affirmant que ce climat leur est favorable. Elles sont suivies, en deuxième place, par celles de la branche d'activités « construction » avec un pourcentage de 39,9%.

Il en est de même, sur un ensemble de 43,2%, les entreprises des PME/PMI de la branche production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau occupent la première place partageant la même opinion à 100%. La deuxième place est tenue par celles de la branche d'activités « autres » avec un pourcentage de 63,6%.

Tableau 71 : Climat économique pour l'épanouissement des entreprises par branche et par taille

Branche d'activité	Réponse Affirmative	Taille d'entreprise		
		Micro-entreprise	PME/PMI	Grande entreprise
Activités extractives	27,4	20,1	46,5	57,2
Activités de fabrication	36,3	34,3	45,7	17,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	43,3	100,0	100,0	
Construction	32,2	39,9	30,8	17,3
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	35,0	34,1	47,1	40,1
Hôtels et restaurants	41,0	38,1	51,1	19,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	29,8	30,6	19,6	53,4
Activités financières	42,9	-	37,6	82,3
Immobilier, location et services aux entreprises	27,0	28,7	25,7	4,5
Autres	25,4	21,3	63,6	40,9

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Il est légitime de se demander si ces réticences à propos du climat des affaires proviendraient d'une concurrence faussée entre les différents opérateurs. Nous allons voir cela dans le paragraphe suivant.

1.7. Perception de la concurrence

L'analyse portera ici sur les opinions des entreprises sur la concurrence entre les différents opérateurs à Madagascar, est-ce qu'elle est loyale ou déloyale ?

1.7.1. Perception de la concurrence par branche d'activités

Selon la majorité des entreprises, la concurrence apparaît comme étant déloyale car les pourcentages enregistrés varient d'un maximum de 74,0% par la branche d'activité « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » à un minimum de 52,8% par la branche d'activités « autres ».

Sur un ensemble de 33,2%, les entreprises, qui croient en une concurrence loyale, se rencontrent en premier lieu dans la branche « activités de fabrication » avec un pourcentage de 37,2%. Elles sont suivies, en deuxième lieu, par celles de la branche d'activités « Hôtels et Restaurants » avec un pourcentage de 36,2%.

Pour celles qui pensent autrement que loyale et déloyale, sur un ensemble de 9,3% se trouvent, en première place, les entreprises de la branche d'activités « Immobilier, location et

services aux entreprises » avec un pourcentage de 26,6%. La deuxième place est occupée par celles de la branche « activités extractives » avec un pourcentage de 24,6%.

Tableau 72 : Perception de la concurrence par branche (en %)

Branche d'activité	Concurrence			Total
	Loyale	Déloyale	Autre	
Activités extractives	9,9	65,5	24,6	100,0
Activités de fabrication	37,2	53,7	9,1	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	26,0	74,0		100,0
Construction	31,3	59,3	9,4	100,0
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	33,8	58,1	8,1	100,0
Hôtels et restaurants	36,2	53,9	10,0	100,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	24,8	58,1	17,1	100,0
Activités financières	35,4	58,0	6,6	100,0
Immobilier, location et services aux entreprises	14,9	58,3	26,8	100,0
Autres	24,1	52,8	23,1	100,0
Ensemble	33,2	57,5	9,3	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.7.2. Perception de la concurrence par secteur économique :

D'une manière générale la tendance du secteur économique en matière de perception de la concurrence démontre encore le caractère déloyal de la concurrence entre opérateurs, une idée soutenue par les entreprises des deux secteurs industriel (54,7%) et tertiaire (57,8%).

Par contre, seuls 36,1% et de 32,9% des entreprises des deux secteurs industriel et tertiaire perçoivent que la concurrence entre opérateurs est loyale. Enfin, seulement 9,2% et 9,3% des entreprises des deux secteurs pensent autrement.

Tableau 73 : Perception de la concurrence par secteur économique (en %)

Secteur	Concurrences			Total
	Loyale	Déloyale	Autre	
Secteur industriel	36,1	54,7	9,2	100,0
Secteur tertiaire	32,9	57,8	9,3	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.7.3. Perception de la concurrence par taille

La tendance par taille de l'entreprise démontre, encore une fois, le caractère déloyal de la concurrence entre opérateurs, une idée bien soutenue par les micro- entreprises, les PME/PMI et les grandes entreprises selon les proportions respectives de 57,5%, 57,9% et de 53,4%.

Les micro-entreprises, les PME/PMI et les grandes entreprises, qui voient que la concurrence entre opérateurs est loyale, ne sont que 33,2% et 31,5% respectivement.

Enfin, un nombre infime d'entreprises des PME/PMI, des micro-entreprises et des grandes entreprises perçoivent autrement la concurrence entre opérateurs, car elles ne sont que de : 8,9%, 9,3% et 15,0% respectivement.

Tableau 74 : Perception de la concurrence par taille (en %)

Type d'entreprise	Concurrence			Total
	Loyale	Déloyale	Autre	
Micro-entreprise	33,2	57,5	9,3	100,0
PME/PMI	33,2	57,9	8,9	100,0
Grandes entreprises	31,5	53,4	15,0	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.7.4. Perception de la concurrence par forme juridique

Pour toutes formes juridiques confondues, c'est toujours le caractère déloyal de la concurrence entre opérateurs qui prévaut, 42,9%, 53,2% et 57,6% des entreprises des SA/SAU, des SARL/EURL et des EI respectivement l'affirment.

Les entreprises qui perçoivent que la concurrence entre opérateurs est « loyale » ne sont que 29,0%, 26,6% et 33,3% respectivement pour les SA/ SAU, les SARL/EURL et les EI.

Pour celles qui pensent autrement, les SA/SAU se trouvent en tête avec un pourcentage de 28,1%, suivies par les SARL/EURL avec un pourcentage de 20,2%.

Tableau 75 : Perception de la concurrence selon la forme juridique (en %)

Forme juridique	Concurrence			Total
	Loyale	Déloyale	Autre	
SA et SAU	29,0	42,9	28,1	100,0
SARL et EURL	26,6	53,2	20,2	100,0
EI	33,3	57,6	9,0	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Après la concurrence, la perception de l'évolution de la procédure administrative pour la création d'entreprise à Madagascar est le premier thème qui vient à l'esprit. Ceci se fera au cours du point ci-dessous.

1.8. Procédures administratives pour la création d'entreprise

Dans cette analyse, il y a lieu de comprendre les opinions des entreprises sur l'évolution de la procédure administrative pour la création d'entreprise à Madagascar, est-ce qu'elle s'est améliorée, inchangée, ou, plutôt, s'est détériorée.

1.8.1. Procédures administratives pour la création d'entreprise par secteur économique

D'une manière générale, les procédures administratives pour la création d'entreprise se sont un peu améliorées, car 46,6% et de 44,0% des entreprises des deux secteurs industriel et tertiaire perçoivent une évolution de ces procédures.

Par contre, 41,9% et de 40,3% des entreprises des deux secteurs industriel et tertiaire voient que ces procédures restent inchangées.

Enfin, les entreprises des deux secteurs qui pensent que ces procédures se sont détériorées ne sont que de 11,5% et 15,7% respectivement.

Tableau 76 : Procédures administratives pour la création d'entreprise par secteur (en %)

Secteur	Procédures de création			Total
	Amélioré	Inchangé	Détérioré	
Secteur industriel	46,6	41,9	11,5	100,0
Secteur tertiaire	44,0	40,3	15,7	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.8.2. Procédures administratives pour la création d'entreprise par branche

Globalement, la tendance par branche d'activités confirme encore que les procédures administratives pour la création d'entreprise se sont un peu améliorées.

Tableau 77 : Procédures administratives pour la création d'entreprise par branche (en %)

Branche d'activité	Procédures de création			Total
	Amélioré	Inchangé	Détérioré	
Activités extractives	56,4	43,6		100,0
Activités de fabrication	45,8	43,3	10,8	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	82,7	17,3		100,0
Construction	49,5	35,1	15,4	100,0
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	43,8	40,5	15,7	100,0
Hôtels et restaurants	47,8	39,1	13,0	100,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	42,9	37,5	19,6	100,0
Activités financières	62,4	34,8	2,8	100,0
Immobilier, location et services aux entreprises	56,6	32,2	11,3	100,0
Autres	37,9	53,4	8,6	100,0
Ensemble	44,3	40,4	15,3	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Sur un ensemble de 44,3% des branches qui ont constaté cette amélioration, la branche « la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » avec un pourcentage de 82,7% occupe la première place. Elle est suivie, en deuxième place, par celle des activités financières avec 62,4%.

En ce qui concerne les branches qui pensent que les procédures de création sont restées inchangées, sur un ensemble de 40,4%, la branche qui arrive, en premier lieu, est celle : « Autres » avec 53,4%. En deuxième lieu, vient la branche « activités extractives » avec 43,6%.

Pour les branches qui ont ressenti une certaine détérioration des procédures administratives, sur un ensemble de 15,3%, la branche qui arrive en tête est celle des transports, auxiliaires de transports et communication avec un pourcentage de : 19,6%. Elle est suivie, en deuxième position par celle du commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques avec 15,7%.

1.8.3. Procédures administratives pour la création d'entreprise par taille

La tendance par taille d'entreprise confirme encore une fois une certaine amélioration des procédures administratives, car 56,8%, 56,4% et 42,8% respectivement des grandes entreprises, des PME/PMI et des micro-entreprises la perçoivent.

Pour celles qui ont constaté qu'elles sont restées inchangées, elles représentent 41,3%, 33,7% et 28,7% respectivement des entreprises des micro- entreprises, des PME/PMI et des grandes entreprises.

En ce qui concerne celles qui ont constaté une détérioration, les pourcentages sont 15,9%, 14,5% et 9,9% respectivement des micro-entreprises, des grandes entreprises et des PME/PMI.

Tableau 78 : Procédures administratives pour la création d'entreprise par taille (en %)

Type d'entreprises	Procédures de création			Total
	Amélioré	Inchangé	détérioré	
Micro_entreprise	42,8	41,3	15,9	100,0
PME/PMI	56,4	33,7	9,9	100,0
Grandes entreprises	56,8	28,7	14,5	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.8.4. Procédures administratives pour la création d'entreprise par forme juridique

La tendance par forme juridique confondue confirme toujours une certaine amélioration des procédures administratives car 67,2%, 63,4% et 43,9% respectivement des SA et SAU, des SARL/EURL et des EI la ressentent.

Pour celles qui ont constaté qu'il n'y a pas eu de changement les pourcentages varient pour les EI, les SARL/.EURL et les SA/SAU de : 40,8%, 32,8% et 28,0% respectivement.

Concernant celles qui ressentent une détérioration, les pourcentages pour les EI, les SA/SAU et les SARL/EURL sont les suivants : 15,5%, 4,8% et 3,8% respectivement.

Tableau 79 : Procédures administratives pour la création d'entreprise par forme juridique (en %)

Forme juridique	Procédures de création			Total
	Amélioré	Inchangé	détérioré	
SA et SAU	67,2	28,0	4,8	100,0
SARL et EURL	63,4	32,8	3,8	100,0
EI	43,9	40,6	15,5	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Voilà ce qu'il en est des procédures administratives en général. Cependant, en particulier, le code du travail est l'un des socles qui assoit la flexibilité du marché de l'emploi tout en garantissant les droits des travailleurs dans un pays donné. Est-ce le cas à Madagascar ?

1.9. Perception sur le code du travail

Il s'agit ici de faire l'analyse du niveau de satisfaction des entreprises sur les lois et textes en vigueur portant sur le code du travail à Madagascar. Sont-elles très satisfaites, satisfaites ou pas satisfaites du tout ? Tel est l'objet de ce point qui sera vu sous quatre angles.

1.9.1. Perception sur le code du travail par secteur économique

Globalement, les textes et lois en vigueur sur le code du travail semblent être ignorés par les entreprises des deux secteurs. En effet, beaucoup d'entreprises n'ont pas manifesté leurs réponses sur la question, car la tendance enregistre des forts pourcentages de NSP (ne sait pas) dans ce sens pour les entreprises des deux secteurs : industriel (41,4%) et tertiaire (42,9%).

Tableau 80 : Perception sur le code du travail par secteur économique (en %)

Secteur	Très satisfait	Satisfait	Pas satisfait	NSP	Total
Secteur industriel	4,8	25,5	28,3	41,4	100,0
Secteur tertiaire	3,4	25,1	28,6	42,9	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Néanmoins, quelques entreprises sont très satisfaites des textes et lois en vigueur sur le code du travail à raison de 4,8% pour le secteur industriel et 3,4% pour le tertiaire, puis seulement 25,5% et 25,1% respectivement se montrent satisfaites. Par contre, d'autres entreprises se comportent comme insatisfaites : 28,3% pour le secteur industriel et 28,6% pour le tertiaire.

1.9.2. Perception sur le code du travail par branche d'activités

Il est constaté que certaines entreprises émettent des opinions favorables sur la loi et les textes du code de travail en vigueur, elles sont généralement issues des branches d'activités : Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau (74%), et Immobilier, location et service aux entreprises (62,6%).

En revanche, les entreprises des branches d'activités : « construction » (51,3%) et « activités extractives » (45,7 %) occupent la première et la deuxième place de celles qui ne sont pas satisfaites.

Les entreprises qui n'émettent pas leurs opinions et arrivent en premier lieu sont celles de la branche : « activités de fabrication » avec 47,3%, puis celles de la branche « autres » avec 44,1%.

Tableau 81 : Perception sur le code du travail par branche en %

Branche d'activité	Très satisfait	Satisfait	Pas satisfait	NSP	Total
Activités extractives		24,7	45,7	29,7	100,0
Activités de fabrication	5,0	23,8	23,9	47,3	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau		74,0	26,0		100,0
Construction	3,6	34,9	51,3	10,2	100,0
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	3,5	24,9	28,3	43,3	100,0
Hôtels et restaurants	1,9	27,6	30,3	40,1	100,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	3,1	19,2	33,8	43,9	100,0
Activités financières		40,0	37,7	22,3	100,0
Immobilier, location et services aux entreprises	2,2	62,6	19,5	15,7	100,0
Autres	0,1	41,3	14,5	44,1	100,0
Ensemble	3,5	25,2	28,6	42,7	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.9.3. Perception sur le code du travail par taille

La tendance par taille d'entreprise semble assez mitigée quant aux opinions des entreprises sur le code du travail. Les proportions s'équilibrent au niveau de leur satisfaction ou non sur le code du travail :

Pour celles qui sont satisfaites, la première place est tenue par celles des grandes entreprises avec 39,4%. La deuxième place est occupée par celles des PME/PMI avec 36,9%.

Tableau 82 : Perception sur le code du travail par taille en %

Type d'entreprise	Très satisfait	Satisfait	Pas satisfait	NSP
Ensemble	1,0	2,0	3,0	4,0
Micro-entreprise	3,2	23,7	28,4	44,7
PME/PMI	6,0	36,9	29,7	27,4
Grandes entreprises	1,2	39,4	47,5	12,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Pour celles qui ne sont pas satisfaites, ce sont toujours les grandes entreprises qui arrivent en tête avec 47,5%. Elles sont suivies, en deuxième lieu, par les PME/PMI avec 36,9%.

Les entreprises qui n'ont pas d'opinions sur le code du travail et se trouvent en tête sont celles des micro-entreprises avec 44,7%. Elles sont suivies par celles des PME/PMI avec 27,4%.

1.9.4. Perception sur le code du travail par branche et par taille

La tendance par branche d'activités et par taille d'entreprise confondues semble encore assez mitigée, si l'on prend les proportions de celles qui sont satisfaites et pas satisfaites de la loi et des textes en vigueur sur le code du travail, la situation se résume comme suit.

Pour celles qui sont satisfaites, se placent, en premier lieu, ex-aequo, avec un pourcentage de 100% chacune des entreprises des PME/PMI des branches « activités extractives » et « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ». Et en troisième lieu, se trouvent celles de la branche « transports, auxiliaires de transports et communication » avec un pourcentage de 58,2%.

Pour celles qui ne sont pas satisfaites, des pourcentages assez élevés de : 66,0%, 67,1% à 71,2% sont enregistrés par les grandes entreprises des branches « autres », « constructions » et « hôtels et restaurants » respectivement.

Enfin, les entreprises, qui n'ont pas manifesté leurs opinions sur ce point, représentent des pourcentages relativement élevés de l'ordre de : 52,3%, 50,0% et 47,0% respectivement pour les entreprises des micro-entreprises des branches « activités de fabrication », « activités financières » et « transports, auxiliaires de transports et communications ».

Dans la même foulée, le point qui suit insiste sur le thème législatif et réglementaire d'une façon générale.

Tableau 83 : Perception sur le code du travail par branche et par taille en %

Branche d'activité	Très satisfait			Satisfait			Pas satisfait			NSP		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Activités extractives	-	-	-	7,6	100,0	58,7	53,7	-	41,3	38,7	-	-
Activités de fabrication	2,1	15,4	1,1	21,8	28,7	44,3	23,8	22,2	46,4	52,3	33,7	8,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	-	-	-	74,0	100,0	57,1	0,0	42,9	22,9	0,0	-	-
Construction	9,2	1,6	-	34,9	29,6	38,7	46,4	51,7	67,1	14,8	8,0	11,7
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	3,4	4,8	3,0	24,9	24,1	34,6	28,4	27,9	31,9	44,1	32,7	22,8
Hôtels et restaurants	1,4	3,8	2,7	22,9	44,8	23,4	29,3	33,0	71,2	46,3	18,4	2,7
Transports, auxiliaires de transport et communications	3,4	0,5	-	15,8	58,2	53,1	33,9	33,2	31,1	47,0	8,1	15,9
Activités financières	-	-	-	-	33,3	82,3	50,0	42,4	17,7	50,0	24,3	-
Immobilier, location et services aux entreprises	2,3	2,2	-	69,4	52,1	76,2	17,2	22,7	23,8	11,2	23,0	-
Autres	0,1	0,6	-	40,4	51,3	17,0	14,7	10,6	66,0	44,8	37,6	17,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT
1-micro-entreprise 2PME/PMI 3-Grande entreprise

1.10. Perception sur les lois et textes

Il s'agit ici de savoir si les lois et textes régissant les affaires à Madagascar sont favorables ou non à l'épanouissement de l'entreprise.

1.10.1. Perception sur les lois et textes par secteur économique

Il est constaté, d'après les résultats de l'enquête que les lois et textes régissant les affaires à Madagascar n'aident pas à l'épanouissement des entreprises, car seulement 28,8% des entreprises du secteur industriel pensent le contraire et 34,1% de celles du secteur tertiaire.

Tableau 84 : Perception sur les lois et textes par secteur économique (en %)

Secteur	épanouissement
Secteur industriel	28,8
Secteur tertiaire	31,4

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.10.2. Perception sur les lois et textes par branche d'activités par taille

Par branche et par taille confondues, les lois et textes régissant les affaires à Madagascar aident à peine à l'épanouissement des entreprises, car les réponses affirmatives affichées par les entreprises ne dépassent pas les 43,8%, et cela est enregistré par les entreprises de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ». Elles sont suivies par celles de la branche « immobilier, location et service aux entreprises » avec 40,2%.

Par contre, selon la taille d'entreprise, sur un ensemble de 30,3%, les entreprises des micro-entreprises de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » occupent la première place, en affirmant à 100% que ces lois et textes aident à l'épanouissement de leur entreprise. Elles sont suivies, de loin, en deuxième place, par celles de la branche « immobilier location et service aux entreprises » avec 41,2%. Il en est de même, sur un ensemble de 38,6%, les entreprises des PME/PMI de la branche « activités extractives » se trouvent en tête, avec 100% de réponses affirmatives. Puis, viennent en deuxième lieu, celles de la branche « autres » avec 84,1%.

Pour les grandes entreprises, sur un ensemble de 31,8%, celles de la branche « autres » affirment également à 100% que, ces lois et textes aident à l'épanouissement de leur entreprise. Elles sont suivies par celles de la branche « activités financières » avec 64,6%.

Tableau 85 : Perception sur les lois et textes par branche et taille en (%)

Branche d'activité	Réponse	Taille d'entreprise		
	Affirmative	Micro-entreprise	PME/PMI	Grande entreprise
Activités extractives	35,1	21,2	100,0	58,7
Activités de fabrication	28,3	27,5	32,5	11,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	43,8	100,0	0,0	54,2
Construction	31,1	26,7	32,6	34,5
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	31,2	30,4	42,9	58,5
Hôtels et restaurants	37,1	34,6	46,0	26,3
Transports, auxiliaires de transport et communications	29,3	30,6	14,6	58,8
Activités financières	30,4	-	23,5	64,6
Immobilier, location et services aux entreprises	40,2	41,2	40,7	4,5
Autres	28,9	21,8	84,1	100,0
Ensemble	31,1	30,3	38,6	31,8

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Après une vision interne, passer à un examen des conditions externes s'impose. La mondialisation et l'intégration régionale sont deux sujets très importants et l'analyse développée dans le paragraphe ultérieur portera sur la perception par secteur avant d'enchaîner sur la taille des établissements.

1.11. Perception de la mondialisation et de l'intégration régionale

Il s'agit ici de comprendre si la mondialisation et l'intégration régionale, auxquelles Madagascar adhère ou fait partie, apportent-elles des avantages ou non aux entreprises. Précisément, quels types d'entreprise en bénéficient ?

1.11.1. Perception de la mondialisation et de l'intégration régionale par secteur économique

Selon la majorité des entreprises enquêtées, ces facteurs ne leur apportent que peu d'avantages, car seulement 30,5% des entreprises du secteur industriel et 38,7% de celles du secteur tertiaire y trouvent intérêts relatifs ou acquis.

Tableau 86 : Perception de la mondialisation et de l'intégration régionale par secteur (en %)

Secteur	Avantages
Secteur industriel	30,5
Secteur tertiaire	38,7

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

1.11.2. Perception de la mondialisation et de l'intégration régionale par taille

Selon la taille d'entreprise et la branche d'activités confondues, sur un ensemble de 37,8%, les entreprises de la branche « activités financières » arrivent en tête des réponses affirmatives avec 50,7%, puis celles de la branche « immobilier, location et services aux entreprises » avec 50,3% pour dire que la mondialisation et l'intégration régionale apportent des avantages à leurs entreprises.

Tableau 87 : Perception de la mondialisation et de l'intégration régionale par taille (en %)

Branche d'activité	Réponse Affirmative	Taille d'entreprise		
		Micro-entreprise	PME/PMI	Grande Entreprise
Activités extractives	24,3	15,7	46,5	62,7
Activités de fabrication	28,1	24,4	38,1	51,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	37,5	100,0	0,0	50,0
Construction	42,6	38,4	39,6	88,5
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	39,0	37,5	57,8	66,9
Hôtels et restaurants	43,6	36,3	70,3	13,6
Transports, auxiliaires de transport et communications	32,4	29,6	61,6	50,4
Activités financières	50,5	50,0	44,7	64,6
Immobilier, location et services aux entreprises	50,3	53,8	45,5	47,9
Autres	32,2	29,2	57,1	100,0
Ensemble	37,8	35,9	52,8	63,6

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

En ce qui concerne la taille d'entreprise, sur un ensemble de 35,9%, les entreprises de la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » sont en tête en affirmant à 100% que la mondialisation et l'intégration régionale leur apportent des avantages. En deuxième place, se trouvent les entreprises de la branche « immobilier, location et services aux entreprises » avec 53,8%.

Pour les entreprises PME/PMI, sur un ensemble de 52,8%, celles de la branche « Hôtels et Restaurants » occupent la première place pour dire à 70% cette affirmation. Elles sont suivies en deuxième place par celles de la branche « transports, auxiliaires de transports et communications » avec 61,6%.

Enfin, pour les entreprises des grandes entreprises, sur un ensemble de 63,6%, celles de la branche « autres » affirment à 100% que la mondialisation et l'intégration régionale leur apportent des avantages. En deuxième place, se situent les entreprises de la branche « construction » avec 88,5%.

Ce paragraphe termine l'étude des perspectives d'évolution des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire. Un des aspects essentiels de la vie des entreprises sera abordé dorénavant : l'accès au crédit.

2. L'accès au crédit

Le recours au crédit est inévitable pour l'ensemble des entreprises à Madagascar, les raisons en sont multiples, mais la problématique reste toujours au niveau de la crédibilité et de la performance des entreprises pour les remboursements.

2.1. Besoins et utilités de crédit

Plus de la moitié des entreprises à Madagascar ont besoin de crédit pour la création ou le développement d'activités. Les besoins concernent généralement les investissements tant au niveau du secteur secondaire (55,6%) que du tertiaire (54,8%). Alors que les entreprises des différentes branches d'activités ont manifesté leurs besoins de crédit d'investissement à plus de 50% en général, celles de la construction se trouvent en tête avec 71,9%.

Tableau 88 : Besoins et utilités de crédit

Secteur	Besoins de crédit		
	Pour Investir	Pour Honorer dettes	Autres
Secteur secondaire	55,64	10,51	6,64
Secteur tertiaire	54,80	7,44	7,04
Branche d'activité			
Activités extractives	37,73	1,94	0,00
Activités de fabrication	52,82	9,17	6,78
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	43,27	43,75	12,98
Construction	71,89	18,14	6,26
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	54,49	7,08	7,13
Hôtels et restaurants	59,39	6,69	8,10
Transports, auxiliaires de transport et communications	55,39	12,32	5,53
Activités financières	33,23	26,70	2,12
Immobilier, location et services aux entreprises	54,17	7,77	4,58
Autres	54,99	1,21	9,60
Forme juridique			
SA et SAU	43,88	16,87	5,61
SARL et EURL	41,43	12,93	9,55
Entreprises Individuelles	55,13	7,67	6,97
Type d'entreprise			
Micro-entreprise	54,81	7,70	6,86
PME/PMI	55,82	8,20	8,09
Grandes entreprises	40,86	21,47	12,33
ENSEMBLE	54,89	7,78	7,00

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Les besoins de crédits touchent toutes les entreprises sans distinction de forme juridique ni de taille. La distinction se remarque plutôt au niveau des sommes négociées et des types de créanciers consultés, s'agissant de banques primaires, des établissements de micro financiers ou d'autres bailleurs.

2.2. Estimation des besoins en financement

Normalement, les besoins en financement dépendent du caractère sinon de l'objet d'existence même de la branche ou du secteur d'activité. En moyenne, une entreprise du secteur secondaire (industriel) à Madagascar a besoin de plus de 150 millions d'Ariary pour son investissement, contre 49 millions d'Ariary environ pour une entreprise du secteur tertiaire.

Au sein du secteur tertiaire, la branche d'activité « immobilier, location et services aux entreprises » a besoin de plus de financement, en terme de valeur, soit la somme de 1.034.482.000 d'Ariary en moyenne pour une entreprise. Alors que les besoins des autres branches du secteur tertiaire se trouvent en dessous de 50 millions d'Ariary en moyenne pour une entreprise, sauf le cas des entreprises de la branche d'activité de transport à 106.952.000 d'Ariary.

Concernant le secteur industriel, le montant du besoin de financement est très remarquable au sein de la branche des activités extractives, qui se chiffre à plus de 406 millions d'Ariary en moyenne par entreprise, alors que les autres entreprises des autres branches admettent un montant d'environ 100 à 160 millions d'Ariary.

Enfin, il est constaté que les grandes entreprises et les SA/SAU ont besoin de financements très importants évalués à plus de 10 milliards et à plus de 6 milliards d'Ariary par entreprise et par SA/SAU respectivement.

Tableau 89 : Besoins financiers moyens en millier d'Ariary

Secteur	Moyenne
secteur secondaire	154 365
secteur tertiaire	49 010
Branche d'activité	
Activités extractives	406 269
Activités de fabrication	167 285
Construction	100 520
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	35 932
Hôtels et restaurants	26 441
Transports, auxiliaires de transport et communications	106 952
Activités financières	37 220
Immobilier, location et services aux entreprises	1 034 482
Autres	14 302
Forme juridique	
SA et SAU	6 305 011
SARL et EURL	249 379
Entreprises Individuelles	44 243
Type d'entreprise	
Micro-entreprise	31 179
PME/PMI	175 628
Grandes entreprises	10 620 840

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2.3. Demande de crédit auprès des banques primaires

Malgré le fait que les entreprises à Madagascar ont besoin de crédit pour la bonne marche de leurs activités, l'utilisation des dispositifs d'octroi de crédits existants s'avère encore insuffisante. Les résultats de l'enquête ont montré que seulement 14,7% des entreprises du secteur secondaire et 10,19% du secteur tertiaire ont déjà entrepris la démarche pour une demande de crédit auprès des banques primaires.

2.3.1. Opinions des entreprises sur les services des réseaux bancaires⁵

Il importe de souligner ici que les réseaux bancaires intéressent généralement les grandes entreprises constituées en sociétés (SA/SAU, SARL/EURL), et ce, quelles que soient les branches d'activités et le secteur économique. Force est de constater que les services bancaires ne répondent pas généralement aux attentes des entreprises pour le développement de leurs activités. En fait, les entreprises ayant donné des réponses positives sur la qualité des services des réseaux bancaires ont affiché des pourcentages très faibles qui tournent autour de 8% à 10%.

⁵ Seules les réponses affirmatives par rapport aux questions sur les services des réseaux bancaires qui sont analysées ici, la différence pour avoir 100% sont constituées par les réponses négatives et les NSP

Tableau 90 : Opinions des entreprises sur les services des réseaux bancaires

	Réseaux Bancaires						
	L'accès est facile	Le taux est adéquat au développement des entreprises	Les entreprises étrangères est favorisée	Les délais de remboursement sont satisfaisants	Les garanties sont convenables	Le secteur est dynamisé	Les besoins des E/ses sont satisfaits
secteur économique							
secteur secondaire	17,46	11,20	49,39	11,00	8,70	16,22	13,14
secteur tertiaire	18,69	9,46	37,62	10,16	8,04	13,64	9,19
taille d'entreprise							
Micro-entreprise	17,45	8,98	37,11	9,53	7,54	12,96	8,58
PME/PMI	27,84	15,44	53,61	16,14	12,73	21,88	18,35
Grandes entreprises	18,51	1,27	61,36	18,45	17,69	18,29	15,07
forme Juridique							
SA et SAU	20,07	5,64	46,65	9,78	13,03	19,17	14,36
SARL et EURL	21,54	5,65	49,02	15,30	9,92	16,86	11,59
EI	18,51	9,72	38,72	10,17	8,07	13,86	9,58
branche d'activités							
Activités extractives	9,28	0,00	35,89	4,99	5,12	16,76	9,15
Activités de fabrication	13,84	8,18	45,15	8,10	6,70	11,79	9,96
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	30,29	0,00	74,04	30,77	0,00	17,31	0,00
Construction	37,54	28,23	73,08	27,07	19,73	40,26	30,63
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	17,33	9,14	35,59	9,26	7,38	13,00	8,75
Hôtels et restaurants	25,66	9,51	47,87	12,11	8,70	16,92	13,53
Transports, auxiliaires de transport et communications	27,82	13,06	47,88	16,94	13,57	16,16	10,78
Activités financières	12,91	7,52	47,56	9,91	36,61	13,18	4,25
Immobilier, location et services aux entreprises	22,09	3,13	50,76	9,61	8,69	27,16	7,22
Autres	21,46	12,73	59,89	19,69	13,13	17,52	13,82
Total	18,56	9,65	38,90	10,25	8,11	13,92	9,62

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Le tableau 90 affiche des opinions des entreprises plutôt négatives sur les services offerts par les réseaux bancaires.

a- Accessibilité aux crédits

D'une manière générale, les entreprises malgaches trouvent que les réseaux bancaires ne facilitent pas leur accès au crédit. Ce sont plutôt les PME/PMI (27,84%) qui n'éprouvent pas de difficulté d'accès au crédit bancaire. Pour cela, certaines branches se sentent privilégiées par les banques, notamment de la branche des « constructions » (37,54%) et celle de la « production et distribution d'énergie » (30,29%).

b- Adéquation du taux au développement des entreprises

La maîtrise du taux bancaire fait partie des facteurs clés de différenciation au niveau des activités bancaires. Les entreprises malgaches estiment que le taux appliqué ne les incite pas à contracter des crédits à la banque. Seulement 9,65% des entreprises des deux secteurs pensent que le taux bancaire est favorable pour le développement de leurs activités.

c- Traitements des entreprises étrangères

Beaucoup d'entreprises à Madagascar constatent que les réseaux bancaires font plus confiance aux entreprises étrangères. Ces dernières sont plus favorisées par eux selon 49,39% des entreprises du secteur industriel et 37,62% du secteur tertiaire. Ce constat est fortement partagé avec les entreprises des branches de production d'énergie (74,04%) et celles des constructions (73,08%).

d- Délais de remboursement

Les délais de remboursement exigés par les banques ne sont pas satisfaisants aux yeux des entreprises. Seulement 10% des entreprises des secteurs industriel et tertiaire trouvent que ces délais leur conviennent. Les entreprises des branches d'activités « production et distribution d'énergie » (30,77%) et « construction » (27,07%) émettent, dans une proportion relativement élevée, leur satisfaction à ce propos.

e- Garanties bancaires

Pour les entreprises et les particuliers le problème de garanties constitue l'un des obstacles majeurs de l'accès au crédit. Très peu d'entreprises (8,11%) des secteurs II et III disent le contraire, ce sont généralement les grandes entreprises (17,69%), les entreprises des branches d'activités financières (36,61%) et les entreprises de construction (19,73%).

f- Banques et dynamisation des secteurs d'activités

Un petit nombre d'entreprises, de l'ordre de 13,92%, des deux secteurs confondus, pensent que les réseaux bancaires permettent de dynamiser leur secteur d'activité respectif. Outre les entreprises des branches d'activités de construction (40,26% entre elles) et du secteur immobilier (27,16%), les entreprises des autres branches affichent des taux de réponses positives très bas, de l'ordre de 16%.

g- Satisfaction des entreprises

Les réseaux bancaires ne facilitent pas l'accès au crédit, mais ils n'arrivent pas également à satisfaire les besoins des entreprises. Seulement 9,62% des entreprises sont satisfaites vis-à-vis des services des réseaux bancaires.

Si telles sont les opinions des entreprises sur les services offerts par les réseaux bancaires, il est aussi important de connaître les différentes catégories d'entreprises qui travaillent avec eux ainsi que leur degré de satisfaction.

2.3.2. Démarche et satisfaction

Au niveau du secteur industriel, les entreprises de construction (45,2%) et celles de production d'énergie (30,8%) sont les plus intéressées pour travailler avec les banques primaires. Quant au secteur tertiaire, les entreprises intéressées, ayant déjà entrepris une démarche, auprès des banques primaires proviennent des branches « immobilier, location et services aux entreprises » 27 % et « activités financières » 26,7%.

Au sein des grandes entreprises et des sociétés entreprenant des relations avec les banques : 55,07% des grandes entreprises ont déjà entrepris la démarche auprès des banques primaires, 35,99% pour les SA et SAU et les 35,88 pour les SARL et EURL.

Tableau 91: Démarches auprès des Banques primaires

Secteur	En pourcentage
secteur secondaire	14,72
secteur tertiaire	10,19
Branche d'activité	
Activités extractives	6,5
Activités de fabrication	9,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	30,8
Construction	45,2
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	8,9
Hôtels et restaurants	13,8
Transports, auxiliaires de transport et communications	19,0
Activités financières	26,7
Immobilier, location et services aux entreprises	27,0
Autres	13,4
Forme juridique	
SA et SAU	35,99
SARL et EURL	35,88
Entreprises Individuelles	10,21
Type d'entreprise	
Micro entreprise	9,03
PME/PMI	23,78
Grandes entreprises	55,07

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Les demandes de crédit auprès des banques primaires sont acceptées en fonction de critères et de conditions préalablement définies. Un grand nombre d'entreprises n'a pas pu avoir une suite favorable à leur demande de crédit. A cet effet, 34,1% seulement des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire à Madagascar, ayant entrepris les démarches auprès des banques primaires, ont pu bénéficier du crédit.

Certaines branches d'activité sont privilégiées par les banques, notamment, les branches d'activité du secteur industriel, et en particulier les branches des activités extractives (100%) et de production et distribution d'énergie (100%), puis de construction (43,6%).

Pour le cas du secteur tertiaire, l'appui financier des banques primaires est très remarquable en faveur de la branche d'activité transport (63,4%).

Tableau 92 : Demandes de crédit satisfaites

Secteur	En pourcentage
secteur secondaire	35,6
secteur tertiaire	33,9
Branche d'activité	
Activités extractives	100,0
Activités de fabrication	27,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	100,0
Construction	43,6
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	28,6
Hôtels et restaurants	34,2
Transports, auxiliaires de transport et communications	63,4
Activités financières	-
Immobilier, location et services aux entreprises	16,3
Autres	18,3
Forme juridique	
SA et SAU	50,8
SARL et EURL	36,1
Entreprises Individuelles	33,5
Type de l'entreprise	
Micro entreprise	30,0
PME/PMI	46,7
Grandes entreprises	51,0
Total	34,1

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2.3.3. Principales raisons de rejet des demandes

Les rejets des demandes sont dus à plusieurs raisons. Une des principales raisons du rejet des demandes auprès des banques primaires est l'insuffisance de garantie, selon 53% des entreprises consultées. Pour 20,9% le rejet est dû au dossier incomplet.

L'insuffisance de garantie est beaucoup plus marquée au niveau du secteur industriel (62,3%), représenté généralement par les branches d'activités de fabrication (67,1%), et de construction » (55,3%).

Outre les 24,8% des entreprises de la branche d'activité « hôtels et restaurants », la plupart des entreprises pensent que les banques primaires ne tiennent pas du tout compte du poids du crédit demandé pour accepter ou non les demandes de crédit. D'autres raisons ont été également évoquées ayant d'importances particulières.

Tableau 93 : Raisons de rejet des demandes (en pourcentage)

	Dossier incomplet	Garantie insuffisante	Crédit trop important	Autres raisons
Secteur				
secteur secondaire	13,5	62,3	9,7	25,8
secteur tertiaire	22,1	51,4	14,7	27,8
Branche d'activité				
Activités extractives				
Activités de fabrication	18,2	67,1	12,3	36,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau				
Construction	6,6	55,3	6,0	10,7
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	23,4	52,9	14,0	28,7
Hôtels et restaurants	19,5	49,0	24,8	28,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	12,4	28,0	16,5	32,9
Activités financières	0,0	0,0	0,0	21,2
Immobilier, location et services aux entreprises	17,0	70,9	16,3	5,9
Autres	27,7	68,4	0,0	1,5
Type d'entreprise				
Micro-entreprise	22,4	53,4	14,5	26,0
PME/PMI	14,6	49,9	12,0	35,1
Grandes entreprises	12,1	78,0	4,6	7,6
Total	20,9	53,0	14,0	27,5
Forme juridique				
SARL et EURL	14,8	50,4	11,2	25,6
Entreprises Individuelles	21,3	53,2	14,1	27,7
Total	20,9	53,0	14,0	27,5
Total	20,9	53,0	14,0	27,5

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2.4. Demande de crédit auprès des micro- financiers

Globalement, les micro-crédits n'intéressent pas les entreprises constituées en société (SA, SARL). La proportion des entreprises, ayant entrepris la démarche de demande de crédit, est très faible pour tous secteurs confondus, 13,6% des entreprises du secteur secondaire et 11,7% du secteur tertiaire.

2.4.1. Opinions des entreprises sur les services des institutions de micro- crédit⁶

Comme son nom l'indique, les micro-crédits s'adressent généralement aux entreprises PME/PMI et aux Entreprises individuelles, car, en général, ils répondent à leurs préoccupations financières. Il est remarqué effectivement que les PME/PMI ont manifesté leur intérêt par rapport aux différents services des institutions micro- crédit, à titre d'exemple 38,7% de ces entreprises trouvent que le micro-crédit leur est accessible facilement et 25,85% affirment leur satisfaction.

⁶ Seules les réponses affirmatives par rapport aux questions sur les services des réseaux bancaires sont analysées ici, la différence pour avoir 100% sont constituées par les réponses négatives et les NSP

Tableau 94 : Opinions des entreprises sur les services des Institutions de micro -crédit

Secteur	Institutions de micro-crédit (%)						
	L'accès est facile	Le taux est adéquat au développement des entreprises	Les entreprises étrangères est favorisée	Les délais de remboursement sont satisfaisants	Les garanties sont convenables	Le secteur est dynamisé	Les besoins des E/ses sont satisfaits
secteur secondaire	27,77	17,92	20,78	14,10	11,33	18,48	11,85
secteur tertiaire	27,29	15,32	21,11	12,68	11,37	17,73	11,65
Branche d'activités							
Activités extractives	4,43	5,27	10,53	8,04	3,88	3,33	8,59
Activités de fabrication	26,08	17,60	20,17	13,73	10,21	18,25	11,48
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	25,96	12,98	0,00	12,98	0,00	12,98	12,98
Construction	38,16	20,31	24,63	16,43	17,85	20,50	14,05
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	26,60	15,17	21,21	12,39	11,21	17,58	11,17
Hôtels et restaurants	34,36	20,54	24,85	16,79	13,20	20,21	15,37
Transports, auxiliaires de transport et communications	26,26	11,94	14,89	11,95	11,45	16,73	13,50
Activités financières	19,72	13,18	12,20	13,18	13,18	10,79	13,18
Immobilier, location et services aux entreprises	39,30	11,21	25,36	10,88	8,65	13,38	6,03
Autres	47,03	33,08	40,21	24,02	17,31	29,61	23,71
Type d'entreprise							
Micro entreprise	26,10	14,95	20,17	12,05	10,78	16,87	10,87
PME/PMI	38,07	21,22	28,38	19,52	16,33	25,85	18,52
Grandes entreprises	15,94	9,15	41,19	11,88	9,37	10,92	6,45
forme Juridique							
SA et SAU	20,74	4,78	11,60	3,70	4,67	7,13	7,44
SARL et EURL	21,07	8,61	21,56	8,71	8,65	9,30	7,27
EI	27,46	15,75	21,10	12,93	11,43	17,98	11,76
Total	27,34	15,60	21,08	12,84	11,37	17,81	11,67

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Il est à souligner que les entreprises travaillant avec les institutions de micro-crédit sont nombreuses dans la branche « autres ». Cela signifie que le micro-crédit s'adresse à toutes les entreprises sans distinction de types d'activités mais surtout à celles ayant des difficultés pour négocier des crédits bancaires.

a- Accessibilité aux crédits

En général, les micro- crédits sont plus accessibles pour les entreprises, les micro-entreprises (26,10%) ainsi que les PME/PMI (38,07%), que les crédits bancaires. En effet, 27,34% des entreprises des secteurs industriel et tertiaire pensent que les institutions de micro-crédit facilitent l'accès des entreprises au crédit.

Outre les branches « Autres » (47,03%), les branches « immobilier » (39,30%) et « construction » (38,16%) constituent des partenaires privilégiés des micro-financiers.

b- Adéquation du taux au développement des entreprises

Quelques entreprises des secteurs II et III, probablement bénéficiaires des services des institutions de micro- crédit, trouvent que le taux appliqué par celles-ci est adéquat pour le développement de l'entreprise. La proportion est faible, PME/ PMI (21,22%) et entreprises individuelles (15,75%), mais elle est relativement élevée par rapport au cas des réseaux bancaires sur la même question. Pourtant, le taux pratiqué par ces derniers est largement inférieur à celui pratiqué par les micro-financiers.

c- Entreprises favorisées

Les grandes entreprises (41,19% entre elles) constatent que certaines entreprises sont favorisées par les institutions de micro-crédit. Des PME/PMI, avec une proportion non négligeable de 28,38%, partagent ces mêmes opinions. Il est à souligner que seules les entreprises de la branche d'activités « construction » n'approuvent pas cette discrimination concernant les traitements des entreprises au niveau de ces institutions.

d- Délais de remboursements

Aucune remarque comparative ne peut être tirée des opinions des entreprises sur les délais de remboursement. En général, les délais exigés par les institutions de micro-crédit ne satisfont pas les entreprises. Ces délais sont trop courts pour permettre à l'entreprise de rentabiliser ses dettes. Seulement 12,84% des entreprises des secteurs II et III affirment être satisfaits de ces délais de remboursement.

e- Garanties de crédit

Comme auparavant, les garanties exigées par les créanciers sont toujours difficiles à rassembler. La proportion d'entreprises pouvant s'en procurer est très faible : 11% pour tous secteurs confondus. Aucune entreprise de la branche d'activité « production et distribution d'électricité » avec un taux de 0%, n'affirme que les conditions de garantie exigées par les institutions de micro- crédit sont acceptables.

f- Micro- crédit et dynamisation des secteurs d'activités

En général, les entreprises constatent que les institutions de micro-crédit, à l'instar des réseaux bancaires, ne dynamisent pas suffisamment les secteurs dans lesquels elles interviennent. La proportion des entreprises, constatant que les institutions de micro- crédit permettent de dynamiser leur secteur d'activité, s'avère très faible, de l'ordre de 17,81%. Il s'agit des branches « Autres » avec 29,07% des entreprises entre elles, « construction » avec 20,5% et « hôtels restaurants » avec 20,21%.

g- Satisfaction des entreprises

Compte tenu de toutes ces remarques, globalement négatives, relatives aux services des institutions de micro-crédit, les besoins des entreprises ne sont pas satisfaits. Seulement, 11,67% de l'ensemble des entreprises des secteurs II et III pensent que les services de ces institutions sont favorables, c'est le cas de quelques PME/PMI avec un taux de 18,52% le plus élevé d'entre elles.

2.4.2. Démarche et satisfaction

Une proportion très faible d'entreprises individuelles (12%), marquée par la branche d'activité de fabrication (15,1%) et quelques entreprises du secteur primaire aux environs de 11%, fait recours aux services des micro-finances. Les grandes entreprises (0,8%) s'y intéressent peu.

Tableau 95 : Démarches auprès des institutions de micro-crédit

Par secteur	En pourcentage
Secteur secondaire	13,6
Secteur tertiaire	11,7
Branche d'activité	
Activités extractives	0,0
Activités de fabrication	15,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,0
Construction	6,3
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	11,8
Hôtels et restaurants	10,3
Transports, auxiliaires de transport et communications	11,2
Activités financières	0,0
Immobilier, location et services aux entreprises	7,7
Autres	11,5
Forme Juridique	
SA et SAU	0,7
SARL et EURL	4,9
Entreprises Individuelles	12,0
Type d'entreprise	
Micro entreprise	11,7
PME/PMI	13,3
Grandes entreprises	0,8
Ensemble	11,9

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Par rapport aux banques primaires, les conditions d'octroi de crédit au niveau des micro-financiers s'avèreraient relativement souples. En effet, les demandes des entreprises sont satisfaites à 59,7%, dont 55,9% du secteur industriel et 60,2% du secteur tertiaire.

Tableau 96 : Demandes de crédit non rejetées

Secteur	En pourcentage
Secteur secondaire	55,9
Secteur tertiaire	60,2
Branche d'activité	
Activités extractives	
Activités de fabrication	58,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	
Construction	18,6
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	59,2
Hôtels et restaurants	75,1
Transports, auxiliaires de transport et communications	72,6
Activités financières	
Immobilier, location et services aux entreprises	13,7
Autres	10,4
Type d'entreprise	
Micro entreprise	58,2
PME/PMI	70,4
Grandes entreprises	33,3
Forme juridique	
SA et SAU	21,4
SARL et EURL	25,2
Entreprises Individuelles	59,9
Ensemble	59,7

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2.4.3. Principales raisons de rejet des demandes

Comme avec les banques primaires, les rejets des demandes se focalisent sur l'insuffisance de garantie. A plus de 60 % pour tous secteurs confondus, 90,9% des entreprises du secteur immobilier affirment ce fait.

Tableau 97 : Raisons de rejet des demandes

	dossier incomplet	garantie insuffisante	crédit trop important	Autres raisons
Secteur				
secteur secondaire	9,1	66,8	9,5	19,4
secteur tertiaire	21,4	61,9	19,1	18,7
Branche d'activité				
Activités extractives				
Activités de fabrication	10,5	65,8	10,9	12,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau				
Construction	0,0	73,2	0,5	63,2
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	20,5	64,5	20,4	18,5
Hôtels et restaurants	29,5	29,9	15,8	36,9
Transports, auxiliaires de transport et communications	42,5	50,3	0,8	25,8
Activités financières	0,0	0,0	0,0	21,2
Immobilier, location et services aux entreprises	0,0	90,9	40,2	2,5
Autres	11,3	1,3	0,0	0,0
Type d'entreprise				
Micro entreprise	19,7	60,9	16,4	17,6
PME/PMI	20,3	79,3	32,3	31,7
Grandes entreprises	0,0	0,0	100,0	0,0
Forme Juridique				
SA et SAU	45,5	0,0	100,0	45,5
SARL et EURL	18,1	40,0	11,4	38,2
Entreprises Individuelles	19,8	62,8	17,9	18,6
Ensemble	19,8	62,6	17,8	18,8

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2.5. Demande de crédit auprès d'autres financiers

La demande de crédit auprès d'autres financiers, c'est-à-dire, en dehors des banques primaires et des institutions du micro- crédit, n'est pas du tout significative. La proportion est très faible et ne concerne que 4,5 % des entreprises à Madagascar.

2.5.1. Démarche et satisfaction

Dans cette option de recherche de crédit auprès d'autres financiers, le taux moyen de satisfaction est très élevé car 74,5% des entreprises, ayant entrepris la démarche, ont pu avoir une suite favorable à leurs demandes de crédit. A titre indicatif, les entreprises des branches d'activités d'extraction et d'activités financières sont satisfaites à 100% de leur demande de crédit.

Tableau 98 : Démarches auprès des autres financiers

Secteur	En pourcentage
secteur secondaire	3,0
secteur tertiaire	4,7
Branche d'activité	
Activités extractives	0,6
Activités de fabrication	2,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	-
Construction	7,3
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	4,6
Hôtels et restaurants	5,5
Transports, auxiliaires de transport et communications	3,8
Activités financières	2,1
Immobilier, location et services aux entreprises	12,0
Autres	12,3
Forme juridique	
SA et SAU	5,4
SARL et EURL	6,1
Entreprises Individuelles	4,5
Type d'entreprise	
Micro entreprise	4,3
PME/PMI	6,2
Grandes entreprises	4,1
Ensemble	4,5

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Tableau 99 : Demandes satisfaites

Secteur	En pourcentage
secteur secondaire	67,0
secteur tertiaire	75,1
Branche d'activité	
Activités extractives	100,0
Activités de fabrication	53,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,0
Construction	88,5
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	78,9
Hôtels et restaurants	80,1
Transports, auxiliaires de transport et communications	55,0
Activités financières	100,0
Immobilier, location et services aux entreprises	78,0
Autres	0,4
Forme Juridique	
SA et SAU	64,2
SARL et EURL	70,9
Entreprises Individuelles	74,6
Type d'entreprise	
Micro entreprise	72,7
PME/PMI	85,5
Grandes entreprises	62,2
Ensemble	74,5

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

2.5.2. Principales raisons de rejet des demandes

L'insuffisance du dossier fourni constitue une des principales raisons de rejet des demandes de crédit auprès de ces autres financiers. Cette situation touche généralement les entreprises du secteur tertiaire (55%), alors que les entreprises du secteur secondaire (59,5%) avancent d'autres raisons, telles que l'insuffisance de garantie et l'importance de crédit.

Tableau 100 : Raisons de rejet des demandes (en%)

	dossier incomplet	garantie insuffisante	crédit trop important	Autres raisons
Secteur				
secteur secondaire	31,9	17,8	12,0	59,5
secteur tertiaire	55,0	30,9	16,9	26,0
Branche d'activité				
Activités extractives	-	-	-	-
Activités de fabrication	18,8	10,3	12,4	47,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau				
Construction	172,6	97,7	8,0	186,6
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	62,0	27,1	17,4	30,8
Hôtels et restaurants	131,8	105,7	66,7	49,5
Transports, auxiliaires de transport et communications	7,6	36,6	-	4,9
Activités financières	-	-	-	-
Immobilier, location et services aux entreprises	14,5	85,5	83,6	-
Autres	60,6	-	-	-
Forme Juridique				
SA et SAU	-	-	13,2	-
SARL et EURL	63,8	26,4	11,8	42,0
Entreprises Individuelles	53,0	30,0	16,5	28,8
Type d'entreprise				
Micro entreprise	51,2	28,8	15,2	25,5
PME/PMI	77,9	43,0	32,3	72,8
Grandes entreprises	-	-	27,8	72,2
Ensemble	53,0	29,8	16,4	28,9

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Ainsi s'achève l'analyse de l'accès au crédit. Un autre volet important permettant de revitaliser l'environnement des affaires est l'accès à la terre. C'est exactement le thème du troisième point.

3. L'accès à la terre

La problématique de l'accès à la terre sera séparé en six sujets principaux. Le premier point sera le statut d'occupation des terrains, suivi des documents justificatifs avant de se pencher sur les différents soucis qui en découlent.

3.1. Statuts d'occupation des terrains

Par rapport à leur terrain d'exploitation ou d'occupation, plus de 50% des entreprises déclarent en être propriétaires et environ 40% comme simples locataires. Le bail emphytéotique n'intéresse qu'une infime proportion de l'ensemble des entreprises du secteur secondaire : 1% constituée généralement par quelques 10,9 % des grandes entreprises.

Plus de 50% des entreprises du secteur industriel sont propriétaires des terrains qu'elles occupent, excepté le cas des entreprises de la branche d'activité de production et de distribution d'énergie dont 74% sont des locataires. Par rapport au secteur industriel, les entreprises du secteur tertiaire, sont plutôt des simples locataires de leur terrain d'exploitation, c'est le cas des entreprises de la branche d'activités financières 82,7% et des entreprises du secteur immobilier 55,5%. Il est aussi remarqué que la plupart des entreprises individuelles (51,9%) et des micro- entreprises (51,8%) sont propriétaires de leur terrain. Par contre, les autres sociétés (67,4% des SARL/ EURL et 54,3% des SA/SAU) ainsi que les grandes entreprises (52,9%) font leur exploitation sur des terrains loués.

Tableau 101 : Statuts d'occupation (en%)

Secteur	Propriétaire	Simple locataire	Bail Emphytéotique.	Autres	Total
secteur secondaire	55,2	35,1	1,0	8,6	100,0
secteur tertiaire	51,0	42,3	0,6	6,1	100,0
Branche d'activité					
Activités extractives	44,3	35,2	,	20,5	100,0
Activités de fabrication	56,0	34,1	1,0	8,9	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	13,0	74,0	13,0	,	100,0
Construction	51,6	40,2	1,3	6,9	100,0
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	52,4	41,5	0,4	5,6	100,0
Hôtels et restaurants	51,2	40,1	2,1	6,6	100,0
Transports, auxiliaires de transport et communications	42,2	47,3	0,9	9,7	100,0
Activités financières	11,9	82,7	5,4	,	100,0
Immobilier, location et services aux entreprises	31,4	55,5	1,7	11,4	100,0
Autres	19,9	64,4	0,3	15,4	100,0
Type d'entreprise					
Micro entreprise	51,8	41,1	0,6	6,5	100,0
PME/PMI	48,7	44,9	0,8	5,7	100,0
Grandes entreprises	34,3	52,9	10,9	2,0	100,0
Forme juridique					
SA et SAU	36,1	54,3	5,0	4,6	100,0
SARL et EURL	23,2	67,4	5,1	4,2	100,0
Entreprises Individuelles	51,9	41,1	0,5	6,5	100,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

3.2. Documents justificatifs des terrains en possession des propriétaires

Généralement, les entreprises propriétaires de leurs terrains d'exploitation sont en possession des documents juridiques y afférents : 67,3% des entreprises disposent de titre, 47,7% de cadastre et 42,3% de situation juridique. Ainsi, la disposition de titre est très importante pour ces entreprises afin de pouvoir occuper leur terrain : 84% des grandes entreprises, et plus de 85% des sociétés disposent un titre de leur propriété. En particulier, toutes les entreprises (100%) de la branche d'activités de production d'énergie sont en possession des 3 documents justificatifs d'appropriation de terrains, c'est-à-dire le titre, le cadastre et la situation juridique. En revanche, concernant les activités extractives, les entreprises disposent plutôt de cadastre (82,2%) que de titre (51,5%).

Tableau 102 : Documents en possessions des propriétaires (en%)

Secteur	Titre	Cadastre	Situation juridique	Autres
secteur secondaire	67,8	51,9	43,9	7,8
secteur tertiaire	67,2	47,2	42,1	15,4
Selon la taille				
Micro entreprise	65,6	47,1	41,5	14,8
PME/PMI	82,0	53,9	49,8	11,8
Grandes entreprises	84,0	50,3	56,3	11,7
Par Branche				
Activités extractives	51,5	82,2	47,2	12,2
Activités de fabrication	68,6	54,2	44,7	6,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	100,0	100,0	100,0	-
Construction	63,9	37,2	38,8	18,7
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	64,8	45,8	40,4	16,1
Hôtels et restaurants	83,1	48,4	48,8	8,9
Transports, auxiliaires de transport et communications	82,4	66,6	58,8	11,7
Activités financières	100,0	17,8	45,2	27,4
Immobilier, location et services aux entreprises	88,3	43,6	57,1	7,6
Autres	90,2	19,2	18,7	21,0
Selon la forme				
SA et SAU	86,4	40,3	41,0	2,9
SARL et EURL	89,0	50,0	56,1	9,5
Entreprises Individuelles	67,1	47,7	42,2	14,6
Ensemble	67,3	47,7	42,3	14,5

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

3.3. Difficultés d'accès à la terre pour la création ou l'extension d'activités

En général, les entreprises n'éprouveront pas de difficultés d'accès à la terre si elles voulaient étendre leurs activités. Seuls 12,9 % des entreprises du secteur secondaire et 10,9% du secteur tertiaire ont évoqué des difficultés d'accès à la terre. Ces difficultés affectent surtout les entreprises de la branche d'activités de production d'énergie (30,8%) et de construction (22,8%).

Tableau 103 : Difficultés d'accès à la terre en vue d'extension d'activités (en%)

Secteur	Difficultés d'accès à la terre
secteur secondaire	12,9
secteur tertiaire	10,9
Branche d'activité	
Activités extractives	21,2
Activités de fabrication	11,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	30,8
Construction	22,8
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	11,4
Hôtels et restaurants	8,9
Transports, auxiliaires de transport et communications	6,6
Activités financières	13,4
Immobilier, location et services aux entreprises	10,2
Autres	13,7
Type d'entreprise	
Micro entreprise	10,6
PME/PMI	14,9
Grandes entreprises	19,3
Forme juridique	
SA et SAU	7,7
SARL et EURL	16,6
Entreprises Individuelles	11,0

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

3.4. Opinions des entreprises sur les difficultés rencontrées

Les raisons avancées par les entreprises concernant les difficultés d'accès à la terre pour une éventuelle extension d'activité sont multiples mais peuvent être résumées en quatre points : soit des problèmes administratifs, soit des problèmes de prix et de financement, soit encore des problèmes d'accessibilité, soit enfin, des problèmes de mutation et d'héritage

Les problèmes administratifs sont relatifs aux difficultés d'appropriation de terrain : démarche longue et difficile, dossier à fournir compliqué. Par ailleurs, beaucoup d'entreprises ont évoqué la lourdeur administrative pour la délivrance des documents nécessaires à la construction ou à l'extension. Selon certaines entreprises, les décisions communales voire ministérielles perturbent quelques fois les prévisions d'extension. La corruption est encore

chose courante dans l'administration domaniale (sans laquelle néanmoins, la démarche pourrait se compliquer davantage).

- Le prix du terrain devient de plus en plus élevé et la capacité financière de l'entreprise ne lui permet pas d'acheter un nouveau terrain pour une extension. Les droits à payer ne font qu'exacerber le prix du terrain, déjà très cher. Certaines entreprises se plaignent de l'insuffisance, sinon de l'inexistence de financement pour l'acquisition de terrain.
- Concernant les problèmes d'accessibilité, les entreprises ne trouvent pas de terrain approprié pour l'extension de leurs activités. Les endroits périphériques sont dans la majorité occupés. Pour certaines entreprises, l'infrastructure routière pour accéder au terrain à acquérir est en mauvais état, sinon inexistante.
- Les problèmes de mutation et d'héritage concernent généralement les étrangers et les héritiers potentiels. Les étrangers ont des difficultés pour s'acquérir des terrains à Madagascar. Dès fois, selon certaines entreprises, l'achat de terrain est difficile à cause des conflits entre les héritiers potentiels. Les autres problèmes évoqués ont trait à l'ingérence communale quant à l'acquisition des terrains supposés lui appartenir. L'institution du bail emphytéotique ne paraît pas être une solution.

3.5. Problèmes fonciers et d'acquisition de terrain

Comme il a été dit supra, les problèmes fonciers et d'acquisition de terrain ne se posent pas tellement au niveau des entreprises opérationnelles à Madagascar. Environ 5% des entreprises des secteurs industriel et tertiaire pensent que ces problèmes existent. Il est tout de même constaté que les problèmes fonciers pèsent sur les activités extractives (15,5%), et les problèmes d'acquisition de terrain sur les activités de construction (21,5%) et sur le secteur immobilier (14,8%).

Tableau 104 : Problèmes fonciers et d'acquisition de terrain (en%)

Secteur	Problèmes	
	Fonciers	acquisition terrain
secteur secondaire	5,7	12,8
secteur tertiaire	4,4	9,7
Branche d'activité		
Activités extractives	15,5	4,6
Activités de fabrication	6,0	11,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	,	,
Construction	3,6	21,5
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	4,5	10,0
Hôtels et restaurants	7,5	13,6
Transports, auxiliaires de transport et communications	2,4	4,9
Activités financières	6,5	3,3
Immobilier, location et services aux entreprises	3,2	14,8
Autres	0,3	2,8
Forme juridique		
SA et SAU	8,1	6,6
SARL et EURL	6,4	12,5
Entreprises Individuelles	4,5	10,0
Type d'entreprise		
Micro entreprise	4,4	9,9
PME/PMI	5,6	11,4
Grandes entreprises	9,0	25,9

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

3.6. Principaux problèmes fonciers rencontrés par les entreprises

En général, les principaux problèmes rencontrés par les entreprises reposent sur les trois variables suivantes : administratives, financières et sociales.

3.6.1. Problèmes administratifs :

Les problèmes administratifs sont liés, en premier lieu, à la lourdeur administrative structurelle quant à l'acquisition de la situation juridique, du titre foncier, du cadastre, de l'immatriculation et de la mutation du terrain, La période avant la détention effective de ces documents traîne en longueur sur deux années. En deuxième lieu, ils ont aussi trait aux égarements répétés des documents, des dossiers et des papiers concernant les terrains à acquérir. Enfin, en troisième lieu, il a été soulevé une certaine malveillance des agents des domaines, des topo et des tribunaux. Ils pratiqueraient une corruption et une escroquerie exagérées.

3.6.2. Problèmes financiers :

Les problèmes financiers sont généralement caractérisés par des coûts exorbitants prélevés par l'Administration concernant les impôts, les amendes, les droits, les loyers et les prix des terrains à acquérir, car tous les actes administratifs à effectuer sont susceptibles de paiements à caractère financier.

3.6.3. Problèmes sociaux

Les problèmes sociaux consistent en des relations hostiles et, en conflits interpersonnels entre les gens qui gravitent autour du terrain à acquérir. Entre autres :

- cohabitation sociale (promiscuité, voisinage et famille)
- propriétaire, ex-locataire, et locataire
- héritier
- squatterisation, occupation illicite et construction sauvage

3.7. Adéquation politiques foncières et investissements

Les opinions des entreprises sur l'adéquation des politiques foncières avec les investissements sont disparates. Une grande partie (42,6%) des entreprises reste indifférente à ce sujet. Certaines entreprises (46,9%) partagent l'idée que les politiques foncières actuelles sont propices aux investissements, et (30,6%) ne sont pas tellement ou du tout d'accord.

Il est constaté que les opinions divergentes sont défavorables selon la branche d'activités. La majorité des entreprises de la branche « hôtels et restaurants » (25%) pensent que les politiques foncières sont favorables aux investissements, alors que les entreprises du secteur immobilier (51,5%) affirment le contraire. L'opinion négative à ce sujet est plus remarquable pour la branche d'activités financières, 25,6% des entreprises ne sont pas tellement d'accord et 35,4% pas du tout d'accord qu'il y ait adéquation entre politiques foncières et développement de l'investissement.

Tableau 105 : Adéquation politiques foncières et investissements

	Politiques foncières favorables aux investissements					Total
	Entièrement d'accord	d'accord	pas tellement d'accord	pas du tout d'accord	Aucune Idée	
secteur						
secteur secondaire	5,7	20,0	20,3	9,9	44,0	100
secteur tertiaire	4,5	22,4	20,0	10,7	42,4	100
Branche d'activité						
Activités extractives	5,2	5,6	20,6	3,5	65,2	100
Activités de fabrication	5,4	19,0	18,3	9,6	47,7	100
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	18,6	18,6	44,1	,	18,6	100
Construction	7,3	25,8	29,9	12,1	24,9	100
Commerce et réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	4,4	22,5	20,0	10,5	42,6	100
Hôtels et restaurants	10,6	25,0	16,9	10,3	37,1	100
Transports, auxiliaires de transport et communications	2,2	22,4	17,7	10,7	47,0	100
Activités financières	,	12,0	25,6	35,4	27,0	100
Immobilier, location et services aux entreprises	1,3	19,9	51,1	14,8	12,9	100
Autres	7,9	8,9	23,8	20,2	39,2	100
Type d'entreprise						
Micro entreprise	3,9	21,5	19,7	11,0	44,0	100
PME/PMI	10,5	28,0	22,6	7,3	31,7	100
Grandes entreprises	5,5	10,9	33,1	35,1	15,4	100
Forme juridique						
SA et SAU	3,6	15,8	27,5	16,4	36,8	100
SARL et EURL	2,4	21,5	33,2	12,7	30,2	100
Entreprises Individuelles	4,7	22,2	19,8	10,5	42,8	100
Ensemble	4,7	22,2	20,0	10,6	42,6	100

Source : Enquête Entreprise 2005-INSTAT

Annexe 1 : Tableaux

Tableau 106 : Typologie des principales divisions dans la région d'Analamanga selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Commerce de gros	Fabrication de textiles	Transports Terrestres	Commerce de détail	Locations
Effectif	Nombre	74 682	4 810	762	12 638	74 682	544
Emplois	Nombre	140 273	45 920	44 475	28 402	140 273	8 745
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	1 182 376 977	1 133 776 774	84 815 396	163 251 439	1 182 376 977	422 860 082
Valeur ajoutée	Millier Ariary	984 397 442	903 376 296	48 631 095	63 901 029	984 397 442	162 787 197
Capital fixe	Millier Ariary	350 281 214	828 238 564	29 433 914	171 999 609	350 281 214	312 005 892
Investissement	Millier Ariary	169 912 678	78 614 638	6 234 336	844 846 987	169 912 678	93 016 643
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	7 018	19 673	1 093	2 250	7 018	18 615
Productivité apparente du capital		2,8	1,1	1,7	0,4	2,8	0,5

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 107 : Typologie des principales divisions dans la région de Vakinankaratra selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Hôtels et restaurants	Commerce de gros	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	Fabrication d'articles d'habillement	Hôtels et restaurants
Effectif	Nombre	5 986	411	700	130	129	411
Emplois	Nombre	10 577	3 585	2 840	461	149	3 585
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	22 275 052	52 021 719	18 869 800	10 961 688	25 643 275	52 021 719
Valeur ajoutée	Millier Ariary	17 972 996	14 245 334	16 975 190	2 103 646	7 178 563	14 245 334
Capital fixe	Millier Ariary	22 357 842	18 644 612	8 782 475	5 296 471	4 288 584	18 644 612
Investissement	Millier Ariary	243 821	518 085	7 592	1 925 941	1 303 174	518 085
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 699	3 974	5 978	4 559	48 175	3 974
Productivité apparente du capital		0,8	0,8	1,5	0,4	0,8	1,5

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 108 : Typologie des principales divisions dans la région d'Itasy selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Commerce de gros	Fabrication de produits alimentaires	Commerce de gros	Commerce de détail	Fabrication de produits alimentaires
Effectif	Nombre	1 928	671	45	671	1 928	45
Emplois	Nombre	3 088	1 936	165	1 936	3 088	165
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	6 011 595	7 144 752	1 685 644	7 144 752	6 011 595	1 685 644
Valeur ajoutée	Millier Ariary	5 346 260	4 098 614	908 237	4 098 614	5 346 260	908 237
Capital fixe	Millier Ariary	23 391 018	5 356 721	299 182	5 356 721	23 391 018	299 182
Investissement	Millier Ariary	2 838 270	10 494 527	311 779	10 494 527	2 838 270	311 779
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 731	2 117	5 507	2 117	1 731	5 507
Productivité apparente du capital		0,23	0,77	3,04	0,77	0,23	3,04

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 109 : Typologie des principales divisions dans la région de Bongolava selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Construction	Commerce de gros	Hôtels et Restaurants	Fabrication d'ouvrages en métaux, travail des métaux	Commerce de détail
Effectif	Nombre	1 238	4	34	35	29	1 238
Emplois	Nombre	1 364	244	177	66	58	1 364
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	1 592 367	240 000	10 132 591	63 987	56 948	1 592 367
Valeur ajoutée	Millier Ariary	1 301 917	113 980	1 894 557	25 749	35 437	1 301 917
Capital fixe	Millier Ariary	572 307	39 200	6 851	511 345	252 138	572 307
Investissement	Millier Ariary	206 710	39 200	6 851	394 390	246 244	206 710
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	954	467	10 704	390	611	954
Productivité apparente du capital		2,3	2,9	276,5	0,1	0,1	1,2

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 110 : Typologie des principales divisions dans la région de Haute Matsiatra selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Hôtels et restaurants	Construction	Commerce de gros	Commerce de détail	Hôtels et restaurants
Effectif	Nombre	5 293	277	179	304	5 293	277
Emplois	Nombre	11 680	4 165	2 215	1 881	11 680	4 165
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	19 034 937	12 551 292	3 818 912	4 239 404	19 034 937	12 551 292
Valeur ajoutée	Millier Ariary	16 158 307	4 119 052	523 548	3 349 452	16 158 307	4 119 052
Capital fixe	Millier Ariary	7 480 967	12 818 157	2 693 412	5 170 545	7 480 967	12 818 157
Investissement	Millier Ariary	2 816 735	2 691 891	1 038 578	5 122 017	2 816 735	2 691 891
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 383	989	236	1 781	1 383	989
Productivité apparente du capital		2,2	0,3	0,2	0,6	2,2	0,3

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 111 : Typologie des principales divisions dans la région d'Amoron'I Mania selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Fabrication d'allumettes	Construction	Commerce de détail	Fabrication d'allumettes	Construction
Effectif	Nombre	1 121	42	68	1 121	42	68
Emplois	Nombre	3 019	700	488	3 019	700	488
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	2 789 133	15 282 582	437 577	2 789 133	15 282 582	437 577
Valeur ajoutée	Millier Ariary	2 553 095	4 993 683	418 377	2 553 095	4 993 683	418 377
Capital fixe	Millier Ariary	7 006 170	439 437	999 120	7 006 170	439 437	999 120
Investissement	Millier Ariary	297 547	143 492	-	297 547	143 492	-
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	846	7 137	857	846	7 137	857
Productivité apparente du capital		0,4	11,4	0,4	0,4	11,4	0,4

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 112 : Typologie des principales divisions dans la région de Vatovavy Fitovinany selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Construction	Commerce de gros	Commerce de détail	Commerce de gros	Construction
Effectif	Nombre	4 691	134	185	4 691	185	134
Emplois	Nombre	8 331	2 589	1 210	8 331	1 210	2 589
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	30 150 256	7 049 515	35 399 573	30 150 256	35 399 573	7 049 515
Valeur ajoutée	Millier Ariary	27 647 398	2 422 478	10 084 025	27 647 398	10 084 025	2 422 478
Capital fixe	Millier Ariary	4 921 345	3 715 645	5 126 117	4 921 345	5 126 117	3 715 645
Investissement	Millier Ariary	724 852	329 317	395 765	724 852	395 765	329 317
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	3318	936	8337	3318,5	8336,6	935,8
Productivité apparente du capital		5,6	0,7	2,0	5,6	2,0	0,7

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 113 : Typologie des principales divisions dans la région d'Ihorombe selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Construction	Commerce de gros	Construction	Hôtel et restaurant	Commerce de gros
Effectif	Nombre	514	22	27	22	32	27
Emplois	Nombre	876	225	125	225	123	125
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	1 031 842	1 589 625	316 709	1 589 625	162 228	316 709
Valeur ajoutée	Millier Ariary	627 342	1 048 950	237 901	1 048 950	122 404	237 901
Capital fixe	Millier Ariary	215 271	103 500	87 529	103 500	401 653	87 529
Investissement	Millier Ariary	3 170	157 500	17 000	157 500	53 536	17 000
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	716	4 662	1 903	4 662	995	1 903
Productivité apparente du capital		2,91	10,13	2,72	10,13	0,3	2,72

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 114 : Typologie des principales divisions dans la région d'Atsimo Atsinanana selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Commerce de gros	Hôtels et restaurants	Commerce de gros	Commerce de détail	Hôtels et restaurants
Effectif	Nombre	482	120	45	120	482	45
Emplois	Nombre	1 254	421	168	421	1 254	168
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	2 365 051	2 857 002	177 162	2 857 002	2 365 051	177 162
Valeur ajoutée	Millier Ariary	1 226 549	2 550 113	73 604	2 550 113	1 226 549	73 604
Capital fixe	Millier Ariary	2 976 497	454 114	80 211	454 114	2 976 497	80 211
Investissement	Millier Ariary	106 055	182 996	9 137	182 996	106 055	9 137
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	978	6 057	438	6 057	978	438
Productivité apparente du capital		0,4	5,6	0,9	5,6	0,4	0,9

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 115 : Typologie des principales divisions dans la région d'Atsinanana selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Commerce de gros	Construction	Hôtels et restaurant	Travail du bois et fabrication d'articles en bois ou de vannerie	Fabrication de verre ; poteries et matériaux pour la construction
Effectif	Nombre	7 731	919	242	451	128	2
Emplois	Nombre	14 178	8 651	4 383	1 824	1 178	2 356
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	64 545 584	45 906 904	17 531 535	8 643 547	908 075	45 268 826
Valeur ajoutée	Millier Ariary	56 435 121	32 005 408	3 636 595	2 810 883	775 826	7 522 040
Capital fixe	Millier Ariary	303 866 531	2 068 436 019	26 673 618	19 054 525	3 415 544	14 878 476
Investissement	Millier Ariary	2 289 938	695 171	2 571 110	9 841 343	6 204 469	3 026 930
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	3 980	3 700	830	1 541	659	3 193
Productivité apparente du capital		0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,5

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 116 : Typologie des principales divisions dans la région d'Analanjorofo selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Commerce de gros	Construction	Intermédiation financière	Commerce de détail	Commerce de gros
Effectif	Nombre	4 169	644	71	2	4 169	644
Emplois	Nombre	9 360	2 781	1 553	799	9 360	2 781
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	24 441 349	36 867 589	3 577 448	1 691 397	24 441 349	36 867 589
Valeur ajoutée	Millier Ariary	18 400 381	6 027 892	824 719	1 679 505	18 400 381	6 027 892
Capital fixe	Millier Ariary	64 725 807	17 236 256	209 650	7 173 841	64 725 807	17 236 256
Investissement	Millier Ariary	2 253 860	466 899	142 733	3 087 094	2 253 860	466 899
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 966	2 168	531	2 102	1 966	2 168
Productivité apparente du capital		0,3	0,3	3,9	0,2	0,3	0,3

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 117 : Typologie des principales divisions dans la région d'Alaotra-Mangoro selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Hôtel et restaurant	Commerce de gros	Transport terrestre	Commerce de détail	Fabrication de produits alimentaires et boissons
Effectif	Nombre	5 818	209	233	58	5 818	78
Emplois	Nombre	10 953	900	622	101	10 953	435
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	32 745 573	4 375 821	2 263 291	765 976	32 745 573	6 971 638
Valeur ajoutée	Millier Ariary	28 662 114	1 529 511	1 228 054	404 815	28 662 114	5 406 086
Capital fixe	Millier Ariary	111 428 302	2 618 352	2 146 830	1 228 967	111 428 302	7 151 837
Investissement	Millier Ariary	565 232	12 283	19 718	817 500	565 232	377 297
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	2 617	1 699	1 974	4 008	2 617	12 428
Productivité apparente du capital		0,26	0,58	0,57	0,33	0,26	0,76

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 118 : Typologie des principales divisions dans la région de Boeny selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Construction	Fabrication d'habillement	Hôtel et restaurant	Commerce de détail	Fabrication de produits à base de tabac
Effectif	Nombre	4 004	265	41	619	4 004	3
Emplois	Nombre	9 507	8 444	3 084	2 164	9 507	536
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	23 751 564	30 545 717	6 912 952	8 369 469	23 751 564	3 797 314
Valeur ajoutée	Millier Ariary	16 815 891	14 129 174	2 095 361	5 639 602	16 815 891	2 861 342
Capital fixe	Millier Ariary	10 691 840	8 942 062	1 114 042	76 236 678	10 691 840	492 494
Investissement	Millier Ariary	961 125	245 787	317 267	2 362 954	961 125	520 048
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 769	1 673	679	2 606	1 769	5 334
Productivité apparente du capital		1,6	1,6	1,9	0,1	1,6	5,8

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 119 : Typologie des principales divisions dans la région de Betsiboka selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Construction	Hôtel et restaurant	Commerce de détail	Commerce et réparation d'automobiles	Hôtel et restaurant
Effectif	Nombre	645	48	97	645	39	97
Emplois	Nombre	1 836	612	161	1 836	116	161
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	2 306 141	1 927 709	218 978	2 306 141	164 010	218 978
Valeur ajoutée	Millier Ariary	75 279	917 789	179 861	75 279	56 711	179 861
Capital fixe	Millier Ariary	4 576 755	284 448	581 831	4 576 755	90 475	581 831
Investissement	Millier Ariary	402 676	0	5 032	402 676	17 325	5 032
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	41	1 500	1 115	41	491	1 115
Productivité apparente du capital		0,02	3,23	0,31	0,02	0,63	0,31

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 120 : Typologie des principales divisions dans la région de Sofia selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Construction	Commerce de gros	Commerce de détail	Commerce de gros	Hôtel et restaurant
Effectif	Nombre	2 684	120	302	2 684	302	156
Emplois	Nombre	4 467	1 969	1 044	4 467	1 044	332
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	7 512 216	5 014 611	1 193 356	7 512 216	1 193 356	381 292
Valeur ajoutée	Millier Ariary	5 930 590	2 716 406	823 180	5 930 590	823 180	275 326
Capital fixe	Millier Ariary	7 662 131	477 252	1 324 044	7 662 131	1 324 044	3 287 303
Investissement	Millier Ariary	3 800 556	70 318	268 485	3 800 556	268 485	179 243
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 327,6	1 379,3	788,4	1 327,6	788,4	829,8
Productivité apparente du capital		0,8	5,7	0,6	0,8	0,6	0,1

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 121 : Typologie des principales divisions dans la région de Melaky selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Construction	Hôtel et restaurant	Commerce de détail	Construction	Hôtel et restaurant
Effectif	Nombre	616	20	71	616	20	71
Emplois	Nombre	1413	1117	169	1413	1117	169
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	2 616 957	1 566 262	291 214	2 616 957	1 566 262	291 214
Valeur ajoutée	Millier Ariary	1 460 304	816 232	254 362	1 460 304	816 232	254 362
Capital fixe	Millier Ariary	11 638 452	249 925	418 882	11 638 452	249 925	418 882
Investissement	Millier Ariary	174 364	102 439	100 000	174 364	102 439	100 000
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 033	730	1 504	1 033	730	1 504
Productivité apparente du capital		0,1	3,3	0,6	0,1	3,3	0,6

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 122 : Typologie des principales divisions dans la région d'Atsimo Andrefana selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Construction	Commerce de gros	Locations	Commerce de détail	Commerce de gros
Effectif	Nombre	3 916	254	227	2	3 916	227
Emplois	Nombre	6 609	2 370	2 014	5	6 609	2 014
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	17 635 242	6 432 362	24 874 647	3 062	17 635 242	24 874 647
Valeur ajoutée	Millier Ariary	15 247 829	3 911 581	15 588 278	1 745	15 247 829	15 588 278
Capital fixe	Millier Ariary	21 348 371	3 769 983	6 466 524	175 307	21 348 371	6 466 524
Investissement	Millier Ariary	4 451 085	829 765	1 765 194	25 456 500	4 451 085	1 765 194
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	2 307	1 651	7 742	388	2 307	7 742
Productivité apparente du capital		0,71	1,04	2,41	0,01	0,71	2,41

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 123 : Typologie des principales divisions dans la région d'Androy selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement	
		Commerce de détail	Construction	Hôtel et restaurant	Commerce de détail	Hôtel et restaurant
Effectif	Nombre	360	38	34	360	34
Emplois	Nombre	576	342	98	576	98
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	2 713 966	1 171 659	223 152	2 713 966	223 152
Valeur ajoutée	Millier Ariary	2 234 471	453 386	198 199	2 234 471	198 199
Capital fixe	Millier Ariary	1 306 339	923 777	188 112	1 306 339	188 112
Investissement	Millier Ariary	95 584	-	5 211	95 584	5 211
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	3 881	1 324	2 032	3 881	2 032
Productivité apparente du capital		1,7	0,5	1,1	1,7	1,1

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 124 : Typologie des principales divisions dans la région d'Anosy selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois		Principales divisions en terme d'investissement	
		Commerce de détail	Auxiliaires de Transport	Commerce de détails	Hôtels et restaurant
Effectif	Nombre	1 227	10	1 227	139
Emplois	Nombre	2 502	822	2 502	662
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	8 230 316	2 194 056	8 230 316	5 554 509
Valeur ajoutée	Millier Ariary	6 608 329	1 111 518	6 608 329	3 884 999
Capital fixe	Millier Ariary	4 510 188	2 457 542	4 510 188	5 277 616
Investissement	Millier Ariary	1 925 757	1 100 448	1 925 757	1 582 396
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	2 641	1 352	2 641	5 865
Productivité apparente du capital		1,5	0,5	1,5	0,7

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 125 : Typologie des principales divisions dans la région de Menabe selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement	
		Commerce de détail	Hôtel et restaurant	Commerce de détail	Construction	fabrication de produits alimentaires et de boissons
Effectif	Nombre	1 687	165	45	24	28
Emplois	Nombre	3 577	612	197	138	106
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	4 597 611	1 730 079	31 103 410	24 740	2 488 142
Valeur ajoutée	Millier Ariary	3 316 717	862 541	23 916 489	19 998	1 589 279
Capital fixe	Millier Ariary	23 660 987	3 070 604	8 844 239	51 188	77 327
Investissement	Millier Ariary	23 660 987	262 815	198 000	41 274	23 817
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	927	1 410	121 324	145	15 053
Productivité apparente du capital		0,66	0,28	2,7	0,39	20,55

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 126 : Typologie des principales divisions dans la région de Diana selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Hôtels et restaurants	Commerce de gros	Hôtels et restaurants	Commerce de gros	Commerce de détail
Effectif	Nombre	10 617	1 070	1 043	1 070	1 043	10 617
Emplois	Nombre	15 646	4 595	3 625	4 595	3 625	15 646
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	36 673 980	16 498 761	34 120 587	16 498 761	34 120 587	36 673 980
Valeur ajoutée	Millier Ariary	22 203 264	11 737 142	26 620 459	11 737 142	26 620 459	22 203 264
Capital fixe	Millier Ariary	16 741 560	42 906 319	58 999 466	42 906 319	58 999 466	16 741 560
Investissement	Millier Ariary	2 365 243	31 401 651	5 299 213	31 401 651	5 299 213	2 365 243
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	1 419	2 554	7 344	2 554	7 344	1 419
Productivité apparente du capital		1,3	0,3	0,5	0,3	0,5	1,3

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Tableau 127 : Typologie des principales divisions dans la région de Sava selon l'emploi et l'investissement

Indicateurs	Unité	Principales divisions en terme d'emplois			Principales divisions en terme d'investissement		
		Commerce de détail	Construction	Commerce de gros	Commerce de détail	Commerce de gros	Construction
Effectif	Nombre	4 076	171	125	4 076	125	171
Emplois	Nombre	7 054	2 299	1 029	7 054	1 029	2 299
Chiffres d'affaires	Millier Ariary	136 670 700	6 615 295	49 442 778	136 670 700	49 442 778	6 615 295
Valeur ajoutée	Millier Ariary	135 088 258	4 016 330	36 194 057	135 088 258	36 194 057	4 016 330
Capital fixe	Millier Ariary	59 730 508	2 015 234	9 920 145	59 730 508	9 920 145	2 015 234
Investissement	Millier Ariary	2 499 371	1 316 006	1 611 607	2 499 371	1 611 607	1 316 006
Productivité apparente du travail	Millier Ariary	19 151	1 747	35 174	19 151	35 174	1 747
Productivité apparente du capital		2,26	1,99	3,65	2,26	3,65	1,99

Source : Enquête entreprise 2005-INSTAT

Annexe 2 : Méthodologie

Le plan de sondage

Champ de l'enquête

Le champ de l'enquête est l'ensemble des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire exerçant sur tout le territoire national. Ainsi, la taille de l'échantillon autorise la présentation des résultats par branche d'activités, au sens de la Comptabilité Nationale et la désagrégation par région. Cette enquête a été élargie à l'ensemble des unités dites « formelles ». Il suffit que l'entreprise soit enregistrée au fichier des établissements de l'INSTAT (ayant le numéro statistique) pour être classée parmi les unités appartenant au secteur dit « formel ».

Unité statistique

L'unité soumise à l'enquête a été l'Entreprise définie par le champ de l'enquête. Ce choix découle des raisons suivantes :

- a-** La responsabilité juridique des trois fonctions ci-après n'incombe qu'à l'entreprise :
- la réalisation de l'objet social décomposée en cycles de transactions : paiements, production, ventes, transactions hors cycles. Chaque cycle englobe des transactions particulières et à chaque transaction correspond une procédure particulière ;
 - la conservation de patrimoine : stockage des matières premières et produits finis, entretien, suivi des immobilisations ;
 - la détention des services généraux : finances, gestion de personnel, administration, comptabilité.
- b-** Certaines données qualitatives sur la vie et les contraintes environnementales de l'entreprise ne sont détenues le plus souvent qu'au siège social, en particulier les informations qui sous-tendent les décisions majeures relatives à chacun de ses démembrements.
- c-** Les informations quantitatives sont étroitement liées à la comptabilité des entreprises. Comme la responsabilité juridique de la comptabilité ne revient qu'à l'entreprise, les établissements ne sont pas tenus de présenter des états financiers.

Constitution de la base de sondage

Les bases de sondage utilisées étaient :

- la liste des communes avec le nombre des entreprises respectives ;
- la liste exhaustive des entreprises E.I. (Entreprises Individuelles), S.A.R.L. (Sociétés Anonymes à Responsabilité Limitée), S.A. (sociétés Anonymes) déclarées et qui ne sont pas en cessation d'activité dans le répertoire national des établissements de l'INSTAT au cours de l'année de référence par commune.

La « mise à jour » de cette liste de la base de sondage consistait à rayer dans le fichier de base les entreprises en faillite et/ou en cessation d'activité et à définir leur localisation géographique exacte au cours du dénombrement.

L'enquête a été réalisée selon un plan de sondage à deux degrés avec stratification à chaque degré. Au premier degré, il s'agit d'un sondage stratifié à probabilité inégale où les communes seront tirées à probabilité proportionnelle à l'effectif des entreprises existantes dans chaque commune selon le fichier des établissements. Une stratification est appliquée à ce niveau : le croisement entre la région et la classification des communes selon l'effectif des entreprises.

Echantillonnage

Au second degré, il s'agit d'un sondage stratifié au plan SAS⁷ à l'intérieur de chaque strate où l'unité secondaire est l'entreprise. A ce niveau, une stratification est aussi appliquée : le croisement entre la forme juridique et la branche d'activité. Toutefois, après le premier tirage, une phase de dénombrement est réalisée au niveau de chaque commune pour déterminer le nombre effectif d'entreprises s'y trouvant.

1^{er} phase : 1^{er} degré ; **Sondage stratifié à probabilité inégale** :

Unité primaire : les communes.

Strate : « Région » × « classe de commune ».

Méthode de tirage : tirage à probabilité inégale (proportionnelle à l'effectif des entreprises se trouvant dans chaque commune).

2^e phase : dénombrement ; pour avoir l'effectif des entreprises existant dans chaque commune tirée.

3^e phase : 2^e degré : **Sondage stratifié au plan SAS à l'intérieur de chaque strate** :

Unité secondaire : les entreprises.

Strate : « forme juridique » × « branche d'activité ».

Méthode de tirage : SAS, en utilisant un tirage systématique, à l'intérieur de chaque strate.

Estimateur d'un total ou d'une moyenne

Désignons par :

Au premier degré :

H : Le nombre total des strates : « région » × « classe de commune ».

NE_h : Le nombre d'entreprises se trouvant dans la strate h .

NE_c^h : Le nombre d'entreprises dans une commune c d'une strate h .

NC_h : Le nombre total des communes appartenant à la strate h .

NE : Le nombre total d'entreprises (au niveau national).

$$\text{Avec } NE = \sum_{h=1}^H NE_h$$

NC : Le nombre total des communes (au niveau national).

⁷ SAS ou sondage aléatoire simple.

$$\text{Avec } NC = \sum_{h=1}^H NC_h$$

nC_h : L'échantillon de communes dans la strate h .

Au second degré :

F : Le nombre total des strates « forme juridique » × « branche d'activité ».

ZE_f^{ch} : Le nombre total d'entreprises existant effectivement (après dénombrement) dans la strate f de la commune c qui elle appartient à la strate h .

zE_f^{ch} : La taille de l'échantillon d'entreprises dans la strate f de la commune c appartenant à la strate h .

zE^{ch} : La taille de l'échantillon d'entreprises de la commune c dans la strate h .

zE^h : La taille de l'échantillon d'entreprises de la strate h .

zE : La taille de l'échantillon total d'entreprises au niveau national.

Et,

Y : La variable d'intérêt.

\bar{Y} : La moyenne nationale de Y avec comme estimateur $\hat{\bar{Y}}$.

T : Le total national de Y avec comme estimateur \hat{T} .

\bar{Y}_h : Moyenne de Y au niveau de la strate h , d'estimateur $\hat{\bar{Y}}_h$.

T_h : Total de Y au niveau de la strate h ; estimateur \hat{T}_h .

\bar{Y}_c^h : La moyenne de Y au niveau de la commune c appartenant à la strate h ; d'estimateur $\hat{\bar{Y}}_c^h$.

T_c^h : Le total de Y au niveau de la commune c appartenant à la strate h , d'estimateur \hat{T}_c^h .

\bar{Y}_f^{ch} : La moyenne de Y de la strate f de la commune c appartenant à la strate h , d'estimateur $\hat{\bar{Y}}_f^{ch}$.

T_f^{ch} : Le total de Y de la strate f de la commune c appartenant à la strate h , d'estimateur \hat{T}_f^{ch} .

y_i^{chf} : La valeur prise par Y pour l'individu i enquêté au niveau de la strate f de la commune c appartenant à la strate h .

Dans ce cas, et selon le plan de sondage, l'estimateur sans biais du total national T de Y s'écrit :

$$\hat{T}(Y) = \sum_{h=1}^H \sum_{c=1}^{nC_h} \sum_{f=1}^F \sum_{i=1}^{zE_f^{ch}} \left(\frac{1}{P_c^h} \cdot \frac{zE_f^{ch}}{zE_f^{ch}} \cdot y_i^{chf} \right)$$

où P_c^h : la probabilité d'inclusion de premier ordre de la commune c de la strate h .

$$\text{Avec } P_c^h = nC_h \times \frac{NE_c^h}{NE_h}$$

L'estimateur sans biais de la moyenne \bar{Y} de Y est donné par :

$$\hat{\bar{Y}} = \frac{1}{\hat{NE}} \hat{T}(Y)$$

Estimateur de la variance de \hat{T}

L'estimateur sans biais de $V(\hat{T})$ s'écrit comme suit :

$$\hat{V}(\hat{T}) = \sum_{h=1}^H \sum_{c=1}^{nC_h} \frac{P_c^h}{nC_h} \left(\frac{\hat{T}_c^h}{P_c^h} - \hat{T}_h \right)^2 + \sum_{h=1}^H \sum_{c=1}^{nC_h} \sum_{f=1}^F \sum_{i=1}^{zE_f^{ch}} \frac{1}{nC_h} \frac{1}{P_c^h} \left(\frac{zE_f^{ch}}{zE_f^{ch}} \right)^2 \left(1 - \frac{zE_f^{ch}}{zE_f^{ch}} \right) (y_i^{chf} - \bar{y}_f^{ch})^2$$

$$\text{où } \bar{y}_f^{ch} = \frac{1}{zE_f^{ch}} \sum_{i=1}^{zE_f^{ch}} y_i^{chf}$$

Plan de redressement : traitement des non-réponses

Il existe deux types de non-réponses :

- ◆ La non-réponse partielle, où l'unité ne refuse de répondre qu'à certaines questions, qu'elle juge trop indiscretes ou tout simplement dont elle ne connaît pas la réponse. Une non-réponse partielle peut également être introduite après la phase de collecte des données (valeur aberrante supprimée, problème informatique)
- ◆ La non-réponse **totale**, où l'unité d'observation ne répond à aucune des questions posées ; elle est causée le plus souvent par un refus ou une absence. Cela ne signifie pas que l'on ait aucune information sur l'établissement non-répondant, on sait au moins qu'il existe.

Systeme de pondération : Traitement de non réponse totale

Pour que les résultats de l'enquête soient applicables à l'univers de l'ensemble des secteurs touchés par l'enquête mais pas seulement limités à l'échantillon d'ENTREPRISES enquêtées, il est nécessaire de disposer des coefficients d'extrapolation adéquats. Ces coefficients, ou poids, sont donc définis en principe, le rapport entre l'univers et le nombre d'ENTREPRISES ayant répondu avec des questionnaires exploitables :

Univers (ENTREPRISES existantes)

Poids = -----

ENTREPRISES ayant répondu

Si l'on note

EXQ : le nombre d'ENTREPRISE du champ ayant répondu (avec des questionnaires exploitables)

EXR : le nombre d'ENTREPRISE qui existent mais pour lesquelles on n'a pas de questionnaires exploitables

NEX : les ENTREPRISE qui n'existent pas ou non fonctionnelles

Le nombre total d'ENTREPRISE de l'univers dans laquelle on a tiré l'échantillon sera

$$\boxed{NTOT = EXQ + EXR + NEX}$$

A partir de l'échantillon, le poids est calculé par :

$$\boxed{\text{Poids} = (\text{ENTREPRISE existantes} - \text{disparition}) / \text{réponse enquête}}$$

où

- « réponse » est le nombre d'ENTREPRISE qui ont répondu c'est à dire que leurs questionnaires sont exploitables

- « ENTREPRISE existantes » est le nombre d'ENTREPRISE qui existent sans qu'elles aient nécessairement de questionnaires exploitables ou non

- « disparition » est le nombre d'ENTREPRISE qui n'existent pas ou qui sont non fonctionnelles à l'année de l'enquête

Si Nh est le nombre total d'ENTREPRISE du strate dans lequel est tiré un nombre nh, le taux de sondage « ts » est :

$$ts = \text{nombre d'ENTREPRISE enquêtées} / Nh$$

Le poids par strate

$$\boxed{\text{Poids}(t) = 1/ts [\text{ENTREPRISE existantes} / \text{réponse}] - 1/ts [\text{disparition} / \text{réponse}]}$$

Pour le redressement partiel.

1^{er} étape.

Plusieurs méthodes pourront être appliquées :

- l'imputation par règle : on applique à une valeur manquante une valeur déterminée suivant une réglementation,
- l'imputation déductive : on applique une valeur déterminée à partir d'une hypothèse sur le comportement présupposé de l'entreprise
- l'imputation par le ratio moyen par classes (le dénominateur étant constitué par une variable principale) : on affecte le ratio moyen observé sur les répondants aux valeurs manquantes des entreprises de la même classe
- l'imputation par le ratio médian par classes (le dénominateur étant constitué par une variable principale) : on affecte le ratio médian observé sur les répondants aux valeurs manquantes des entreprises de la même classe
- l'imputation par hot-deck séquentiel par classes : on affecte dans une classe donnée la valeur observée de la variable pour le répondant qui présente les caractéristiques les plus voisines du non répondant

Les quatre premières méthodes sont dites déterministes, la cinquième appartient à la famille des méthodes stochastiques ou aléatoires qui ajoutent un aléa à la ou aux variables auxiliaires prises en compte. L'essentiel est de garder toute liberté pour revenir éventuellement sur les choix opérés a priori, au vu des données collectées. Il est souvent nécessaire d'opérer des va-et-vient entre les données brutes et les données corrigées ou imputées : de même qu'il n'est pas toujours possible de définir a priori les contrôles susceptibles de détecter toutes les incohérences, il n'est pas possible de toujours prévoir à l'avance les méthodes d'imputations les plus pertinentes. Il faut alors repartir des données brutes pour tester un autre mode de traitement, en veillant à ce qu'il n'interfère pas sur d'autres traitements déjà réalisés.

Il y a lieu de noter que la méthodologie adoptée lors du traitement de l'enquête auprès des entreprises 2005 est celle de la cinquième méthode en constituant des strates homogènes pour les individus enquêtés. Puis on a cherché un modèle qui donne une relation entre les variables de la strate. Ensuite, on calcule la valeur à chercher à partir de ce modèle. Cette valeur serait imputée au niveau des données manquantes. Ce choix s'explique par la robustesse de la valeur calculée à partir d'un modèle par rapport aux autres estimateurs.

Démarche globale et déroulement de l'enquête

L'enquête auprès des entreprises devient de plus en plus difficile car les chefs d'entreprise sont réticents au remplissage du questionnaire à cause de la multitude des enquêtes qui leur sont destinées. En effet, l'INSTAT avec les autres départements concernés ont travaillé de concert pour mener à terme les collectes des informations auprès des entreprises. Des réunions de travail ont été faites avec les responsables auprès du Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement du Secteur Privé (MICDSP).

En outre, une réunion d'information avec les groupements des entreprises et le Comité d'appui au pilotage de la relance de l'entreprise (CAPE) a été effectuée avant le lancement de l'enquête pour qu'ils prennent connaissance de l'objectif et du déroulement de l'enquête. Au niveau de chaque région, le Chef de région ainsi que ses collaborateurs ont été informés de la mise en œuvre de l'enquête.

A noter que cette enquête s'inspirait des acquis des différentes enquêtes successives, à savoir les enquêtes annuelles industrielles, les enquêtes sur les investissements directs étrangers tant dans l'approche méthodologique qu'au contenu du questionnaire. En effet, elle avait l'avantage d'avoir bénéficié des diverses améliorations apportées aux expériences acquises

sur terrain au cours des enquêtes effectuées chaque année. La collecte d'information s'effectuait auprès des entreprises et étaient désagrégées par branche d'activités et par région.

L'opération de terrain a été subdivisée en plusieurs phases :

Phase 1 : Opération de dénombrement.

Afin de disposer d'une base de sondage fiable et compte tenu des expériences antérieures, une opération de dénombrement a été menée pour le bon déroulement de cette enquête. Elle permettait d'avoir une localisation géographique récente des entreprises avec la collecte de variables instrumentales comme la taille de l'entreprise. La liste ainsi constituée a servi de base de sondage au second degré pour le tirage de l'échantillon final qui fait l'objet de l'enquête proprement dite

Phase 2 : Construction de l'échantillon de l'enquête à partir de la base de dénombrement. Cette phase consistait à tirer les entreprises à enquêter.

Phase 2 : Sensibilisation

C'était le premier contact avec les représentants des groupements d'entreprises et des représentants des différents institutions ou ministères. Ce contact visait à sensibiliser les opérateurs et les institutions sur la dimension de l'enquête, les objectifs et les coordinations éventuelles.

Phase 3 : Formation des formateurs et des enquêteurs et contrôleurs

La formation des agents de terrains s'était faite en deux étapes : formation des formateurs et puis formation des enquêteurs.

La formation des formateurs s'était déroulée à l'INSTAT même et a duré deux jours. Elle consistait à leur expliquer le rôle des superviseurs durant toute l'enquête et la compréhension du questionnaire. La formation des enquêteurs et contrôleurs a été faite pendant 5 jours.

Phase 4 : Opération terrain : dépôt et récupération des questionnaires.

Le nombre d'entreprises contactées ou la taille de l'échantillon est de 8000 qui répartissaient sur l'ensemble de territoire national Malgache. L'approche était différente suivant que l'enquêteur s'adresse à des entreprises individuelles ou à des sociétés. Pour la majorité des sociétés, l'enquêteur déposait le questionnaire et le récupérait selon la date fixée avec le chef d'entreprise. Dans la plupart des cas, l'enquêteur remplissait le questionnaire avec le chef d'entreprise étant donné qu'un bon nombre d'entreprises individuelles ne possèdent pas de comptabilité. L'aide des enquêteurs était le plus souvent indispensable pour le chef d'entreprise dans le remplissage du questionnaire.

A noter que cette phase constituait une étape plus importante dans la mesure où elle fournissait les données traitées pour sortir les indicateurs et les informations demandés. Les informations collectées par les enquêteurs ont été vérifiées par les contrôleurs tandis que les superviseurs ont assuré du bon déroulement de l'enquête dans leur zone respective et de certaines cohérences dans le questionnaire.

Phase 5 : Codification du questionnaire

Une fois que les informations recueillies ne nécessitaient plus aucun déplacement complémentaire quelconque auprès de l'entreprise pour complément d'information, le contrôleur codifiait les deux documents (la Fiche Réponse agrafée avec le questionnaire correspondant) et remettrait le plus rapidement possible l'ensemble au superviseur qui, à son tour allait les remettre au responsable d'enquête après un dernier contrôle. La codification portait sur les rubriques dans les parties grisées (partie droite) des documents.

Il est à rappeler que l'enquête sur terrain a commencé le 22 Août à Antananarivo et le 29 Août dans les autres provinces. Elle était prévue pour une durée de 40 jours de terrain. Compte tenu de la réticence de certains opérateurs, et après les interventions des différents responsables (INSTAT, MICDSP), les enquêteurs ont pu récupérer tardivement quelques questionnaires vers le début du mois de décembre.

Récapitulatif de l'enquête

Récapitulatif de l'enquête

FARITANY	REGION	Taille de l'échantillon	Etat des questionnaires				TAUX DE REFUS
			Refus	Autres	Remplis	dont Exploitable	
ANTANANARIVO	Analamanga	2 463	422	382	1 659	1 657	20,30%
	Bongolava	124	12	30	82	82	12,80%
	Itasy	291	48	29	214	215	18,30%
	Vakinankaratra	449	20	77	352	349	5,40%
	Amorin'i mania	91	12	16	63	63	16,00%
	Atsimo-atsinanana	59	4	13	42	42	8,70%
	Haute matsiatra	270	11	26	233	232	4,50%
	Horombe	87	2	8	77	78	2,50%
FIANARANTSOA	Vatovavy-fitovinany	222	0	30	192	189	0,00%
	Alaotra mangoro	451	30	69	352	346	7,90%
TOAMASINA	Analanjorofo	378	58	42	278	302	17,30%
	Atsinanana	516	34	74	408	384	7,70%
	Betsiboka	63	0	19	44	43	0,00%
MAHAJANGA	Boeny	350	12	85	253	246	4,50%
	Melaky	32	0	8	24	24	0,00%
	Sofia	239	22	63	154	154	12,50%
	Ambovombe-androy	109	7	41	61	61	10,30%
TOLIARY	Anosy	236	7	75	154	154	4,30%
	Atsimo-andrefana	334	16	46	272	271	5,60%
	Menabe	256	6	41	209	204	2,80%
ANTSIRANANA	Diana	543	80	113	350	346	18,50%
	Sava	437	33	164	240	235	12,10%
	Total	8 000	836	1 451	5 713	5 677	12,80%

Compte tenu de la difficulté de l'enquête auprès des entreprises par rapport aux autres enquêtes, le taux de refus lors de l'enquête auprès des entreprises 2005 était de 12,8% contre le taux de refus prévisionnel fixé 33%. Les taux de refus restent toujours plus élevés dans les grands centres urbains. A Analamanga, il s'élève à 20%. 24% des entreprises ayant refusé de répondre les questionnaires étaient des sociétés et quasi-sociétés (SA, SAU, SARL, EURL). Il est à remarquer aussi que 52% des entreprises qui ont refusé de ne participer à remplir le questionnaire se trouvent dans la branche « commerce et réparation de véhicule, .. ». Viennent ensuite les entreprises appartenant à la branche « Activité de fabrication » (11% de l'ensemble). Toutefois, le taux global de refus semble être moins élevé si l'on compare par rapport à ceux des enquêtes auprès des entreprises précédentes situant autour de 30%. Il est également à préciser que pendant une décennie le taux de réponse de l'enquête auprès des entreprises ne dépasse jamais 66%..

Interrogées sur les raisons de non remplissage du questionnaire, les entreprises ont le plus souvent évoqués la multiplicité des enquêtes, le manque de temps. A signaler que si on insiste trop auprès des opérateurs de remplir le questionnaire, ils risquent de fournir probablement des informations non fiables.

Le taux de réponse est de 71,4%⁸. Il y a lieu de signaler que ce chiffre diffère un peu par rapport à celui mentionné dans le rapport de collecte (5713 questionnaires bien remplis contre 5900). Cette différence résulte de l'appréciation des questionnaires faite par les contrôleurs. Les contrôleurs considèrent les questionnaires à moitié remplis ou mauvais remplis comme des questionnaires remplis.

5677 questionnaires ont été exploitables contre 5713 questionnaires remplis. 36 questionnaires sont inutiles dans la mesure où ils n'appartiennent pas du champ de l'enquête. Ces 36 entreprises ont été classées dans le secteur primaire après la vérification des informations fournies par les chefs d'entreprises.

L'état de questionnaires correspondant à la modalité « Autres » concerne plusieurs raisons : Absence prolongée des personnes habilitées à répondre au questionnaire, Décès, mauvais remplis, etc

Autres	
Pas en encore en activité	12%
Faillite	20%
Introuvable	20%
Changement d'adresse	13%
Chômage technique	3%
Absence prolongée de responsable	24%
Décès,	4%
Autres raisons non classées ailleurs	4%
Total	100%

Phase 6 : opération de saisie

La phase d'exploitation et de traitement des questionnaires débute à partir de la validation des fiches d'enquête reçues par les responsables d'enquête ou superviseurs. La saisie des données : c'est le travail le plus important lors de la constitution d'une base de données devant regrouper des résultats d'enquêtes. Elle consiste principalement à retranscrire dans un système physique de stockage de données toutes les informations récoltées dans les fiches d'enquête. La saisie se réalise à l'aide d'un masque de saisie identique dans la présentation au questionnaire afin d'assurer une convivialité de la saisie : l'opération consiste donc à inscrire dans les diverses cases du masque de saisie toutes les informations (numériques et alphanumériques) contenues dans les cases correspondantes du questionnaire à saisir.

Il est à rappeler que l'opération de saisie a commencé le 8 Novembre 2005 et s'est terminée le 12 Décembre 2005, pour une durée de 35 jours. Quatre catégories de personnel ont été mobilisées pour accomplir cette tâche, à savoir les superviseurs de saisie, les contrôleurs de saisie, les opérateurs de saisie et l'informaticien. Le masque de saisie est sous le logiciel ACCESS.

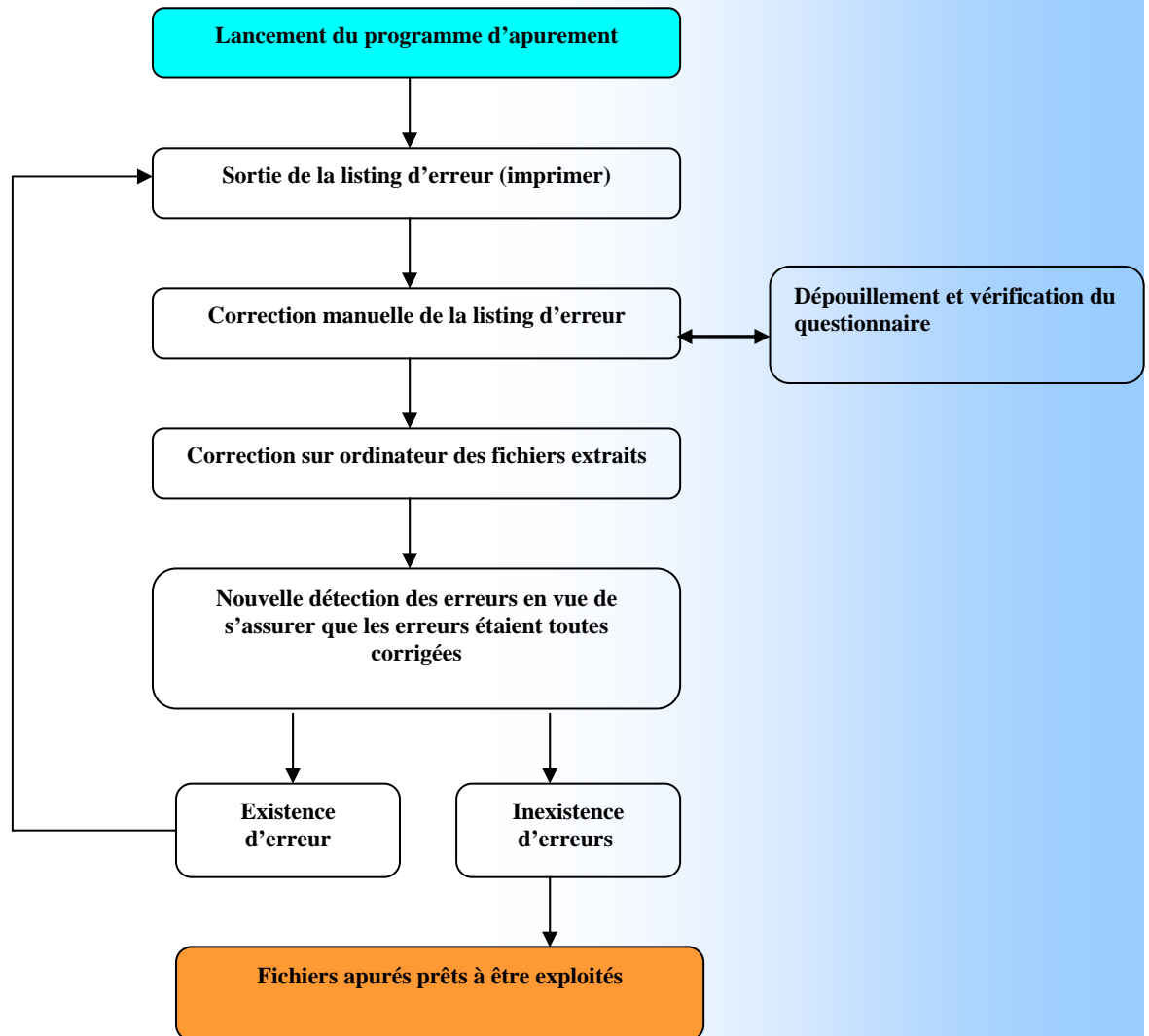
Une opération de double saisie à partir d'un échantillon représentant 10% des questionnaires a été menée. Lors de cette vérification, on a observé que le taux d'erreurs global s'élevait à 4,2%. Une telle proportion d'erreur est acceptable dans le cadre de la restitution de résultats d'enquête fiables dans la mesure où ce taux est, dans l'essentiel, généré par des erreurs au niveau des modules IDENTIFICATION, ACTIF et MAIN D'ŒUVRE. Or les erreurs

⁸ Le rapport entre le nombre de questionnaires remplis sur le nombre d'entreprises contactées

enregistrées au niveau de ces modules ont permis de retracer et corriger la base de données. Elles ont également permis de prendre les premières mesures indispensables tels que : le lancement d'un deuxième contrôle plus affiné des saisies ; la correction de la base de données à partir d'une seconde saisie

Phase 7 : apurement de données

Des erreurs s'introduisent parfois dans les fichiers. Les sources de ces erreurs peuvent être la saisie, le remplissage des questionnaires. L'apurement consistait donc à détecter ces erreurs et à procéder à leur correction en vue d'obtenir des fichiers prêts à être exploités, comme on le montre la figure suivante :



Généralement, les types de contrôles effectués étaient :

- Le contrôle d'exhaustivité qui consiste à vérifier l'exhaustivité des entreprises figurant dans l'échantillon. Plus précisément, cette première phase concerne principalement la comparaison de la liste des entreprises enquêtées et celle de la saisie.
- Le contrôle de complétude qui consiste à vérifier la complétude des informations sur certaines variables supposées non vides. Il s'agit donc de voir si des « vides » existent pour ces variables
- Le contrôle de cohérence et de vraisemblance qui consiste à s'assurer que les données saisies sont vraies et cohérentes entre elles.

Plus précisément, il suffit d'exécuter les programmes d'apurement. Les résultats des tests appellent éventuellement des corrections à effectuer manuellement au niveau des documents de base sous la responsabilité du superviseur concerné. A noter que le programme d'apurement était sous le logiciel STATA.

Il a lieu de noter que, dès qu'on finisse la collecte, les données recueillies sont soumises à un processus automatisé de vérification conjugué à un examen analytique afin de s'assurer de leur complétude et de leur cohérence. La liste des valeurs extrêmes est dressée en vue de leur examen manuel selon un ordre de priorité établi d'après la grandeur de l'écart par rapport à la moyenne. Ces valeurs aberrantes sont exclues du calcul des variables d'imputation effectué par le système d'imputation. Plus précisément, pour l'ensemble des entreprises ayant répondu et pour lesquelles les questionnaires sont exploitables, les ingénieurs statisticiens ont sorti les valeurs moyenne et maximum pour les principales variables quantitatives: production, valeur ajoutée, capital, effectif de la main-d'œuvre, investissement pour détecter les valeurs aberrantes. En outre, les enquêtes antérieures (enquêtes sur les investissements Directs étrangers, enquêtes auprès des entreprises) menées par l'INSTAT ont été utilisées pour comparer les résultats fournis par les entreprises.

De plus, un re-contact des chefs d'entreprise a été réalisé pour la vérification du contenu des questionnaires.

Phase 8 : archivage des questionnaires

Cette phase consiste à archiver les questionnaires après leurs utilisations. Les questionnaires sont classés par District.

Phase 9 : Tabulation

Les résultats de l'enquête sont présentés en deux séries de tableaux : une série de tableaux standards relatifs à la partie quantitative du questionnaire et une autre série, portant sur la partie qualitative. Les programmes de tabulation ont été fait en STATA et en SPSS selon le choix des analystes.

Vérification des tableaux pour assurer leurs exactitudes et les cohérences

Tous les tableaux de chacune des modules du questionnaire permettaient l'analyse de la situation ponctuelle. Après l'apurement des données, on a sorti quelques tableaux. Pour assurer donc la célérité de la diffusion des résultats, la priorité a été accordée aux tableaux classiques faisant ressortir les principales caractéristiques de la structure des secteurs d'activités à Madagascar. Il s'agissait, en particulier, de ressortir les tableaux concernant la population d'entreprise et ceux des emplois, capital fixe, investissement et de la valeur ajoutée et de les comparer entre eux. Certains résultats obtenus⁹ sont également comparés à ceux des enquêtes antérieures. Entre autres, un ingénieur statisticien s'est chargé de relancer les programmes de tabulation pour assurer leurs exactitudes et les cohérences entre les tableaux.

Difficultés rencontrées

Elles sont de plusieurs ordres :

Difficultés techniques :

Un des problèmes majeurs lors de la mise en œuvre de l'enquête est la constitution de la **base de sondage**. Le problème résidait surtout au niveau du secteur tertiaire hors commerce de

⁹ Résultats au niveau national

gros. En effet, le secteur industriel (secondaire) et le commerce de gros bénéficiaient de l'apport des enquêtes régulières comme l'EAI et « l'enquête sur le commerce de gros ». La fiabilité de certaines informations concernant l'entreprise reste préoccupante (exemple : adresse, activité s'il y a eu changement ...). La base de sondage issue de répertoire national des établissements ne renfermait que le nom de l'entreprise, son activité et l'adresse, les informations auxiliaires n'étaient pas disponibles (exemple : chiffre d'affaire, effectif du personnel). Ainsi, l'échantillonnage s'est basé sur la taille de chaque région et commune en terme d'effectif d'entreprise. A la prochaine version de l'enquête, l'utilisation des informations obtenues lors de l'enquête de 2005 est primordiale pour l'optimisation des résultats.

Un autre problème non négligeable concerne le remplissage des comptes de résultats. Certaines entreprises fournissent des comptes de résultats non équilibrés. Les analystes ont recouru dans la plupart des cas au re-contact des chefs d'entreprises pour la correction des informations.

Difficultés ressources humaines

La collecte des données nécessitait une mobilisation de ressources humaines énormes. L'INSTAT était obligée de faire recours au service de personnels non initiés à des opérations de collecte.

Difficultés matérielles

La mobilisation d'une voiture réservée à l'enquête est une nécessité. Le manque de moyen de locomotion a énormément handicapé les "opérations refus" effectuée par les superviseurs et les responsables d'enquêtes. Le fait de " rater un rendez-vous" pris avec un opérateur ne fait qu'accroître un peu plus les chances de refus.

Réticence des opérateurs :

Malgré les efforts menés par l'INSTAT (intervention des différents responsables de l'INSTAT, discussion avec le groupement des opérateurs, etc.), bon nombre d'entre eux n'étaient pas enthousiastes à répondre aux questionnaires. Aussi plusieurs entreprises ont fait revenir trois ou quatre fois les enquêteurs avec un intervalle de temps qui dépasse 2 mois. Certaines grandes entreprises ont fait revenir les enquêteurs jusqu'à 12 fois. La plupart d'entre elles sont "incontournables" étant donné leur poids dans l'économie et il fallait s'aligner sur elles pour clôturer la phase de la collecte. Il est à craindre que la pérennisation de l'enquête annuelle auprès des entreprises ne soit chose vaine si les problèmes ci-dessus persistent. Interrogés sur les raisons de non remplissage du questionnaire, les entreprises ont le plus souvent évoqués la multiplicité des enquêtes. L'hésitation des entreprises semble encore persister.

Portée et limite de l'enquête auprès des entreprises 2005

La représentativité de l'enquête auprès des entreprises 2005 se limite au niveau des strates (Croisement régional, branche d'activité et forme juridique). Les indicateurs au niveau régional de cette enquête ne peuvent être comparés à ceux des résultats antécédents¹⁰ qui ne restent représentatifs qu'au niveau national

¹⁰ *Enquêtes annuelles industrielles, Enquêtes sur les indices de production industrielle, enquêtes sur les investissements directs étrangers.*

Suggestions pour la prochaine enquête

Concernant la base de sondage, il faudra utiliser la nouvelle base de sondage du répertoire national de l'Etablissement après l'opération « renouvellement de la carte statistique » menée par l'INSTAT qui est prévue s'achever le mois de mai 2006.

Une mesure relative de l'erreur type estimative permet d'évaluer la qualité des données. Ainsi, compte tenu de l'insuffisance des informations fournies par la base de sondage (taille de l'entreprise, chiffre d'affaires non disponibles). Les coefficients de variation estimatifs par forme juridique lors de cette enquête semblent être non négligeable. L'utilisation des variables « taille de l'entreprise » ou « classement des chiffres d'affaires » comme nouvelle strate au lieu de forme juridique est à recommander pour la prochaine enquête.

En ce qui concerne les ressources humaines, il faudra prévoir un renforcement de l'encadrement. Ainsi, la forte mobilisation des statisticiens dans l'opération d'apurement des données s'avère nécessaire. En outre, il faudra re-contacter les chefs d'entreprises pour la vérification des informations ambiguës.

Pour pallier aux différents problèmes de réticences des opérateurs, l'enquête devra commencer au mois de Juillet de l'année N (pour l'exercice N-1). Néanmoins certaines entreprises doivent recevoir au tout début de l'enquête leur questionnaire du moins sur les parties quantitatives (compte de résultat, matières premières, ventes et recettes, investissements), les questions qualitatives qui sont facilement remplissables pourraient être envoyées ultérieurement. Ces entreprises sont reconnaissables à cause de leur charge de travail au cours de mois d'Août à Décembre (période de pointe, vacances etc.).

A noter également qu'il s'agit d'une enquête complexe, en particulier étant donné que l'on doit impérativement avoir les données sur les plus grosses entreprises. L'enquête est ainsi tributaire de la réponse de ces dernières. Il faut donc à tout prix que les entrepreneurs soient convaincus de l'intérêt de l'enquête :

- grâce à une diffusion rapide des résultats (ce qui n'a pas été le cas au cours des dernières années), et plus largement une politique active de diffusion (médias, participation à des séminaires/forum, etc.)

- en mobilisant les groupements d'entreprises pour appuyer, parrainer l'enquête

- en mobilisant des réseaux de connaissances : cela suppose que les responsables se fassent connaître en participant à des manifestations (séminaires/forums, réunions, etc.), et par l'intermédiaire des médias, et qu'une politique active de sensibilisation soit menée tout au long de l'année.

C'est dans ce cadre qu'on devra tenir compte les deux aspects essentiels suivant :

- La nécessité de diffuser rapidement (et auprès du large public) les résultats (même en se limitant à quelques chiffres essentiels), pour convaincre de l'intérêt de l'enquête et encourager les entreprises à répondre rapidement à l'enquête des années suivantes
- La nécessité de travailler avec les groupements d'opérateurs (création d'un groupe de travail, parrainage de l'enquête, etc.) et répondre à leur demande (c'est la raison pour laquelle on devra proposer un questionnaire allégé ne contenant qu'une page de question qualitative thématique)

Si besoin, à défaut de réponses rapides des entreprises (si leurs comptes ne sont effectivement pas prêts), il faut savoir trouver et utiliser de façon pertinente d'autres sources d'informations ou indicateurs permettant de pallier les informations manquantes.

Il faudra aussi voir une autre méthodologie spécifiée en vue d'avoir un échantillon représentatif mais en nombre limité (afin d'écourter le temps de récupération des questionnaires).

Glossaire

L'Établissement est défini comme l'unité qui s'occupe de la production d'un groupe de biens ou un groupe de services homogènes. Il est localisé le plus souvent en un seul lieu. Le plus souvent ces activités restent cependant proches, elles s'articulent soit suivant une filière soit autour d'un même type d'activité.

Une entreprise peut être constituée de plusieurs établissements dont les activités peuvent être différentes.

Forme juridique

La forme juridique de l'entreprise définit les droits et obligations de l'entreprise de point de vue juridique (relatif aux droits des affaires).

- S.A. (Société Anonyme) : Unité de production de biens ou de services dont le capital est divisé en actions et ne comptant qu'une seule catégorie d'associés appelés actionnaires. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
- S.A.R.L (Société Anonyme à Responsabilité Limitée) : Société constituée entre des associés qui ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports ; c'est-à-dire qu'ils ne sont responsables que du montant de leurs apports. Les SARL constituent une forme intermédiaire entre les Entreprises Individuelles et les Sociétés Anonymes.
- E.I (Entreprises Individuelles) : Entreprise créée par une personne physique pouvant toutefois librement libérer une partie du capital à un ou plusieurs associés.
- COOPERATIVE : Association de personnes physiques ne recherchant pas un profit, mais aspirant à offrir à leurs membres un meilleur service au prix le plus bas possible.

Activité principale

Les activités d'un établissement seront déterminées d'après les produits qu'il vend. Ainsi les établissements seront classés d'après leurs produits principaux. S'il est difficile de déterminer le produit principal de l'établissement (ex: fabrication de chaussures en cuir d'une part, et de chaussures en plastique ou en caoutchouc d'autre part), l'activité principale sera déterminée en fonction de l'activité qui procure la plus grande partie du chiffre d'affaires.

Compte de résultats

Les comptes de résultats d'une entreprise traduit le montant des "produits" de l'entreprise (recettes liées aux ventes de la période.....) à lequel on a soustrait l'ensemble des "charges" (salaires versés, coût d'achat des marchandises.....). Les détails de chaque rubrique du Compte de résultat sont dans le Plan Comptable Général 2005 fournis aux enquêteurs.

Emploi et Rémunération

- La main-d'œuvre ou les personnes occupées

Il s'agit des personnes ayant effectivement participé à l'activité de l'établissement durant la période de référence à l'exclusion des travailleurs à domicile.

Ce sont notamment les propriétaires qui travaillent dans l'établissement, les associés actifs, les travailleurs familiaux non rémunérés, les salariés.

Pour les petits établissements, on rencontrera parfois un nombre important d'apprentis dont il faut tenir compte.

Le dénombrement prendra en compte les travailleurs à temps partiel et les travailleurs temporaires (saisonniers), le personnel en congé de courte durée (congé de maladie, congé annuel ou vacances) et aussi le personnel en grève. Cependant il convient d'exclure les administrateurs des sociétés à capitaux qui ne touchent que les jetons de présence à l'occasion de la tenue des conseils d'administration.

Important : Les gérants et les directeurs des sociétés à capitaux ou des entreprises analogues et qui travaillent contre rémunération doivent figurer parmi les salariés cadres ou agents de maîtrise.

- Personnel non rémunéré

C'est l'ensemble des personnes qui (vivant généralement avec le propriétaire ou un des associés) travaillent dans l'établissement sans percevoir de rémunération.

- Ouvriers ou travailleurs de production

Les ouvriers sont tous les salariés qui participent directement à la production ou aux activités auxiliaires de l'établissement. Cette catégorie regroupe des personnes qui possèdent des connaissances spécifiques du métier (théoriques et pratiques), et qui exécutent un ensemble de tâches sous le contrôle direct d'un agent technicien de niveau supérieur.

Exemples : tourneur, ajusteur, monteur câbleur ...

- Employés

Ce sont les agents dont les compétences nécessaires correspondent à celles pour les ouvriers, mais qui exercent dans les services autres que la fabrication de l'entreprise.

Cette catégorie englobe le personnel de gestion, le personnel de bureau, les dactylographes, les secrétaires, les gardiens, les comptables, les vendeurs, etc....

- Cadres moyens et supérieurs

Les cadres sont constitués du personnel appartenant à la catégorie supérieure des salariés de l'entreprise : personnel d'encadrement et décideurs.

La catégorie des cadres supérieurs englobe le personnel qui participe effectivement à la direction de l'entreprise ou qui possède des attributions à l'intérieur desquelles ils peuvent faire preuve de larges initiatives.

Exemples : directeurs et administrateurs rémunérés, chefs de services, chargés d'études, Ingénieurs de fabrication, Chef du service de maintenance.

La catégorie des cadres moyens est intermédiaire entre les cadres supérieurs et les employés et ouvriers. Elle est constituée des personnes assistants ou adjoints des cadres supérieurs. Ils contrôlent et surveillent les travaux conçus à un niveau supérieur et les ouvriers

hautement qualifiés. Ils accomplissent des tâches qui réclament un niveau de compétence élevé dans une technique spécialisée. Ils organisent, contrôlent et dirigent les activités quotidiennes d'un groupe de travailleurs qui leur sont subordonnés.

Exemples : Agent de maîtrise, les contremaîtres, les techniciens, chef comptable, chef d'entretien en mécanique générale, conducteur de travaux, chef d'équipe.

- Rémunérations brutes (Frais de personnel)

Ce sont toutes les sommes en espèces et les prestations en nature versées ou fournies à toutes les personnes comptées au nombre de salariés de l'établissement.

Elles comprennent les paiements en espèces, gratifications, indemnités de toutes sortes (transport, logement, congés payés), cotisation de sécurité sociale des salariés, crédit foncier et autres paiements dus par les salariés et retenus par l'employeur et enfin les prestations en nature.

Les prestations en nature (ou avantages en nature), qui doivent être incluses sont définies comme le coût net pour l'employeur des biens et services fournis aux salariés gratuitement ou à un prix réduit. Elles comprennent les produits alimentaires, logement, eau, gaz, électricité, transport pour congé, vêtements (sauf tenue de travail) etc...

- Charges sociales (Frais de personnel)

Les charges sociales comprennent l'ensemble des cotisations patronales versées par l'employeur aux organismes de sécurité sociale (CNaPS, OSTIE, ...), ainsi que les soins médicaux fournis directement par l'entreprise (prestations directes).

Module Intrants

-Achats de matières premières et fournitures (MP1)

On s'intéresse dans cette section aux achats de facteurs qui entrent dans le processus de production des biens et services.

Les données de cette rubrique doivent concerner :

1. Les matières premières, éléments usinés, pièces détachées etc..., qui sont physiquement incorporés dans le produit (y compris carburants et combustibles qui entrent directement dans le produit).
2. Les matières auxiliaires consommées durant le processus de production (lubrifiant, matériel de bureau, etc...).
3. Les emballages et matériel d'emballage achetés et prêts à servir.

On demande l'ensemble des ***achats*** de facteurs effectués au cours de l'exercice. Le terme "consommations intermédiaires" n'a pas été utilisé pour éviter la confusion entre les produits achetés et ceux qui ont été effectivement utilisés pour la production de l'entreprise au cours de l'exercice.

Les achats incluent donc ceux qui ont été achetés mais qui n'ont pas servi comme consommations intermédiaires (et qui s'ajoutent donc au stock).

- Détail

La définition précédente s'applique également au tableau concernant le détail des principales matières premières achetées (y.c. fournitures, emballages, combustibles, eau, gaz, carburants,...).

Les achats de marchandises pour revente en état d'acquisition (sans transformation) qui correspondent à une activité commerciale, ainsi que les prestations de services et les autres charges ne doivent pas figurer dans ce tableau.

Ne pas oublier qu'il s'agit du prix unitaire correspondant aux produits mentionnés. N'oubliez pas de ventiler en local et importé. S'il s'agit d'un groupe de produits qui se ressemblent et que l'entreprise n'arrive pas à décomposer, prendre la valeur unitaire (Valeur/Quantité) avec quantité = nombre ou poids etc. **Pour le total, vous aurez le choix mais il faut que le mode d'évaluation soit homogène (tous en TTC ou en hors taxes).** Même remarque pour l'électricité et l'eau.

Module Ventes

Il s'agit du détail des principaux produits vendus finis ou semi-finis fabriqués par l'entreprise. Les ventes de marchandises en état d'acquisition (sans transformation) qui correspondent à une activité commerciale, ainsi que les prestations de services et les autres recettes ne doivent pas y figurer.

Les prix unitaires correspondant sont relatifs aux produits mentionnés dans le questionnaire. Ils sont ventilés en produits local et exporté. S'il s'agit d'un groupe de produits qui se ressemblent et que l'entreprise n'arrive pas à décomposer, prendre la valeur unitaire (Valeur/Quantité).

Evaluation des ventes

Les ventes doivent être évaluées au prix de vente hors taxes (taxes exclues), c'est-à-dire au prix que l'établissement demande au client moins les taxes: prix sortie usine hors taxes (rabais et remises) faits au client.

Module Investissement

Les données concernant les dépenses relatives aux biens de capital fixe au cours de l'exercice doivent indiquer la valeur de tous les biens corporels achetés par l'établissement aux fins d'utilisation par celui-ci (terrains, bâtiments, machines, matériels, véhicules) dont on s'attend à ce qu'ils aient une vie utile de plus d'un an.

Les biens de capital fixe achetés à des tiers doivent figurer au coût total, c'est-à-dire au prix de livraison majoré des frais d'installation y compris toutes commissions et taxes, mais à l'exclusion des dépenses de financement (i.e. les frais financiers).

La capacité de production est définie comme la production qui pourrait être obtenue par l'utilisation maximale des équipements installés (tenant compte des contraintes de maintenance et de sécurité), en adaptant si nécessaire les effectifs et l'organisation du travail (et en écartant toute considération de rentabilité).

Désinvestissement/ Ventes de biens de capital

Les avoirs fixes usagés vendus durant l'exercice doivent être évalués à la somme effectivement perçue.

Les facteurs influençant les décisions d'investissements

Pour l'année 2003 et pour l'année 2004, les entrepreneurs sont invités à indiquer l'influence des facteurs ci-dessous en choisissant parmi les cinq modalités « très stimulant (+) », « stimulant (+) », « sans influence », « limitant (-) » et « très limitant (-) ».

Les facteurs envisagés sont :

- les perspectives d'évolution de la demande intérieure,
- les perspectives de la demande étrangère,
- les perspectives de profits liés aux nouveaux investissements,
- l'autofinancement de l'entreprise,
- le niveau de l'endettement de l'entreprise,
- le niveau des taux d'intérêt,
- globalement : les conditions de financement de l'investissement,
- les facteurs techniques (les développements technologiques, sans omettre les contraintes d'adaptation de la main d'œuvre à ces nouvelles technologies),
- les autres facteurs (aides fiscales à l'investissement par exemple).

Module Actifs immobilisés

Il s'agit ici d'évaluer l'ensemble du capital fixe détenu par l'entreprise. Les actifs corporels immobilisés doivent être évalués au coût de remplacement, c'est-à-dire à leur valeur effective au cours de l'exercice (prix auquel ils seraient vendus si l'entreprise devait le vendre). Ce cas risque de se présenter souvent pour les Entreprises Individuelles.

CONCEPTS ET INDICATEURS

Entreprise industrielle formelle : toute entreprise dont l'activité principale est la production de biens transformés et qui possède un numéro statistique. Une entreprise peut comprendre plusieurs établissements ou lieux de production ; les comptes de l'entreprise correspondent aux comptes consolidés de l'ensemble de ses établissements. Une entreprise peut fabriquer différents types de produits.

Entreprises individuelles (EI) : il s'agit d'entreprise de personne ne possédant de personnalité juridique propre.

Sociétés et Quasi-Sociétés (SQS) : toutes les autres entreprises (S.A., S.A.R.L., EI, EURL, Sociétés d'économie mixte, coopératives, etc.).

Branche : Ensemble des unités de production homogène (production d'un bien ou service)

Secteur d'activité : classement des entreprises selon leur production principale, par référence à la nomenclature des activités et des produits NOPAMA.

Capital financier : Placements réalisés par une entreprise dans d'autres entreprises ou dans d'autres secteurs

Capital fixe au technique : Ensemble des biens durables d'une entreprise. La FBCF (Formation Brute de Capital Fixe) correspond à l'acquisition de nouveaux biens durables utilisés dans le processus de production. Le capital fixe est un stock et la Formation Brute de Capital est un flux

Capital social : Mise de fond initiale apportée lors de la création de l'entreprise

Chiffre d'affaires : Montant total des ventes de l'entreprise durant un laps de temps déterminé plus les autres recettes = produits fabriqués vendus + ventes de marchandises en l'état d'acquisition + autres recettes.

Production : chiffre d'affaires - ventes de marchandises en l'état d'acquisition + variations de stocks de produits fabriqués, aux prix de vente de la période courante.

Consommation intermédiaire : Ensemble des biens et services achetés à d'autres entreprises et qui permettent de produire. Les biens et les services sont soit détruits au cours du processus de production, soit incorporés aux produits finis. Ce sont en général des matières premières. Exemples: bois, matériel plastique, peinture, énergie. CI = matières premières et fournitures consommées + coûts des services marchands consommés.

Coût des intrants : valeur totale des achats non stockées de biens utilisés dans la fabrication des produits vendus = consommation intermédiaire - coûts des services marchands consommés.

Valeur ajoutée brute : production - consommation intermédiaire.

Valeur ajoutée au coût des facteurs : valeur ajoutée brute + subventions -taxes indirectes.

Productivité apparente du travail : valeur ajoutée brute rapportée au volume de travail, exprimé en nombre d'employés ou en nombre d'heures ouvrées.

Productivité apparente du capital : valeur ajoutée brute rapportée à la valeur du capital.

Salaire brut : rémunération perçue par les salariés + avantages en nature + cotisations sociales à la charge des salariés et retenues à la source par l'employeur.

Coût du travail : salaires bruts + autres charges (cotisations sociales à la charge de l'employeur, prestations sociales directes, etc.).

Excédent brut d'exploitation : valeur ajoutée au coût des facteurs - coût du travail.

Taux de marge : part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée au coût des facteurs.

Autofinancement : Moyen de financement qu'une entreprise a obtenu grâce à son activité (bénéfices non distribués et amortissement).

Capacité d'autofinancement (CAF): excédent brut d'exploitation + produits financiers + produits exceptionnels - impôts sur les bénéfices. Il s'agit du résultat net de l'exercice.

Rendement du capital : excédent brut d'exploitation rapporté à la valeur du capital.

Capacité théorique d'endettement : capacité d'autofinancement rapportée à la dette.

Autonomie interne : dettes rapportées aux capitaux propres

Chance de survie : frais financiers rapportés à l'excédent brut d'exploitation.

Investissement ou FBCF : coût de l'acquisition ou de la rénovation de biens de capital (terrains, immeubles, machines, matériels de transport, plantation, etc.) - valeur des ventes de biens de capital.

Taux d'investissement : montant des investissements rapportés à la valeur ajoutée du secteur

Effort d'investissement : montant des investissements rapportés au chiffre d'affaires du secteur

RFA ou Ratio de Financement par Autofinancement : la capacité d'autofinancement rapportée à l'investissement du secteur

Concurrent d'une entreprise : entreprise industrielle dont la production "concurrence" celle de l'entreprise, du point de vue de l'entreprise elle-même.

Concurrent sur le marché intérieur : concurrent, produisant dans le pays ou à l'étranger, pour les produits que l'entreprise vend sur le marché intérieur.

Concurrent à l'exportation : concurrent, produisant dans le pays ou à l'étranger, pour les produits que l'entreprise vend à l'étranger (exportations directes).

Tableau 128 : Valeur ajoutée

Forme juridique	Moyenne (Milliers Ariary)	Erreur standard de la moyenne	Erreur type
SA et SAU	1 371 062,08	182 295,95	13,3%
SARL et EURL	238 006,45	20 784,71	8,7%
Entreprise individuelle	12 773,22	347,96	2,7%
Total du groupe	20 525,48	766,25	3,7%

Tableau 129 : Actif immobilisé

Forme juridique	Moyenne (Milliers Ariary)	Erreur standard de la moyenne	Erreur type
SA et SAU	4 110 463,20	705 163,84	17,2%
SARL et EURL	329 819,40	44 503,59	13,5%
Entreprise individuelle	6 739,00	117,09	1,7%
Total du groupe	24 766,79	2 413,33	9,7%

Tableau 130 : Investissement

Forme juridique	Moyenne (Milliers Ariary)	Erreur standard de la moyenne	Erreur type
SA ET SAU	1 954 461,52	285 152,21	14,6%
SARL ET EURL	113 107,27	14 701,23	13,0%
Entreprises individuelles	2 597,35	71,34	2,7%
Total du groupe	12 239,62	1 525,77	12,5%